

Feuilleton *Le Cinquième Saut*

Épisode 3

Profession-Gendarme

L'édition originale du Cinquième Saut comprend plus de cinq cents notes. Cette édition numérique publiée par Profession-Gendarme n'en a conservé qu'une trentaine, particulièrement utiles. Dans le même esprit, quelques autres ont été intégrées directement au texte.

Présentation de l'ouvrage

Colombey-les-Deux-Églises, janvier 1957. Un vieil homme monte dans une DS aux taules presque aussi tannées que lui. Cet homme, ce géant qui s'avance sur les graviers feuillus de la Boiserie, c'est Charles de Gaulle. L'Homme du 18 juin s'apprête encore une fois, directement, à sauver la France. Mais dans cette entreprise héroïque, il le sait, d'une manière ou d'une autre, le mensonge sera le maître-mot. En même temps que la vie ou la mort, à chaque seconde. Le Général parviendra-t-il à accomplir le Cinquième Saut ? Réussira-t-il à changer la face du monde et, telle une onde, celle de l'univers, pour le sauver aussi ? Après avoir tout vaincu... jusqu'à lui-même ?

Auteur d'essais et d'articles qui ont profondément renouvelé le récit de la décolonisation franco-africaine, Alexandre Gerbi retourne ici l'histoire comme un gant. Au fil d'une épopée qui tient de la fresque uchronique, du roman d'espionnage et du conte, une autre idée de la Ve République renaît avec ses espoirs fous et ses rêves engloutis. Une clef essentielle pour comprendre enfin ce qui pourrait peut-être, encore, sauver notre époque...

LE CINQUIÈME SAUT

DU MÊME AUTEUR

Histoire occultée de la décolonisation franco-africaine, Imposture, refoulements et névroses, L'Harmattan, 2006.

Profil d'une Révolution, pour une nouvelle histoire d'amour, article publié dans *L'Afrique : Histoire d'une longue errance ?* Actes du Colloque, L'Harmattan, 2007.

L'Amor est morte : De la « décolonisation » et de l'avenir franco-africain, article publié dans *Décolonisation de l'Afrique ex-française : enjeux pour l'Afrique et la France d'aujourd'hui*, Actes du Colloque, L'Harmattan, 2010.

La République inversée, Affaire algérienne (1958-1962) et démantèlement franco-africain, avec Raphaël Tribeca, L'Harmattan, 2011.

Histoire inavouable de la Ve République, De la révolution inversée au désastre contemporain, L'Harmattan, 2015.

Crise française : sources inavouables pour une issue fraternelle, article publié dans la revue *Lignes* n°50, mai 2016.

Le Toton de Welching Gulch ou L'Extraordinaire histoire de Marcellineau d'Anjoux, western, Éditions du Plaqueminier, 2022.

Alexandre Gerbi

LE CINQUIÈME SAUT

OU

**LE LIVRE BLANC
DE CHARLES DE GAULLE**

Chronique d'une Résurrection

Éditions du Plaqueminier

Épisode 3

Résumé des épisodes précédents

En 1946, l'Empire colonial est devenu l'Union Française. A partir du milieu des années 1950, la IV^e République s'est mise à la démanteler. En seulement quatre ans, les gouvernements successifs ont abandonné en bloc l'Indochine (Tonkin, Annam, Cochinchine, Laos, Cambodge) puis le Maroc, la Tunisie, le Fezzan (Libye). Tout en plaçant les territoires d'Afrique noire et les Comptoirs de l'Inde sur la rampe de largage. Au grand dam du peuple et de l'Armée.

En mai 1958, après une longue crise ministérielle, plusieurs événements vont mettre le feu aux poudres. Le nouveau gouvernement français, dirigé par Pierre Pflimlin, envisage d'ouvrir des négociations au sujet de l'Algérie. Son interlocuteur désigné, le FLN (Front de Libération Nationale), qui exige l'indépendance immédiate, mène depuis trois ans et demi une guerre terroriste particulièrement barbare et meutrière dans les départements d'Afrique du Nord. A Alger, les Européens, bientôt rejoints en masses par les Arabo-Berbères, se soulèvent contre le « Système », et en faveur de l'Algérie française. Dans de grandes scènes de fraternisation, ils en appellent au général de Gaulle. Sous l'œil bienveillant de l'Armée et les encouragements des agents gaullistes qui grenouillent sur place...

Le Général sort alors du silence. Accusant le régime de conduire par ses choix insensés la France vers les gouffres, jouant de la menace d'un coup d'État militaire, il va s'emparer du pouvoir (« *Opération Résurrection* »).

Tout le monde l'ignore, mais dans cette entreprise l'ermite de Colombey est en contact avec les frères Dulles, respectivement secrétaire d'État américain et chef de la CIA. Leur plan est machiavélique : De Gaulle va feindre d'être acquis à la cause de l'unité franco-algérienne. Il va se réclamer de la fraternité et de la sauvegarde des territoires d'Afrique subsaharienne. Ainsi il mettra l'Armée et le peuple dans sa poche. A charge pour lui, une fois aux manettes, d'incurver progressivement sa ligne, pour finalement faire exactement le contraire : démanteler d'abord l'ensemble franco-africain pour mieux liquider enfin l'Algérie. En contrepartie, les Etats-Unis, leurs réseaux d'influence et leurs services secrets lui apporteront un appui discret mais efficace dans son coup d'État, et le garderont d'éventuelles oppositions y compris militaires. Ainsi puissamment aidé et protégé, De Gaulle pourra en finir avec l'Algérie et l'Afrique françaises. En assouvissant son programme secret de « dégagement » au nom de la « certaine idée » qu'il se fait de la France, De Gaulle comblera les vœux géostratégiques des Etats-Unis, puisqu'en larguant l'outre-mer africain, il rayera du même coup la France de la carte comme superpuissance.

Le scénario semble imparable. Et en effet, une fois revenu au pouvoir, le nouveau président donne le change comme prévu. Dans son fameux discours d'Alger, il exalte la fraternité et la fusion fraternelle des communautés européennes et araboberbères dans la France. Puis il annonce le « *Plan de Constantine* », vaste programme de développement accéléré de l'Algérie, en vue de l'Intégration politique et sociale de ses populations. Dans la foulée, au cours de l'été, il entreprend une tournée triomphale en Afrique subsaharienne. Le 28 septembre 1958, par référendum, l'extraordinaire Ve République égalitaire est plébiscitée en métropole aussi bien qu'outre-mer. Lorsque dans la foulée, en octobre, le Gabon demande à devenir un département français en application de l'article 76 la Constitution, De Gaulle accepte, au grand désarroi de Debré. Par la suite, le Général négocie

secrètement le ralliement à la France d'une partie essentielle du FLN de l'intérieur, avec le commandant Si Salah.

Après des mois de doutes, l'affaire Si Salah, qui détruit le FLN, achève de convaincre Debré et les Américains que De Gaulle a décidé de piétiner leurs accords. Le « Plan Dulles » n'est plus qu'un vieux souvenir. Le torchon brûle entre Paris et Washington. Ce dernier accuse De Gaulle de dérive « fasciste » et, pour le discréditer, révèle le Plan, le pacte qui liait l'ermitte de Colombey à la CIA et au Département d'État. A Paris, Debré, sur le point de démissionner avec fracas, est arrêté et jeté en prison. A New York, une militante noire francophile, Elizabeth Law-Higgins, assassine Allen Dulles, chef de la CIA.

Pour remplacer Debré, le Général nomme le grand poète et politique sénégalais Léopold Sédar Senghor à Matignon. Sous son ministère, les territoires d'Afrique subsaharienne revendiquent et obtiennent la départementalisation, le Laos retrouve la France, tandis que le Général vole au secours des Comptoirs de l'Inde.

Cette cascade d'événements accentue les tensions avec Washington, qui ne cesse de calomnier et d'attenter à la vie de De Gaulle. Il est vrai que l'onde de choc française secoue en profondeur la société états-unienne, plus que jamais fracturée par le racisme et la ségrégation... jusqu'à l'implosion finale ?

En attendant, à la surprise générale, pour succéder à Senghor après cinq années flamboyantes, De Gaulle s'apprête à choisir le grand anthropologue Claude Lévi-Strauss, cerveau de la Révolution de 58...

III.

Troisième mouvement de la Révolution (1965-1969) ou le ministère Lévi-Strauss

*Celui qui nage dans le sens du courant
fait rire le crocodile.*
Proverbe soudanais

« *Mademoiselle Lama* »

Le 4 novembre 1965, le Général annonça qu'il serait candidat à sa propre succession.

« *Le contraire nous eût étonnés* » estima, en français dans le texte, le *New York Times*, mi-ironique, mi-amer, mais sans doute aussi un peu admiratif. Et la feuille de chou de la côte Est de rappeler l'affaire La Boisserie, pourtant amortie en souplesse dès octobre, avant de dresser, également en vain, l'inventaire à la Prévert de toutes les calomnies – présentées comme autant de vérités premières – accumulées depuis cinq ans contre le président français.

L'affaire Dulles, en novembre 1960, avait fait office de détonateur. Tandis que le torchon avait brûlé jusqu'à la carbonisation complète entre Paris et Washington, la presse états-unienne s'était fait de la « *chasse au De Gaulle* » (« *The Hunting of the De Gaulle* ») une spécialité.

L'année 1964, cinquantième anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, aurait pu être le moment d'une trêve, à défaut d'une réconciliation. Elle servit au contraire de prétexte à une campagne de dénigrement inouïe contre l'honneur du chef de l'État français.

Le 1^{er} septembre, le *Chicago Tribune* titra, sans s'embarasser de point d'interrogation, quatre colonnes à la Une : « *Le capitaine de Gaulle était un lâche* ». L'article affirmait qu'en 1916, du côté de Douaumont, le jeune Charles de Gaulle s'était rendu « *sans combattre* ». Le journaliste décrivait cette scène invraisemblable où un prisonnier de vingt-cinq ans, réclamant en tant qu'officier français qu'on lui rendît « *son sabre* », s'entendit rappeler par le commandant prussien « *les conditions humiliantes de sa reddition* », « *la baïonnette qu'il avait prudemment troquée contre un drapeau blanc* ». À partir de cette anecdote lamentable, toute la vie du Général était scrutée à la lumière d'une supposée « *lâcheté intrinsèque* » (« *intrinsic cowardice* »). Le *Washington Post*, le *New York Herald Tribune*, le *Los Angeles Times* montèrent le sujet en épingle, s'interrogeant à qui mieux-mieux sur « *l'imposture de Gaulle* », « *soldat couard* » (« *coward soldier* ») et « *comédien hors-pair* » (« *outstanding comedian* ») « *passé maître dans l'art de se faire passer pour un preux héros* » (« *fake valiant hero* »).

Ne s'arrêtant pas en si mauvais chemin, manifestement enhardis par ces premières salves qui ravirent Londres et Moscou, les « *scribouillards amerloques* » (De Gaulle) multiplièrent les angles d'attaque. Éditoriaux assassins et émissions spéciales, diffusées à grand renfort de publicité à la radio et à la télévision, dénoncèrent les « *affinités intéressées* » de De Gaulle avec Pétain au cours des années 20 et 30, le « *jeu d'attrape-couillon réciproque quoique asymétrique* », la « *méprisable querelle d'égos qui conduisit ces deux vaniteux à la brouille puis à la rupture définitive* » (*Voice of America*).

Machines à broyer qui broyèrent surtout le peu de crédit qui restait à la presse anglo-saxonne, d'innombrables tribunes vitriolées tentèrent de réduire l'épopée de la France libre à une « *aventure personnelle ayant souvent pris l'allure d'un fiasco, qui ne tourna à l'avantage de De Gaulle qu'au prix de petits et grands crimes sordides (...) telles les éliminations, par balles ou délation à la Gestapo, ici du rival Darlan, là du gêneur soupçonné de crypto-communisme, Jean Moulin* » (*New York Times*).

De proche en proche, de délire en délire, la campagne de dénigrement s'étendit bientôt à tous les aspects de la personnalité gaullienne.

Le « *général de brigade à titre provisoire* » était accusé d'avoir en 1940, à Montcornet, au sud d'Abbeville, « *perdu en moins de vingt-quatre heures la plus grande partie de ses chars, anéantissant ainsi la dernière unité blindée encore intacte de l'armée française (...) dont il était parvenu à obtenir, à force d'intrigues, le commandement.* » « *Arriviste forcé même pendant la débâcle, De Gaulle démontra une incroyable et fatale incompetence en matière de tactique* » (*Washington Post*), « *qui précipita un peu plus la défaite française* » (*Los Angeles Times*).

Dans un article particulièrement emberlificoté, le *New York Herald Tribune* alla jusqu'à accuser l'auteur de *Vers l'armée de métier* (1934) d'avoir, en 1944, à l'occasion d'une réédition, « *trafiqué et falsifié l'ouvrage en y ajoutant une phrase discrète mais décisive sur l'importance du couple chars-avions, à seule fin de se faire passer pour un précurseur de la Blitzkrieg* ».

Plus choquant encore, le physique du Général passa à son tour à la moulinette. Il ne suffisait plus de railler sa « *personnalité maladivement timide, dévorée de mégalo-manie* » (*Newsweek*) et sa « *raideur satisfaite, vieillotte, méprisante, autocentrée et bornée* » (*The Daily Mirror*) : le *Times* de Londres exhuma une piteuse plaisanterie de Winston

Churchill, qui prêtait à De Gaulle des allures de « *lama femelle surpris dans son bain* ». Cette blague douteuse, grotesque autant qu'infondée, devint une tarte à la crème, véritable « *running gag* » décliné à longueur d'articles dans toute la presse anglo-saxonne. De Westminster à Canberra en passant par Toronto, Philadelphie, Auckland et Johannesburg, le sage de l'Élysée fut désormais surnommé, toute honte bue, le « *ruminant salivaire* » (« *salivary ruminant* »), le « *chameau baveux* » (« *drooling camel* ») ou encore « *Mademoiselle Lama [sic]* ».

Cette caricature animalière n'inspira aucun commentaire au Général.

En revanche, dès le début de la polémique, les services de l'Élysée et le secrétaire d'État aux Armées, le Grand-Croix Si Salah, rappelèrent « *nombreuses citations* » du Président pour héroïsme au feu « *pendant les deux guerres mondiales* ». Les éditorialistes états-uniens et britanniques s'empressèrent de tout contester, invoquant des « *erreurs d'appréciation de l'état-major (...) dans le chaos de la Grande Guerre (...) et le planqué* » (« *shirker* ») « *de la Seconde Guerre mondiale* » (*Chicago Tribune*).

En France, seul *Le Canard enchaîné* relayait complaisamment, semaine après semaine, les différentes « *révélations* » de ses confrères anglo-saxons, tandis que le reste de la presse préféra tenir dans le mépris du silence d'aussi viles calomnies.

De Gaulle avait prédit :

« *Ils se laisseront assez vite de ces balivernes.* »

La suite lui donna raison, sauf sur un point : outre-Atlantique, le surnom de « *Mademoiselle Lama* » lui colla à la peau pendant de nombreuses années.

Au demeurant, l'impact de ces honteux libelles fut nul sur la présidentielle de 1965.

La présidentielle de 1965

C'est en effet sans surprise majeure que, dès le soir du premier tour de l'élection présidentielle, le monde constata l'écrasante victoire de Charles de Gaulle. Celui-ci, pendant une campagne à sens unique, avait martelé qu'il n'entendait pas « être réélu pour être réélu », mais rester « aux affaires (...) au nom de l'œuvre déjà accomplie et qu'il s'agi[ssai]t de poursuivre (...) jusques et y compris contre les fâcheux ». Avec ce simple slogan repris de Guillaume d'Orange : « *Je maintiendrai !* »

La réponse des électeurs fut un score fleuve de 84% en faveur du président sortant. À vrai dire, aucun des adversaires du Général ne semblait avoir vraiment envie de l'emporter. De François Mitterrand à Jean-Louis Tixier-Vignancour en passant par Jean Lecanuet, tous ses rivaux officiels paraissaient à la fois partisans et convaincus de la réélection du « *plus illustre des Français* ». Et de tels sentiments portent peu à la pugnacité...

À cette loi dérogèrent, bien entendu, Jacques Duclos, le candidat du PCF plus que jamais inféodé à Moscou, gorgé de haine pour De Gaulle qu'il surnommait de son accent rocailleux, en privé, « *le commanditaire* », et Jean-Jacques Servan-Schreiber, alias « *JJSS* », minuscule ancien directeur de *L'Express*, dont le sourire de gendre idéal cachait mal la faillite retentissante, en 1963, de son journal ouvertement pro-états-unien. Le candidat De Gaulle eut beau jeu de surnommer ce tandem « *les frères ennemis lilliputiens* ».

Ces derniers, inlassablement, tirèrent à boulets rouges sur le président sortant. Duclos dénonça son « *fascisme moderne* » et sa « *philanthropie simulée au service de l'impérialisme à l'extérieur et du crime à l'intérieur* » avec le « *collaborateur en chef, le nouveau Doriot, Krasucki* ». Servan-Schreiber

préféra stigmatiser sa « *démagogie cynique et calculatrice* » et un « *perpétuel théâtre d'ombres du héros devenu tyran* ». Ils récoltèrent respectivement 3,2 % et 0,1 % des voix.

La veille de l'élection, dans un pied-de-nez aux accusations absurdes, le Président s'était retiré à Colombey. Aussitôt sa victoire annoncée, il fila jusqu'à Paris dans ses cinq DS noires. Dès le lendemain matin, s'adressant aux Français dans un discours télévisé, il apparut en pleine forme malgré ses presque soixante-quinze printemps. Tout pimpant, ivre de son triomphe électoral, un peu dégingandé avec des airs de grand adolescent, le Général déclara sur tous les écrans de métropole et d'outre-mer :

« Mon cher et vieux pays, tu as connu, depuis sept ans, un redressement unique de célérité et d'éclat dans ta longue, brillante quoique souvent douloureuse carrière. Ce redressement, tu le dois d'abord à ton génie propre, nourri aux sources de l'Europe, mais aussi, nous le savons tous désormais, à celles de ces quatre grands continents que sont l'Afrique, l'Asie, l'Amérique et la Polynésie [sic]. Ce génie propre, il m'a simplement suffi de lui permettre, enfin, de s'exprimer pleinement, quand tant d'aveugles et d'insensés lui refusaient la parole. Ici, je veux remercier mon Premier ministre, M. Léopold Sédar Senghor, pour l'œuvre admirable qu'il a su accomplir au profit de la République et de la France. J'entends par là nos territoires d'Europe, d'Afrique, d'Asie, mais aussi nos plus petits départements que je n'oublie pas, aux Amériques, dans le Pacifique et dans l'Océan Indien. (...) Pour succéder à M. Senghor, j'ai proposé à M. Claude Lévi-Strauss le poste de Premier ministre, et il l'a accepté. Je fais toute confiance à M. Lévi-Strauss, grand anthropologue dont nul n'ignore le rôle essentiel qu'il joua auprès de M. Jacques Soustelle dans l'élaboration de la Révolution de 58, pour conduire la troisième phase de la résurrection française. Cette troisième étape, il appartiendra bien sûr à M. Lévi-Strauss de la définir, à la lumière de l'anthropologie, de l'ethnologie, de l'histoire et de la philosophie, tous domaines dans lesquels

mon nouveau Premier ministre dispose des plus vives lumières. Afin de l'épauler dans cette tâche, j'ai décidé de nommer M. Jacques Soustelle, Ministre d'État auprès du Premier ministre. Je ne doute pas que ces deux savants, qui se connaissent si bien et dont le renom est international, sauront prolonger, dans la fidélité et l'approfondissement, l'œuvre déjà accomplie par M. Léopold Sédar Senghor. »

L'anthropologie à Matignon

Claude Lévi-Strauss n'avait jamais exercé la moindre fonction politique, mais sa nomination au poste de chef du gouvernement n'était pas vraiment une surprise. Comme l'avait indiqué Charles de Gaulle dans son allocution télévisée, l'auteur de *Race et Histoire* avait joué un rôle important dans les coulisses de la Révolution de 58, dont il était l'un des grands théoriciens. Et cela, à présent, tout le monde le savait.

Longtemps ignoré, le rôle de Claude Lévi-Strauss dans la Révolution de 58 avait été révélé en 1963 par Germaine Tillion, dans l'émission « *Cinq colonnes à la Une* » de Pierre Lazareff. Au cours d'un reportage sur les innombrables écoles primaires qui, à la faveur des départementalisations, s'étaient ouvertes en Algérie, en Afrique subsaharienne et au Laos, et sur « *l'admirable sacerdoce* » auquel s'y livraient plusieurs dizaines de milliers d'instituteurs métropolitains comme ultramarins, mais aussi allemands, la directrice générale de ce qu'on appelait le « *programme Senghor-Bidault* », Germaine Tillion, avait déclaré aux journalistes qui l'interrogeaient :

« On a beaucoup parlé, à juste titre, de l'attitude clairvoyante de l'Armée durant les événements de mai et de juin 1958. On a beaucoup parlé, aussi, de la part éminente qu'y prit Jacques Soustelle, non seulement en tant qu'homme d'action mais comme théoricien. (...) Je ne crois pas que M.

Soustelle, que je connais bien, m'en voudra si j'ajoute que l'intense réflexion dont la Révolution de 58 fut le fruit, doit aussi beaucoup à M. Claude Lévi-Strauss, et plus généralement à l'école anthropologique française, dont M. Paul Rivet fut, comme chacun sait, une sorte d'incarnation et de maître... »

Diffusée à une heure de grande écoute, la révélation projeta Claude Lévi-Strauss, discret professeur au Collège de France, sous les feux de la rampe médiatique. Faisant écho aux déclarations de Germaine Tillion, *Le Monde* titra : « *Claude Lévi-Strauss : l'autre cerveau de 58* ».

Dans les longs entretiens qu'il accorda à la presse et à la télévision au cours des années 1963 et 1964, celui qu'on surnommait « *CLS* » assumait ses positions politiques tout en admettant qu'il avait pu, « *avec d'autres, dont Mme Germaine Tillion* », jouer un rôle d'« *inspirateur* » dans « *des événements qu'il faut bien dire cruciaux.* » Au demeurant, expliqua le brillant chercheur, il n'entendait pas pour autant se mêler de politique « *en tant que telle* », puisque certains assumaient « *vraisemblablement parfaitement cette fonction à [s]a place* », ajouta-t-il avec humour. Lorsqu'il prit finalement la tête du gouvernement, le 8 janvier 1966, Claude Lévi-Strauss n'était donc pas à proprement parler un novice en politique.

Fait étrange, avec Lévi-Strauss la France eut dès lors, en réalité, deux Premiers ministres. À Matignon, quand on apercevait Claude Lévi-Strauss, Jacques Soustelle, ministre d'État, n'était jamais très loin. Comme le Général y avait fait allusion, ces amis de trente ans, tous deux anthropologues de stature mondiale, s'étaient connus avant la guerre. Des liens étroits les unissaient. Leur rencontre datait de 1936, lorsque Lévi-Strauss avait rapporté à Paris sa première collection d'art brésilien, tandis que Soustelle était le jeune sous-directeur du musée de l'Homme. Quelques années plus tard, en 1940, ayant fui une Europe en guerre et une France occupée devenues un peu trop dangereuses pour un juif, Lévi-Strauss s'était trouvé piégé : « (...) *Lorsque, après avoir quitté la Martinique, j'ai pu*

gagner Porto Rico à bord d'un bananier suédois, les autorités américaines ont décidé que mes papiers n'étaient pas en règle. On m'a placé en résidence surveillée dans une auberge assez sordide, aux frais de la compagnie de navigation. C'est pendant que je me trouvais dans cette fâcheuse situation que Soustelle a débarqué à Porto Rico comme émissaire du général de Gaulle, pour rallier la colonie française. J'ai obtenu de mes gardiens qu'ils me conduisent à Soustelle. Il a très gentiment expliqué aux Américains que je n'étais pas un espion. J'ai attendu en paix qu'on m'envoie les documents exigés et suis parti pour New York à bord d'un bateau régulier. »

Selon Germaine Tillion qui le révéla dans son beau livre *Le doux réveil de la France*, c'est Soustelle qui suggéra à De Gaulle de nommer Lévi-Strauss chef du gouvernement. Jacques Soustelle aurait alors fait valoir que nommer à Matignon un anthropologue resté jusque-là, contrairement à lui, à l'écart de l'arène politique, permettrait d'« étendre encore la perspective qui soutenait l'action de l'État ».

Il est vrai qu'au regard de ce qui attendait cette troisième phase de la Révolution gaullienne, l'idée n'était pas idiote...

Le souper de Versailles

Dans son célèbre essai *Politique et Histoire*, Claude Lévi-Strauss évoque avec la calme passion qui le caractérisait les quatre longues années qu'il passa à la tête du gouvernement :

« Ces périodes furent autant de stances d'une épopée que nous avons nourrie en rêve depuis notre jeunesse. Elle continuait de prendre corps et s'accomplissait dans l'unité de l'Ancien Monde, dont nous avons tant redouté la perte, mais dont nous assurions doucement, à notre tour, après et avec tant d'illustres figures, l'ajustement devant les millénaires. »

L'éminent anthropologue précise les circonstances dans lesquelles il fut informé de ce qui serait nommé par la suite le

« *Grand Projet* », plus communément appelé le « *Transfert* ». La genèse de cet événement se situe le 8 décembre 1966, jour de l’Immaculée Conception, soit onze mois jour pour jour après la nomination du savant au poste de Premier ministre.

Ce jeudi-là, une curieuse invitation était arrivée sur le bureau du locataire de Matignon. Sans plus d’explications, le président de la République le conviait à un repas « *en tête-à-tête* » le soir même, « *toutes affaires cessantes* », au château de Versailles.

Croyant d’abord à « *une plaisanterie d’un goût douteux* » – le Général ne lui avait jamais parlé de ce repas –, Claude Lévi-Strauss demanda à Michèle Laribièrè, sa chef de cabinet, de « *voir avec l’Élysée* », afin que cette étrange facétie fût éclaircie au plus vite. Quinze minutes plus tard exactement, Michèle Laribièrè, la joue légèrement empourprée, apprenait au Premier ministre stupéfait que le président l’invitait bel et bien à dîner, « *en tête-à-tête* », le soir même, « *toutes affaires cessantes* », au château de Versailles. « *Et dans la galerie des Glaces, s’il vous plaît !* » lança-t-elle, avec sa gouaille habituelle. Avant d’ajouter, malicieuse : « *Je dis ‘en tête-à-tête’, mais bien sûr, Monsieur Soustelle est aussi convié* ».

C’est ainsi qu’à 21 heures précises, ce 8 décembre, les deux anthropologues entrèrent ensemble dans le majestueux bâtiment que Barthélémy Boganda appelait avec émotion « *le palais de nos rois* ».

Claude Lévi-Strauss raconte la scène, hallucinante, dans le chapitre V de *Politique et Histoire* :

« (...) Pour l’occasion, le Président avait ordonné qu’une petite table ronde fût dressée au centre exact de la galerie des Glaces. Lorsque je m’y avançai en compagnie de Jacques Soustelle, l’espace tout d’or et de reflets m’impressionna. Sous les lumières des candélabres innombrables qui reflétaient leurs feux dans les miroirs immenses, une mise en abyme étincelante démultipliait la silhouette du Général qui avait revêtu, ce soir-là, son costume d’homme du 18-juin. À notre approche, son vieil et interminable mètre quatre-vingt seize se leva lentement.

Cette vision me bouleversa. (...) Il nous serra longuement la main avec une douceur infinie, et accompagna enfin son geste, à notre grande surprise, d'une silencieuse accolade. Nous prîmes place sans mot dire autour de la table. L'émotion m'écrasait, Jacques Soustelle se concentrait. Le Général affectait un air dégagé où je sentais rugir l'ouragan. Un très long silence s'installa. Enfin, la voix suavement douce, le visage attendri d'une extrême bonhomie, il nous demanda quel vin serait indiqué et surtout à notre goût pour ouvrir ce dîner et cette conversation. Il allait nous faire part, dit-il, d'un projet qui justifiait l'endroit et appelait une boisson d'exception. Après avoir échangé un regard avec mon complice de Matignon dont je connaissais les goûts en ces veloutements, je répondis qu'un champagne serait bien sûr tout indiqué mais qu'ayant un faible pour le sancerre, j'inclinai à choisir ce dernier pour satisfaire la double exigence de notre hôte. Soustelle opina discrètement du chef. (...) Un sancerre antique et délicieux nous fut en effet servi dans la pénombre vacillante, robe d'une pâleur chrysoléphantine à travers le cristal des coupes. Alors que nous levions nos verres et que mon regard s'attardait sur l'ombre démesurée du Général qui de part et d'autre était renvoyée, immense sur les murs, tandis que mes lèvres s'humectaient du merveilleux breuvage, Charles de Gaulle leva son verre, en but une légère gorgée et dit : "Messieurs, si je vous ai demandé de me rejoindre à Versailles ce jour, c'est que j'ai pris une décision qui engage non seulement la République mais aussi la France éternelle, et vous savez mieux que personne ce que ce mot veut dire". J'acquiesçai du regard, Soustelle du sourire et de la main. Nous frémissons. Le Général reprit : "La capitale de la France va changer. Elle sera bientôt transférée. Le Parlement et le gouvernement quitteront Paris, pour s'en aller gagner la ville qui deviendra le Versailles de la République euro-ultramarine, c'est-à-dire de la France." Le Général laissa planer le silence pendant quelques interminables instants, nous révéla son choix puis poursuivit : "Nos rois, en leur palais, avaient le droit d'être mis au courant en même temps que vous. C'est pourquoi j'ai voulu notre présence ici, ce soir. La presse

ne manquera pas de s'étonner que nous venions ainsi, vous et moi, dîner à Versailles. Certains jaseront, d'autres jacteront. L'important est de préparer le Pays à la venue de la grande nouvelle que je viens de vous annoncer. Dans deux ou trois jours, quand les esprits seront repus de conjectures, vous prendrez la parole à tous les micros de l'ORTF pointés vers vous comme des loutres. Non pour dénouer le mystère, mais pour l'épaissir encore. Vous annoncerez alors le Transfert, mais point la ville que nous avons retenue. Vous vous bornerez à signifier que je me chargerai de l'apprendre aux Français, lors de mes vœux du nouvel an, une douzaine de jours plus tard. Ainsi, le moment venu, vous verrez que l'opinion sera beaucoup plus réceptive, et surtout beaucoup moins secouée par cette annonce, qui est un tournant millénaire pour la France." »

Le lendemain, comme De Gaulle l'avait prédit, toute la presse titra et s'interrogea sur la « *mystérieuse entrevue de Versailles* » (*Paris-Jour*). *L'Humanité* fustigea « *cette nouvelle mise en scène, sordidement révélatrice de la nature cryptomonarchiste du régime* ». Ourlant davantage ses coups, dans *Le Monde*, Beuve-Méry s'indigna de « *ce souper secret et somptuaire où, nous dit-on, MM. de Gaulle, Lévi-Strauss et Soustelle étaient les seuls convives* ». Signe des temps, le patron du grand journal du soir apposait désormais au bas de ses éditoriaux le pseudonyme de « *Sirius* », pour ne pas se brouiller avec sa Rédaction à présent largement acquise à la cause gaullienne.

Sollicité de toute part, Jacques Soustelle, fidèle à sa réserve habituelle, déclara n'avoir « *aucun commentaire à faire* » et renvoya « *les uns et les autres* » vers M. le Premier ministre. Lequel fit savoir qu'il « *rendrait compte* » le surlendemain, « *dans le cadre d'une allocution télévisée* », de « *ce qui [avait] été dit à Versailles, entre M. le président de la République, M. le ministre d'État et moi-même* ».

Cette annonce, n'offrant aucune piste aux spéculations, acheva de déconcerter. Trois jours plus tard, recrutée d'hypothèses comme l'avait anticipé le stratège de l'Élysée, toute la

France avait l'oreille vissée au transistor et l'œil rivé sur le poste de télévision.

À 20 heures, depuis son bureau de Matignon, d'énormes lunettes aux montures sombres barrant son visage, Claude Lévi-Strauss s'adressa aux Français. Il déclara que « *compte tenu des évolutions accomplies depuis huit années et sachant celles à venir* », il convenait d'« *adapter en profondeur le Pays* » à sa « *réalité nouvelle* ». « *Dans cet esprit* », expliqua le père du structuralisme, « *la capitale de la France ne peut demeurer plus longtemps à Paris* ».

Devant les téléspectateurs interdits, l'auteur d'*Anthropologie structurale* indiqua qu'il revenait au président de la République de signifier aux Français « *le nom de la cité* » qui, à condition que le peuple en fût « *bien sûr d'accord* », « *sera[it] désormais le siège du Parlement et du gouvernement* ». L'annonce présidentielle, conclut Lévi-Strauss, aurait lieu une douzaine de jours plus tard, à l'occasion des vœux du chef de l'État, le 31 décembre. « *Et en attendant*, ajouta le Premier ministre avec un sourire entendu, *je demande à messieurs les journalistes de ne pas trop spéculer...* »

La nouvelle capitale

L'opinion publique entra en ébullition. Les presses française et internationale aussi. Comment pouvait-on imaginer un seul instant que Paris cessât d'être la capitale de la France ! Et surtout, au profit de quelle ville ? Pendant la semaine qui séparait la déclaration du Premier ministre de l'allocution présidentielle, les spéculations allèrent bon train. Même les journaux états-uniens, à l'exception du *New York Times*, se prirent au jeu. En France comme tout autour du globe, chroniqueurs et commentateurs se perdaient en conjectures. Brazzaville, au Congo, allait-elle retrouver le statut dont elle avait joui, comme capitale de la France libre, entre 1940 et 1943 ? Ou bien plutôt serait-ce Dakar, son port monumental sur l'Atlantique, principale métropole économique d'un Sénégal

français depuis le XVIIe siècle, et dont les habitants avaient envoyé, rappela *Le Monde*, une délégation à Paris en 1789, élisant des députés à l'Assemblée nationale depuis 1848, tout en bénéficiant de longue date d'un statut égalitaire qui avait préfiguré la révolution gaullienne ? Mais la métropole pourrait-elle vraiment renoncer à la capitale ? Marseille alors surgissait, vieille cité grecque – le Premier ministre n'avait-il pas parlé de « cité » ? –, principale porte métropolitaine sur la Méditerranée et par conséquent sur l'Algérie, l'Afrique et le monde. « *À moins qu'Abidjan ne coiffe tous les autres au poteau* », titra *Ivoire-Dimanche*, puisque nantie elle aussi d'un port, la ville pouvait se flatter d'être d'ores et déjà la capitale économique de la région la plus riche de l'Afrique française, et de jouir d'« *une situation objectivement idéale, au centre de gravité exact du territoire de la République* » (Félix Houphouët-Boigny). Plus anecdotiques, les noms de Bangui, Ouagadougou, Fort-Lamy, Tombouctou ou même de Papeete, Ajaccio, Vientiane ou Lyon furent parfois évoqués. Mais c'est Alger, théâtre pendant des années de la terrible guerre d'Algérie, de la non moins terrible « *bataille* » conduite par Massu et ses paras, de l'offensive victorieuse du général Challe qui avait définitivement brisé la rébellion FLN, en même temps que l'affaire Si Salah, c'est surtout ce noyau ardent de la *Révolution de 58* dont était née la nouvelle République qui recueillait la faveur des pronostics.

Le 31 décembre 1966, ce ne fut donc qu'une demi-surprise – mais sans doute était-ce l'effet recherché par le délai de douze jours imposé par le Premier ministre et son binôme dans l'ombre, Jacques Soustelle – lorsque Charles de Gaulle, les yeux embués d'émotion, déclara sur tous les écrans noir et blanc de France, retransmis en direct aussi bien en métropole qu'outre-mer :

« Paris, l'antique Lutèce avec sa Montagne Sainte-Geneviève, était déjà la capitale de la France sous Clovis, notre premier Louis, voilà mille cinq cents ans. Et chacun sait, ici et ailleurs, et moi mieux que personne, ce qu'est Paris pour la France. Paris est plus qu'une ville, Paris est plus qu'une

capitale : Paris c'est le monde, Paris c'est l'univers, Paris c'est le cœur de la France. La France a fait Paris, Paris a aussi fait la France, et la France qui le sait regarde depuis longtemps Paris. (un temps) Mais la France, sous mon impulsion ces sept dernières années, avec l'aide de Léopold Sédar Senghor, du maréchal Salan, de Ferhat Abbas, de Souvanna Phouma, du Grand-Croix Si Salah et de tant de figures illustres, puis aujourd'hui avec l'aide de Claude Lévi-Strauss et de Jacques Soustelle, la France connaît une sorte de résurrection, qui est aussi une transfiguration. (un temps) Cette France nouvelle, et qui n'est nouvelle que pour autant qu'elle redevient elle-même après avoir trop longtemps oublié de l'être, après avoir trop longtemps été trahie par ceux qui ne la comprenaient pas et ne voulaient pas la comprendre, cette France nouvelle et éternelle se doit d'honorer tous ses enfants. Elle le fait, dira-t-on ! Et moi je dis : je veux qu'elle le fasse davantage encore. Pour cela, j'ai décidé d'accomplir un geste qui scellera l'avenir de notre peuple. De Paris, la capitale sera transférée dans une ville qui incarne cette identité à la fois multiple et une, et nouvelle, de la France moderne. (un temps) Cette ville est bien sûr assise au bord de la mer, la Méditerranée, qui vit naître les civilisations égyptienne, grecque et romaine, mais qui vit aussi s'épanouir les mondes byzantins ou berbères, arabes ou européens, après les Phéniciens et tant d'autres peuples fameux... Autant de civilisations et de mondes dont la France moderne, que je m'efforce de porter en sa renaissance, est la grande et glorieuse héritière. Cette ville est aussi située en terre africaine, ce vaste continent qui recèle une grande partie des énergies de la France nouvelle. Cette ville est aussi tournée vers l'Europe, vers ce rivage du Midi de la France où Marseille, qui a donné son nom à notre cher hymne national, la regarde en sœur. (un temps) Cette ville magnifique a été aussi, naguère, nous le savons tous, une ville martyre de la France, théâtre d'indicibles souffrances et de combats fratricides au temps à la fois si récent et, Dieu merci, si ancien déjà, où la France gouvernée par des fous tournait le dos à elle-même, c'est-à-dire à sa vocation, en même temps qu'elle

reniait nombre de ses enfants et les poussait à une juste révolte aux perspectives insensées. Je veux le redire ici, solennellement, maintenant que tout ces cris déchirants, que tout ce sang versé nous semblent si loin : en s'élevant contre l'injustice, ces guerriers prouvaient qu'ils étaient dignement Français, et démontraient qu'ils méritaient pleinement de l'être ! Et je ne parle point ici des criminels ni des tueurs d'enfants, ni de ceux qui leur donnaient des ordres. Aujourd'hui, pour exprimer au monde et à nous-mêmes, au plus profond de nous-mêmes, que cette époque est définitivement révolue, je proclame qu'Alger sera désormais la capitale de la France ! Sous ma présidence, et sous la responsabilité de Messieurs Léopold Sédar Senghor, Ferhat Abbas et Jacques Soustelle, et sous l'autorité du Premier ministre, Monsieur Claude Lévi-Strauss, l'Assemblée nationale, le Sénat, le siège de la présidence de la République ainsi que l'Hôtel Matignon seront transférés à Alger. Les bâtiments seront déplacés pierre par pierre, car je veux que nos députés siègent exactement dans les mêmes lieux et sur les mêmes bancs que leurs pairs qui les ont précédés. Mais je le dis solennellement, le Panthéon restera à Paris, car on ne déplace pas un sanctuaire, et il est bon que ce sanctuaire reste dans la ville qui restera toujours, dans nos cœurs, l'un de nos grands berceaux. (un temps) Bien sûr, j'ai conscience que cette décision est importante non seulement pour la France, non seulement pour l'État, mais aussi pour le cœur de chaque Française et de chaque Français, au Nord comme au Sud de la Méditerranée, ou du côté de l'Asie, du Pacifique, de l'Océan Indien ou de l'Amérique. Je sais qu'elle suscitera des enthousiasmes, mais aussi des réticences, des oppositions, et qu'elle se heurtera aux conservatismes étroits. C'est pourquoi je veux qu'un référendum permette à notre peuple d'approuver ce choix qui, j'en suis sûr, recueillera son assentiment, tant outre-mer qu'en métropole. Ainsi le peuple français prouvera-t-il au monde sa capacité d'embrasser l'avenir. (un temps) Il va sans dire que si le peuple français devait refuser cette option qui, bien que symbolique, précisément parce qu'elle est symbolique, semble essentielle au président de la République, je

considérerai ce refus comme un désaveu, et que je quitterai par conséquent immédiatement mes fonctions. Mais je sais que le choix de notre peuple sera juste et bon, et qu'Alger sera, demain, la digne capitale d'une France nouvelle, fidèle à elle-même et triomphante ! Vive la République ! Et vive la France ! »

Cette annonce fut accueillie par une explosion de joie à Alger et dans toute l'Algérie. Des foules compactes et bigarrées, exaltées dans des scènes d'« *hystérie collective* » (« *mass hysteria* ») comme le notèrent perfidement, employant la même expression, le *New York Herald Tribune*, le *Los Angeles Times* et le *Times* britannique. Les manifestants défilèrent en cortèges dans toutes les villes d'Algérie, au chant de *La Marseillaise*, au son des youyous traditionnels, et brandissant des drapeaux bleu-blanc-rouge. Le journaliste Jean Daniel, déjà témoin oculaire, sept ans plus tôt, des fraternisations d'Alger, au spectacle des Arabo-Berbères et des Pieds-Noirs à nouveau tombés en larmes dans les bras les uns des autres, parla, cette fois, après la « *nouvelle Nuit du 4 août du 16 mai 1958*, [d']une nouvelle fête de la Fédération du 1^{er} janvier 1967 ».

À Moscou, la *Pravda* affirma que cette décision présidentielle démontrait la qualité des informations dont elle disposait « *de source sûre* » et qu'elle diffusait depuis « *des années* », affirmant que Charles de Gaulle « *sombr[ait] dans la schizophrénie, la mégalomanie et la folie* ». *L'Humanité*, dont le tirage était tombé au cours de l'année 1966 à moins de 30 000 exemplaires, se borna à parler de « *scandaleux errements sortis d'un trop vieux cerveau rongé par un effrayant gâtisme* ». Dans une veine analogue mais plus politique, la presse d'extrême droite, ou ce qu'il en restait, invoqua d'une « *énième trahison sacrilège du colonel De Gaulle* » (*Rivarol*).

À l'inverse, *Le Figaro*, acquis comme toujours à la cause présidentielle, déborda d'enthousiasme et salua cette « *proposition visionnaire du Général* », « *immense, profonde et sagace* ». Plus surprenant, *Le Monde*, au lieu de manier son

ironie habituelle, parla d'un « *projet audacieux à la hauteur de l'Histoire* ».

Du fond de la cellule du fort de Pierre-Levée (île d'Yeu), c'est un Michel Debré verdâtre qui rédigea ce communiqué qui tomba, laconique :

« *En tournant le dos à l'Histoire, l'usurpateur De Gaulle démontre qu'il a décidé d'en finir définitivement avec notre France.* »

Déjouant les mauvais augures et confortant l'intuition du Général, les sondages effectués dès le lendemain de l'allocution présidentielle, indiquèrent qu'en métropole, les plus jeunes électeurs (de 21 à 35 ans) approuvaient massivement (87%) ce changement de latitude de la capitale. Sensible à l'idée que le gouvernement puisse siéger désormais dans la province algéroise, la jeunesse démontrait que la propagande du ministère de l'Information n'avait pas été vaine, qui présentait Alger, depuis bien des années, comme « *la ville blanche perpétuellement baignée dans l'azur* », « *au bord d'une mer limpide offrant d'incomparables agréments* ».

Selon ces mêmes enquêtes d'opinion, dans les départements d'outre-mer, toutes les générations approuvaient à une nette majorité le projet (82%).

Dans les faits, le référendum, organisé le 15 mai 1967, fut un nouveau triomphe pour le pouvoir élyséen. En multiplexe de ses bureaux aux quatre coins de France, de Dunkerque à Brazzaville en passant par Vientiane, Cayenne et Tamanrasset, l'ORTF retransmit les résultats en direct sur les cinq continents. Le soir même, diffusé en mondovision depuis l'Élysée, le Général prit la parole. Son képi à deux étoiles sur la tête, le visage fatigué mais dégagé, il ne cacha pas sa satisfaction devant des résultats qui tenaient du plébiscite : 85% des votants approuvaient le transfert de la capitale à Alger.

« *En métropole, et c'est une surprise, le chiffre atteint même 88%, démontrant l'extraordinaire popularité dont bénéficie le président de la République qui, pour la première fois, avait*

envisagé de quitter ses fonctions en cas de défaite », asséna, enthousiaste, Léon Zitrone, qui commentait en direct l'événement.

Bizarrement, c'est l'Afrique subsaharienne qui se montra la plus réservée, avec un score de seulement 76% en faveur du *Transfert*. Invité d'honneur du Club de la Presse, Léopold Sédar Senghor, ministre d'État, se fendit de ce commentaire :

« L'Afrique noire sait ce qu'elle doit à Paris, capitale de longue date la plus fraternelle pour les Nègres, bien avant notre chère Révolution de 58 (...). Nous gardons en mémoire que, dès avant cette première moitié du siècle qui nous semble déjà perdue dans les brumes d'un passé lointain alors que nous l'avons pourtant vécue, Paris était déjà le lieu par excellence, en Occident et dans le monde, de la fraternité. Regardez bien la Liberté guidant le peuple de Delacroix, aux côtés des autres insurgés, un mulâtre tient la barricade ! Je crois que c'est une des raisons pour lesquelles, dans nos provinces, certains d'entre nous auraient préféré que Paris restât la capitale de la France. »

Senghor se tut et ajouta, comme pour détendre l'atmosphère, avec un petit sourire :

« Et puis, je dois vous l'avouer, au sud du Sahara, rivalité chauvine oblige, nous sommes un peu jaloux d'Alger ! Si vous nous aviez proposé Dakar, nous aurions sans doute été plus enthousiastes encore. Je dis encore, car n'exagérons rien : vous conviendrez qu'avec 76% d'approbation, nous sommes tout de même assez proches de l'enthousiasme... »

Tout étant relatif, puisqu'en Algérie, le OUI l'emporta avec 99,72% des voix. Un résultat, en l'occurrence, quelque peu au-delà de l'enthousiasme...

Le réveil tunisien

D'enthousiasme déclenché par le « *Transfert* », il fut aussi question sur le flanc oriental de l'Algérie.

La Tunisie était sortie de la sphère française à peine dix ans plus tôt. Dès le soir de 31 décembre 1966, l'annonce du glissement de la capitale à Alger provoqua de joyeuses manifestations à Tunis. Le président Habib Bourguiba, dans sa sagesse, n'essaya pas de s'opposer à cette liesse populaire qui couronnait une évolution préparée par huit années de politique gaullienne en Afrique du Nord. Au contraire, affectant une prudente bienveillance, la présidence tunisienne déclara « *saluer ce geste symbolique de la France* », avant d'ajouter qu'elle en jugerait surtout « *au-delà des symboles, la poursuite dans les actes* ».

Concrètement, en Tunisie, la désormais fameuse « *fièvre franco-africaine* » se leva comme un vent. Elle soufflerait bientôt en rafales...

*

**

Mai 1967. À l'annonce des résultats du référendum sur le Transfert, tandis que l'Algérie était entrée dans une nouvelle transe patriotique, de l'autre côté de la frontière, à Tunis, mais aussi à Sousse, Sfax et Djerba, les drapeaux tricolores firent leur apparition. Banderoles et pancartes à la main, les manifestants en appelaient à la France et au Général. « *De Gaulle président* », pouvait-on même lire sur certains panneaux que brandissait la foule...

Réagissant aux événements dont il sentait bien l'accélération, Habib Bourguiba prit la parole à la télévision. Le chef de l'État tunisien annonça qu'au spectacle de « [son] peuple approuvant la France dans son choix d'une nouvelle capitale », il ne pouvait « *comme de bien entendu* » que se

joindre « *au concert d'applaudissements* ». Il reçut dès le lendemain un appel de son homologue français. Le soir à 20 heures, un communiqué commun tomba, qui annonça qu'un « *voyage d'amitié* » aurait lieu « *dans les prochaines semaines* ».

Le 27 juin 1967, à Orly, le Général en personne accueillit Habib Bourguiba à sa descente d'avion. Sous les éclairs des photographes, le président tunisien prit place à bord de la DS du président français. Une douzaine de véhicules, une centaine de motards et trois hélicoptères leur faisaient escorte. Arrivés à l'Élysée, les « *géants du siècle* » (*Le Matin de Tunis*) s'enfermèrent pendant deux heures et demie dans le Salon doré.

De Gaulle dit d'emblée à Bourguiba : « *Au train où vont les choses, les hommes étant ce qu'ils sont, vous ne serez pas longtemps sans voir se lever les rattachistes. Je vous connais assez, et depuis bien des années, pour savoir que vous ne les entraverez pas. Vous avez toujours été, quels qu'aient pu être les aléas de l'histoire, un grand ami de la France. Tout autant que moi vous avez conscience de la proximité entre nos deux pays, proximité qui commande aux intérêts de la Tunisie autant qu'aux intérêts de la France. Notre base de Bizerte est aussi la garantie de votre sécurité personnelle et de votre stabilité nationale. (...) La départementalisation de la Tunisie, si elle devait être envisagée, serait favorablement accueillie par la France, qui n'oublie pas les liens d'affection qui nous unissent. Ensemble, en unissant nos forces, nous pourrions plus facilement en finir avec cette pénible affaire du Fezzan.* »

Habib Bourguiba fut frappé par « *la capacité de [son] prodigieux homologue à anticiper le coup suivant* ». Il approuva sans réserve la vision du Général, précisant que « *quel que soit le choix du peuple, [s]on devoir serait d'en aider la réalisation* ». La Tunisie, souligna-t-il, n'avait « *jadis aspiré à s'émanciper que parce que les pouvoirs publics métropolitains déniaient alors aux citoyens tunisiens le rang d'égaux* ». Il conclut que « *face à la France éternelle et*

fraternelle enfin restaurée, les cœurs tunisiens ont toujours battu en cadence. » Quant au Fezzan, « *cette question, qui préoccupe la Tunisie tout autant que la France, cimenter nos convergences* ».

Sans doute, comme l'a relevé Jean Suret-Canale avec son esprit critique surdéveloppé, « *la petite Tunisie pouvait difficilement résister au chantage, à la raison du plus fort qu'exerçait sur elle un ensemble franco-africain de plus en plus boursoufflé* ». Ne serait-ce, est-on tenté d'ajouter, qu'en vertu du schéma des « *agglomérations* » théorisé par De Gaulle en personne...

Toujours est-il qu'à l'issue de leur entretien, le Général et le président tunisien convinrent que rien ne filtrerait de leurs échanges, hormis l'annonce d'un programme de coopération renforcé, assorti d'un ambitieux plan de développement du port de Bizerte, comme base centrale de la marine française en Méditerranée. À quelques encâblures de la Libye, concernée elle aussi au premier chef par l'épineuse affaire du Fezzan...

Maroc, chat échaudé

Au Maroc, le phénomène des bals populaires, où « *la francophilie trouvait une tribune d'expression muette mais extraordinairement sonore et trémoussante* » (André Malraux), fut interdit par le Palais. Apprenant le décret royal « *anti-bal* », De Gaulle lança :

« *La politique de Gribouille de la IV^e République a laissé de sévères traces au Couchant et un sombre héritage. On s'y méfie de la France tout en faisant n'importe quoi.* »

Et le Général d'expliquer :

« *La France pâtit encore des inconséquences, que les meilleurs d'entre nous avaient vu venir de loin, et des coups*

tordus dont le précédent régime [de la IVe République] s'est rendu coupable. Mais elle [la France] jouit toujours de la grande réputation qu'avait su lui faire Lyautey. Le maréchal fut le bâtisseur du Maroc moderne. Il fonda des villes, creusa des ports, et sut se faire aimer, par un permanent respect de leur sensibilité, des Marocains. Ainsi il créa le Maroc moderne en l'unifiant, en y arrimant nombre de tribus berbères mais aussi arabes qui défiaient jusque-là l'autorité du sultan. Celui-ci devint par la suite, grâce à nous, roi du Maroc. (...) La façon dont les autorités françaises ont naguère [en 1953] déposé puis exilé le sultan, l'ont remplacé par le Glaoui de Marrakech en s'appuyant sur l'élément berbère, largement majoritaire dans le pays et qui nous était favorable, avant de faire marche arrière et même volte-face, en rappelant le sultan ! Tout ceci fut évidemment désastreux, non d'ailleurs tant par la nature des décisions elles-mêmes, dont certaines tombaient sous le sens, que par les revirements, les reculades dont elles furent l'occasion, et l'indécision, l'irrésolution, la faiblesse dont elles étaient l'aveu. Lorsque, par notre faute, avec notre complicité, le Glaoui n'eut d'autre choix que de baiser les pieds du monarque de retour, nous avons perdu la partie ou plutôt, devrais-je dire, nous avons décidé de la perdre. Désormais discrédités, il ne nous restait plus qu'à nous en aller. Et l'indépendance à venir, du même coup. »

Le Général simplifiait les événements. En réalité, le sultan Mohammed ben Youssef, futur roi Mohammed V, fut remplacé par Mohammed ben Arafa, homme de paille du Glaoui. De même, c'est l'Armée, en la personne du général Guillaume, résident général au Maroc, qui fomenta secrètement, dans le dos du gouvernement, la déposition du sultan, en s'appuyant sur le Glaoui et, bien sûr, sa marionnette Ben Arafa. Mise devant le fait accompli, la IVe République s'inclina mais s'employa, au cours des années suivantes, à savonner la planche du nouveau sultan pro-français que l'Armée lui avait imposé. Parallèlement, elle chouchouta le sultan déchu, en exil à Madagascar, aussi bien que ses alliés de l'Istiqlal, le parti

indépendantiste, dans les antichambres du pouvoir à Paris. Finalement, après s'être patiemment employé à discréditer Ben Arafa, le gouvernement français le poussa à l'abdication, tout en se défendant de vouloir rétablir son prédé-cesseur. Le Glaoui, dans un ultime coup de théâtre qui étonna, se rallia au sultan. Ce dernier pouvait rentrer triomphalement chez lui et obtenir sans difficulté l'indépendance...

Au demeurant, au-delà de ces péripéties, la mutation que De Gaulle avait opérée en France ressuscitait les sympathies au Maroc comme en Tunisie. Mais ainsi que de Gaulle l'avait pointé, les renversements d'alliances et le souvenir encore frais des trahisons continuaient d'inquiéter les esprits dans le royaume alaouite, en tempérant les ardeurs francophiles. En particulier chez les Berbères, chats échaudés.

« Seul le temps et l'exemple de la fidélité permettent de panser les plaies, en particulier celles qu'engendre la confiance trahie », expliqua le Président au général Koenig.

Les discours du Général avaient beau être suivis avec une avidité croissante dans les cafés et les restaurants de Casablanca, de Meknès ou de Marrakech, Rabat et Fès faisaient bien moins cas des interventions du chef de l'État français. Les élites chérifiennes s'étaient montrées sceptiques, voire méfiantes à l'égard du Transfert. Et le pays berbère, s'il n'en perdait pas une miette, prêtait à ces événements une oreille ostensiblement distraite. Enfin, si la rue marocaine réagit très favorablement à la nouvelle, contrairement à ce qui se passait en Tunisie, l'approbation du changement de capitale ne donna lieu à aucune manifestation. Tout se passait comme si contre la *« french african fever »*, le fier Maroc était définitivement vacciné...

« *Vive le Québec libre !* »

Au rebours du royaume chérifien, le Québec connut en 1967 une poussée de « *fièvre française* » à caractère épidémique. La dynamique psychologique du Transfert avait frappé les esprits ici comme ailleurs. S'ajoutant au réveil gaullien de la France enclenché depuis 1958, il produisit des effets d'autant plus puissants qu'au pays de Champlain et de Jacques Cartier, le terrain était préparé depuis des siècles.

Jean-Raymond Tournoux note : « *Le débat sur le Canada français, ouvert dans des conditions inattendues et insolites par le président de la République durant son voyage au Québec en juillet 1967, n'est pas le fruit d'une génération spontanée et d'une soudaine émotion individuelle, jaillissant d'un enthousiasme collectif. L'affaire mûrissait depuis plusieurs années dans l'esprit du Général. Déjà, en 1960, de Gaulle avait déclaré : "Canadiens français, prenez en mains votre destin." Le Chef de l'Etat avait veillé ensuite, avec soin, sur l'ouverture de relations quasi-diplomatiques avec le Québec.* » Et Tournoux d'ajouter : « *Certaines personnalités affirment – mais comment en établir la preuve ? – que des services spéciaux français subventionnent, de façon indirecte, des mouvements de protestation au Québec, dans le Jura bernois et en Wallonie, au nom de la francité.* »

Charles de Gaulle avait expliqué à Barthélémy Boganda :

« *L'issue funeste de la calamiteuse Guerre de Sept ans [1756-1763] nous arracha la Nouvelle-France. Réduit et sans défense, notre malheureux peuple subit au Canada, deux siècles durant, le joug de l'Anglais, tantôt sanglant et déportant, tantôt subtil et étouffant. Au nombre d'à peine 70 000 au moment du calamiteux traité de Paris de 1763, les petits Poucets du Saint-Laurent étaient menacés d'anéantissement. Farouchement déterminés à survivre et à rester eux-mêmes face à l'ogre britannique, ils ne durent leur salut qu'à une démographie galopante que la sainte Église catholique encouragea lucidement. Deux cents ans plus tard, grâce à cette*

"revanche des berceaux", et malgré le raz-de-marée jamais interrompu de l'immigration anglophone et des manœuvres d'encercllement dont ils sont toujours l'objet, les Français sont encore là. »

L'optimisme combatif du Général répondait à une situation plus cruelle. Au début de la décennie 1960, le Québec restait la seule province canadienne encore à majorité francophone. En dépit de leur effort opiniâtre durant dix générations, les Français du Canada voyaient leur domaine réduit comme peau de chagrin.

Daniel Johnson, Premier ministre du Québec élu en 1966, mesurait le danger. Vainqueur d'une courte tête face au Parti libéral lors de l'élection de juin, le chef de l'Union nationale, était aussi l'auteur d'un essai au titre évocateur, *Égalité ou indépendance*. Il vit naturellement en Charles de Gaulle l'allié dont il avait besoin. Le 13 septembre, une lettre du dirigeant québécois arriva à l'Élysée. Elle contenait une invitation à l'Exposition universelle de 1967 qui devait se tenir à Montréal l'été suivant.

Le Général avait déjà été convié par le gouvernement fédéral. Mais cette « *Expo 67* » faisait partie des festivités organisées pour le centième anniversaire de la Confédération canadienne, à laquelle il refusait d'apporter sa caution. Le Président n'avait donc pas encore pris le temps d'y répondre. En revanche, il accepta immédiatement l'invitation de Johnson...

En préparation de ce grand voyage, le Premier ministre Daniel Johnson effectua une visite officielle en France, le 18 mai 1967. Le chef québécois ne cacha pas l'espoir qu'il avait d'obtenir le soutien de Paris, dans le bras-de-fer qui l'opposait au gouvernement fédéral et, partant, à la Couronne britannique. De Gaulle accepta de l'épauler dans sa démarche « *pour renouveler la Constitution canadienne, dont l'objet [était] de donner plus de pouvoirs au Québec* ».

*

Le 15 juillet 1967, à Brest, le Général embarqua à bord du croiseur *Colbert*. Durant la traversée, il confia à son gendre Alain de Boissieu : « *Je compte frapper un grand coup. Ça bardera, mais il le faut. C'est l'occasion ou jamais de venger Louis XV.* »

Après une escale à Saint-Pierre-et-Miquelon le 20 juillet, de Gaulle débarqua par temps clair à l'Anse-aux-Foulons, à Québec, le dimanche 23 juillet au matin. Le *Colbert* battait pavillons français et québécois. Sur le quai, De Gaulle fut reçu de façon protocolaire par le gouverneur général Michener et par le Premier ministre Johnson. Après un bref passage à la Citadelle, Daniel Johnson emmena le Général à l'Hôtel de Ville, où le plus illustre des Français, « *le visage luisant d'une ineffable joie* », prit son premier bain de foule.

Face au peuple de Québec suspendu à ses lèvres, il déclara : « *De tout mon cœur ! De tout mon cœur, je remercie Québec de son magnifique accueil, de son accueil français !* (ovation) *Nous sommes liés par le présent. Parce qu'ici, comme dans le Vieux Pays, nous nous sommes réveillés ! Nous acquérons toujours plus fort, les moyens d'être nous-mêmes ! Nous sommes liés par notre avenir... Mais on est chez soi, ici, après tout !* (ovation) *Ce que nous faisons ici et là-bas, nous le faisons toujours un peu plus ensemble. Toute la France, en ce moment, regarde par ici. Elle vous voit. Elle vous entend. Elle vous aime.* »

Sous les acclamations et les cris enthousiastes, De Gaulle et Johnson prirent la route en limousine. À Sainte-Anne-de-Beaupré, ils assistèrent à la messe dite par l'archevêque de Québec, Maurice Roy. Après un nouveau bain de foule, le Premier ministre et le Président dînèrent au Château Frontenac en compagnie de dignitaires fédéraux et québécois. Entre la poire et le fromage, le Général déclara :

« *On assiste ici, comme dans maintes régions du monde, à l'avènement d'un peuple qui, dans tous les domaines, veut disposer de lui-même et prendre en main ses destinées. Qui*

donc pourrait s'étonner d'un tel mouvement aussi conforme aux conditions modernes de l'équilibre de notre univers et à l'esprit de notre temps ? En tout cas, cet avènement, c'est de toute son âme que la France le salue. »

Le lendemain, 24 juillet, sur le Chemin du Roy qui devait les mener à Montréal, toujours accompagné de Johnson, De Gaulle fut sans cesse acclamé par les habitants des villages qui bordent le fleuve. À chaque étape, au passage de la limousine, des pancartes s'agitaient : « *France libre* », « *Québec libre* », « *Vive le Canada français !* ».

Les autorités québécoises avaient décrété ce lundi jour férié. Pour l'occasion, tout au long de la route, elles avaient fait ériger une vingtaine d'arcs de triomphe en branches de sapin, chacun surmontés d'une fleur de lys géante. D'innombrables oriflammes arboraient les couleurs françaises et québécoises, mais pas une seule les couleurs canadiennes...

À chacune des six étapes, le Président fut reçu par le maire et les dignitaires locaux. Autant d'occasions pour des allocutions aussi brèves qu'explosives. Mais le meilleur restait à venir...

*

* *

Ce 24 juillet 1967, à 19h30, le Général arriva enfin, avec un peu de retard, à l'Hôtel de ville de Montréal. Massées devant le bâtiment, quinze mille personnes l'attendaient. Le maire de la ville, Jean Drapeau, accueillit le prestigieux visiteur. Après les hymnes nationaux, il était prévu que De Gaulle saluerait la foule au balcon. Il était aussi convenu qu'aucun discours ne serait prononcé.

Au balcon, le Général voulut tout de même à dire quelques mots. Son garde du corps, Paul Comiti, avait repéré des micros qu'il fit prestement installer et brancher. Comme jadis à Alger depuis le balcon du Gouvernement général, Charles de Gaulle s'adressa à une foule acquise à sa cause :

« C'est une immense émotion qui remplit mon cœur en voyant devant moi la ville de Montréal... française. (ovation du public) Au nom du Vieux Pays, au nom de la France, je vous salue. Je vous salue de tout mon cœur ! Je vais vous confier un secret que vous ne répéterez pas... (rires de la foule) Ce soir ici, et tout le long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération ou de la Révolution de 58 à Alger, voilà bientôt dix ans. (longue ovation de la foule) Et tout le long de ma route, outre cela, j'ai constaté quel immense effort de progrès, de développement, et par conséquent d'affranchissement (ovation) vous accomplissez ici... Et c'est à Montréal qu'il faut que je le dise (ovation), parce que, s'il y a au monde une ville exemplaire par ses réussites modernes, c'est la vôtre ! (ovation) Je dis c'est la vôtre et je me permets d'ajouter, c'est la nôtre. (ovation) Si vous saviez quelle confiance la France réveillée, après d'immenses épreuves, porte maintenant vers vous. Si vous saviez quelle affection elle recommence à ressentir pour les Français du Canada ! (ovation) Et si vous saviez à quel point elle se sent obligée de concourir à votre marche en avant, à votre progrès, comme elle le fait avec tous ses enfants ! (grande ovation de la foule) C'est pourquoi elle a conclu avec le gouvernement du Québec, avec celui de mon ami Johnson (ovation), des accords pour que les Français de part et d'autre de l'Atlantique travaillent ensemble à une même œuvre française. (ovation) Et, d'ailleurs, le concours que la France va, tous les jours un peu plus, prêter ici, elle sait bien que vous le lui rendrez, parce que vous êtes en train de vous constituer des élites, des usines, des entreprises, des laboratoires, qui feront l'étonnement de tous et qui, un jour, j'en suis sûr, vous permettront d'aider la France. (ovation) Voilà ce que je suis venu vous dire ce soir en ajoutant que j'emporte de cette réunion inouïe de Montréal un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit, entend, ce qui se passe ici et je puis vous dire qu'elle en vaudra mieux. Vive Montréal ! Vive le Québec ! (ovation) Vive le Québec... libre !

(très longue ovation) *Vive le Canada français ! Et vive la France !* (ovation) »

De Gaulle fut fiévreusement applaudi et acclamé par la foule.

*

* *

Dès le lendemain matin, le Premier ministre canadien Pearson réagit par un communiqué de presse :

« Certaines déclarations faites par le président ont tendance à encourager la faible minorité de notre population qui cherche à détruire le Canada et, comme telles, elles sont inacceptables pour le peuple canadien et son gouvernement. Les habitants du Canada sont libres. Toutes les provinces du Canada sont libres. Les Canadiens n'ont pas besoin d'être libérés. Le Canada restera uni et rejettera toutes les tentatives visant à détruire son unité. »

Ce qui revenait à déclarer De Gaulle *persona non grata* au Canada. Or le même De Gaulle s'estimait, comme il l'avait dit et répété, « *chez lui* » au Québec. Ne tenant par conséquent aucun compte de l'ire d'Ottawa, le Général passa la journée du 25 juillet à visiter l'exposition universelle *Terre des Hommes* et le tout nouveau réseau du métro de Montréal : « *Je n'ai pas pris le métro depuis 1936 !* », plaisanta-t-il, comme pour insister sur le fait qu'Ottawa était complètement sorti de sa tête, et n'existait donc plus au Québec...

Lors du souper, De Gaulle et Johnson échangèrent des toasts.

Le Général lança : « *Ni vous ni moi n'avons perdu nos heures. Peut-être se sera-t-il passé quelque chose ?* »

Johnson répondit : « *La langue et la culture ne sont pas les seuls dons que nous a légués la France. Il en est un autre*

auquel nous attachons le plus grand prix : c'est le culte de la liberté. Nous ne serions plus français si nous n'étions épris de libertés, pas seulement individuelles mais aussi collectives. »

Le lendemain matin, 26 juillet, le Président annonça qu'il ne se rendrait pas à Ottawa. Jean Drapeau le reçut lors d'un banquet donné en son honneur en milieu de journée. Le maire de Montréal, moins gaulliste que Daniel Johnson, déclara alors : *« Nous avons appris à vivre seuls depuis deux siècles. Rien de ce que je dis ne doit prendre la teinte de reproches. L'Histoire a ses exigences et, depuis l'Antiquité, il a fallu que les peuples acceptent les exigences glorieuses comme les vicissitudes. »*

De Gaulle rétorqua :

« Ensemble, nous avons été au fond des choses et nous en recueillons, les uns et les autres, des leçons capitales. Et, quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille et scribouille n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances, pas plus que cela n'en eut jamais dans d'autres. »

Quelques heures plus tard, le Général repartit pour la France à bord de son avion DC-8 présidentiel, laissant le Canada et le Québec sous le choc. L'un avait vu passer devant lui le spectre de sa mort et, l'autre, celui de sa vie.

*

**

Le voyage de 1967 et le discours de De Gaulle à Montréal déclenchèrent la plus grande crise franco-canadienne de l'histoire. Le gouvernement fédéral accusa le président français de s'être ingéré dans les affaires internes du Canada. Les relations entre les deux pays, au cours des années suivantes, se résumeront à une longue suite de dégradations.

A contrario, la geste québécoise du Général fit l'unanimité en France, en particulier dans la presse. Même *Le Monde* justifia la violation du protocole international en invoquant

« l'approbation même de la foule, c'est-à-dire et sans aucun doute possible, du peuple québécois dans son immense majorité, et bien au-delà. »

Le ministre canadien de la Justice nouvellement nommé, Pierre Elliot Trudeau, francophone de Montréal, se demanda à haute voix ce que la réaction française aurait été si un Premier ministre canadien avait crié *« la Bretagne aux Bretons »*. Guère impressionné, De Gaulle répliqua en Conseil des ministres : *« Nous n'avons aucune concession, ni même aucune amabilité, à faire à M. Trudeau, qui est l'adversaire de la chose française au Canada. Quant à ses problèmes de mémoire concernant l'implication des Anglo-Saxons dans toutes sortes de subversions à l'intérieur de nos frontières au fil des siècles et jusques au nôtre, même si j'en avais le remède, je ne le lui donnerais pas. »*

Terrassé par ce trait d'humour gaullien, André Malraux poussa un cri et tomba de sa chaise, tandis qu'un rire collectif éclatait autour de la table. Il est vrai que l'amnésie d'Ottawa n'étant pas traitée, ses ravages allaient rapidement s'amplifier...

*

**

Le 3 août 1967, le député libéral François Aquin rompit avec le Parti Libéral du Québec (PLQ) et devint le premier député indépendantiste de la Belle Province. À l'automne, René Lévesque quitta à son tour le PLQ et fonda le MSA (Mouvement Souveraineté-Association), parti prétendument souverainiste, mais qui tournait le dos à Charles de Gaulle. Dénonçant une *« tentative de récupération et de neutralisation instiguée par Ottawa et l'empire britannique dont Lévesque est l'agent »*, Pierre Bourgault, indépendantiste de gauche, convainquit les cadres et les militants de son parti, le RIN (Rassemblement pour l'Indépendance Nationale), de fusionner avec le RN (Ralliement National) de Gilles Grégoire et le petit PSQ (Parti Socialiste du Québec) de Michel Chartrand. Ainsi

naquit, le 14 octobre 1968, le Parti Québécois Rattachiste (PQR), promis aux plus glorieuses destinées.

*
* *

Une ombre tragique s'abattit néanmoins sur le réveil québécois.

Trois semaines avant la création du PQR, Daniel Johnson mourut dans son sommeil, le 26 septembre 1968. Il avait cinquante-trois ans. On le savait cardiaque. À ceux qui murmuraient qu'il avait été éliminé et que son angine de poitrine, bien connue, avait inspiré les tueurs, le Général répondit gravement :

« Que les Anglais aient concocté un bouillon d'onze heures à l'intention de Johnson, c'est toujours possible, et si c'est le cas, soyez sûr que nous ne le saurons jamais. (...) Johnson était un grand Français, c'est-à-dire tout ce qu'abhorre Albion depuis au moins Jeanne d'Arc. L'avenir du Canada français, c'est l'indépendance. Il y aura la République française du Canada. »

Et De Gaulle d'ajouter, d'une voix sépulcrale :

*« Mon ami Daniel Johnson
peut reposer en paix. »*

« La question cruciale de la religion »

Parallèlement au Transfert, « *chambardement buissonnier et vagabond* » (Antoine Blondin), les premières années du second mandat de Charles de Gaulle furent aussi celles d'un profond aggiornamento : l'État révisa entièrement les rapports qu'il entretenait jusque-là avec les religions et les cultures. Cette « *révolution dans la révolution* » (Jean Lacouture) fut l'autre

grand œuvre du ministère Lévi-Strauss. La « *grande mutation idéologique* » du *Plan Religion* voulu par le Général de Gaulle est considérée comme l'un des aspects les plus remarquables de son œuvre politique.

Dans ce domaine comme dans les autres, mais ici avec une hauteur de vue redoublée, c'est le 7 janvier 1966, dans la bibliothèque de l'Élysée, que De Gaulle livra pour la première fois à Lévi-Strauss les grandes lignes du « *Plan* ». Il en attendait, souligna-t-il, « *le règlement de la question cruciale des religions et, plus généralement, de l'harmonie des cultures, dans la République et dans la France nouvelles* ».

Vêtu d'un élégant costume en alpaga beige, adossé aux livres comme sur son portrait officiel, le président avait chaussé ce jour-là des lunettes de lecture en écaille de tortue. Il feuilletait, l'œil concentré, un exemplaire du Coran. Lorsque son Premier ministre, qu'il avait convoqué à 15 heures, entra dans la pièce, De Gaulle leva le nez, ôta ses lunettes et pria Lévi-Strauss de s'asseoir.

Le Général expliqua, d'un ton léger mais décidé :

« Je veux que nous prenions à bras-le-corps les affaires spirituelles et culturelles. Les unes ne vont pas sans les autres, et toutes sont essentielles. Je vous ai lu. J'ai vu vos préventions à l'égard de l'islam. Je les partage jusqu'à un certain point. Bien sûr, comme dans le vieux judaïsme dont elle est issue, il y a beaucoup d'archaïsmes et d'embrigadements dans cette foi. C'est la marque du monothéisme, ici particulièrement carabinée, vous et moi ne le savons que trop. Mais il y a aussi dans l'Islam ce qu'ont produit, chez les musulmans, l'usage ancestral aussi bien que les effets de la modernité, les traditions humaines comme les influences extérieures, au premier rang desquelles celle de la France. Notre Maghreb, particulièrement éclairé depuis des lustres par nos Lumières, baigné depuis toujours dans les sagesse berbères et arabes de vieille souche, en donne un bel exemple. Sur ce point comme

d'ailleurs sur d'autres, le chemin est favorablement engagé, et depuis belle lurette à travers tout l'Orient. Avec Nasser et Bourguiba, et avant eux sous la férule d'Atatürk [Moustapha Kémal], les signes abondent. (un temps, puis il reprend) Il appartient à la France, ainsi qu'elle s'y emploie depuis toujours, d'accompagner ce mouvement, en diffusant doucement mais vigoureusement son génie par l'exercice de la raison. Tant d'hommes et tant de peuples s'en sont déjà nourris dans l'Histoire, sous sa saine impulsion ! (...) Organisons, réorganisons donc les églises, comme l'Empereur [Napoléon I^{er}, avec le Concordat] l'a fait avant nous. Exigeons que le spirituel souscrive au temporel, et non l'inverse. (...) Seul le peuple possède la souveraineté, et cette souveraineté est servie par l'État, qui doit être par conséquent le maître des églises. Il faut revenir à Rome. Nous avons déjà pris langue avec Sa Sainteté dans ce sens, afin de réviser les accords de 1905. (...) Renouer avec l'Église, donc, mais à l'avantage de l'État. (...) Nous nommerons dorénavant les ministres du culte en France, des évêques, des archevêques et même des cardinaux, jusqu'aux prêtres, aux chanoines et aux plus petits bedeaux. Rien n'échappera plus à notre main. Nous ferons tout cela en coordination avec le trône de saint Pierre, en digne fille aînée. (...) Il convient que les gardiens des âmes soient formés au contact les uns des autres, qui plus est au plus près de la réflexion séculière. Confrontés à l'étudiant ou à l'étudiante en littérature, en histoire ou en philosophie, la femme et l'homme de foi en formation seront d'abord des aspirants humanistes. Je veux d'ailleurs que dans le domaine du culte comme dans les autres, tombent les barrières des sexes. Et ceci n'est pas une contrepèterie. (...) Notre administration religieuse sera organisée par le ministère de la Foi, qui veillera aux affectations et au bon déroulement des carrières. Quant à l'entretien des édifices religieux, il incombera à l'État et à ses bons soins, tout comme le traitement des prêtres, des rabbins, des imams et des pasteurs, mais aussi des marabouts, des bonzes ou des sorciers animistes. (...) Il convient aussi qu'une

grande conférence syncrétique soit organisée une fois l'an, de telle sorte que les grands responsables des religions reconnues puissent contribuer à éclairer les fidèles, afin de les soustraire à la superstition et à l'obscurantisme. Car ni vous ni moi, mon cher Lévi-Strauss, ne sommes dupes des dangers qui pèsent sur les religions, puissants instruments de coercition, d'asservissement, de dévoiement des âmes devant les siècles. Nous ne sommes pas davantage ignorants, ni vous ni moi, de l'usage que certains sont perpétuellement tentés d'en faire. Si par malheur, au lieu de notre islam de France, si sage et si éclairé, nous héritions de l'islam borné et barbare d'Arabie ou de Perse, si nos masses musulmanes, en particulier notre jeunesse, au lieu d'évoluer paisiblement vers la modernité, au lieu de remiser voiles et barbes au vestiaire comme les vieilles robes d'une grand-mère tellement aimée mais tellement rabougrie ; si plutôt que d'aspirer à la liberté individuelle et collective, soudain la vie semblait aux musulmans de France ne devoir essentiellement s'axer que sur la religion ou pire, sur la communauté religieuse, alors nous serions perdus, et eux le seraient davantage encore, bien avant nous. (...) L'islam est un enfant, un petit enfant à peine sorti de l'œuf, avec encore ses excès de jeunesse et ses vertiges naïfs. On peut le voir, de façon flagrante, par exemple, chez les Séoudiens ou les Afghans, qui tiennent leurs femmes en cage et sont dévorés d'obsessions puériles ou déviantes. Il nous appartient d'aider notre islam à continuer de s'épanouir contre cet infantilisme-là, à se défendre s'il devait être attaqué par lui, et à nous épauler dans ce combat. (...) Les mondes que les Lumières n'ont pas encore fécondés sont entièrement livrés à leurs vieux démons juvéniles. Gardons-nous de laisser tant de lubies régressives s'imposer aux populations qui, en constituant la France, nous constituent. Au contraire, avec l'aide de nos musulmans, il nous revient d'éclairer l'islam mondial et d'ainsi contrer ceux qui, sans cela, pourraient les assombrir et nous entraîner avec eux vers les gouffres. Bergson disait que la Machine conférerait au corps de l'homme qu'elle prolonge une puissance

démesurée. Pour ne pas retourner cette mâle énergie contre elle-même et s'en abîmer, nous avertit le grand philosophe, l'humanité devra se doter de ce qu'il nomme un supplément d'âme [Voir en Annexe IV, *Les Deux Sources de la morale et de la religion* d'Henri Bergson.]. Qui ne voit que l'obscurantisme religieux est, tout au contraire, une ruine de l'âme, dont les dangers s'accroissent à mesure que nous devenons tout-puissants ? Tandis que nos pas de géant mettent chaque jour davantage à portée de nos mains le glaive fulgurant [Allusion à Genèse, 3, 22-24.], abattre définitivement la noirceur mystique est le plus solennel, le plus impérieux des devoirs. C'est à nous qu'échoit, encore une fois, ce rôle éminent, et cette responsabilité métaphysique. »

Protection des cultures, « ICF » et « CUI »

Ce même jour devant Claude Lévi-Strauss, le Général observa :

« La modernité menace l'homme dans son habitat traditionnel, en Beauce, au Fouta-Djalon comme au cœur de la forêt vierge. Mais elle le menace aussi dans son habitat moderne. Ayons garde que nos villes ne se transforment en cités tentaculaires, où l'esprit serait noyé dans un anonymat désagrégateur. Gardons-nous du gigantisme. Conservons autant que possible l'échelle humaine. C'est à ce prix que nous aurons les moyens de réaliser l'impossible, qui n'est pas fils de démesure, comme le dit l'excellent [Albert] Camus. Il faut deux choses à la France : faire s'épanouir, se nourrir les unes des autres les milles cultures qui font sa chair et son âme, et y enraciner les principes de la République, liberté, égalité et fraternité, dans la laïcité. C'est-à-dire, pour l'exprimer d'un seul mot, offrir à chacun la lucidité contre tous les esclavages

et les idéologies réductrices, sclérosantes, répulsives, insanes. S'il faut sortir certains individus de leurs complexes de supériorité, il faut aussi en tirer d'autres de leurs complexes d'infériorité – car ces deux mouvements ont la même source. Surtout, il faut faire comprendre aux hommes qu'ils sont des Français avant que d'être d'une couleur ou d'une culture ancestrale, qu'il peuvent choisir ce qu'ils sont, et qu'ils ne sont pas forcément à l'image de ce qu'ils donnent à voir. Quand Mozart apparaît, le Bantou peut être fier d'être de son espèce qui est celle de Mozart, comme l'Arabe glorifier son sang quand il savoure un vers forgé par Rimbaud ou Hölderlin, au même titre que l'Européen peut s'enorgueillir des pyramides d'Égypte, des jardins de l'Alhambra, des temples d'Angkor ou des traits d'une Reine-Mère de la Nigéria, en bronze vert ciselé. »

Comme le sait par cœur tout écolier français, Claude Lévi-Strauss et son ministre de la Culture, Diouri Hamani, confièrent à Amadou Hampâté Bâ la direction de l'Institut de la Culture Française (ICF). La vocation de l'ICF était, selon le vœu du Général, *« de recueillir toutes les traces de culture orale, écrite ou artistique, afin de constituer le fonds d'un espace muséal éclaté, à partir du Louvre de Paris, dans les grandes villes de France »*. Selon les mêmes principes qu'avait énoncés De Gaulle à propos des religions.

« Que des Louvres érigent leurs murs et ouvrent leurs portes d'abord à Brazzaville, à Dakar, à Tananarive, à Vientiane et, bien entendu, à Alger... », avait expliqué Amadou Hampâté Bâ devant l'Assemblée nationale, en synthétisant les mots du président de la République et les recommandations de Claude Lévi-Strauss, flanqué de Diouri Hamani et de Jacques Soustelle.

Lancé en 1967, le programme atteignit ses objectifs dès 1975. Cinq Louvres, c'est-à-dire très concrètement cinq cours carrées en pierre de taille, répliquées à l'identique, ouvrirent leurs galeries dans les villes désignées par le Général, emplies

d'œuvres venues des quatre coins d'Europe et d'Outre-Mer, puisées dans les immenses réserves du Louvre parisien.

Dans chacun des Louvres d'outre-mer (« LOM »), une bibliothèque proposait, en plus de dizaines de milliers de livres, les résultats de la Collecte de culture orale (CCO) effectuée par l'ICF à travers toute la France, tant en Afrique que dans les départements d'Indochine, de métropole ou des archipels des Trois Océans (Antilles, Mascareignes, Polynésie et Nouvelle-Calédonie). S'ajoutant aux collections réunies sous les régimes précédents, en particulier sous les III^e et IV^e Républiques, le fonds du « *Grand Louvre multipolaire* » (GLM) était, comme le souligna en 1977 Amadou Hampâté Bâ, son grand maître d'œuvre, « *le plus riche du monde, à la mesure de la culture universelle dont la France est, à la fois, le réceptacle, l'encensoir et le creuset* ».

« Soucieux du devenir des langues, des dialectes et des patois », le Général annonça également la création d'un « Conservatoire universel des idiomes » (CUI). Cette institution nouvelle veillerait à ce que « chaque langue de France, à plus forte raison chaque idiome menacé d'extinction, possède sa chaire universitaire. Car si le français doit être parfaitement su de tous, il est essentiel que les idiomes provinciaux soient préservés et maintenus, autant que possible, vivants. (...) Dans les petites classes [maternelle et primaire], je veux que l'heure qui précède midi soit toujours parlée dans la langue locale traditionnelle, et la première heure de l'après-midi toujours consacrée à l'allemand. Leur enseignement sera aussi obligatoire au collège, deux heures chacune, et au minimum, par semaine. Pour ceux des enfants qui souhaiteront s'en tenir à ces quatre heures hebdomadaires, on veillera surtout à ce qu'ils soient capables de s'exprimer dans ces langues. Les langues structurent et ouvrent l'esprit. Elles doivent porter la culture de la fraternité. »

Une fois de plus, la pensée gaullienne brillait par sa profonde cohérence.

La piqûre du Val-de-Grâce

Loin des « *grands bonds en avant culturels* », le début de l'hiver 1967-1968 réservait une nouvelle épreuve à Charles de Gaulle.

Le Général était entré depuis un mois dans sa soixante-dix-septième année. Le « *marathon du Transfert* », puis la tournée triomphale au Québec, ajoutés aux multiples dossiers cruciaux que son insatiable esprit suivait en permanence et simultanément, avaient laissé le septuagénaire dans un état d'extrême fatigue. Aux premiers jours de l'automne, profitant de la situation, un gros rhume l'avait assailli. Résistant à tous les traitements, le mal avait fini par se compliquer en pneumonie. Les médecins se montrèrent catégoriques : une hospitalisation d'urgence s'imposait. Ainsi apprit-on par un communiqué laconique, le 16 décembre, que « *Monsieur le président de la République [avait été] admis au Val-de-Grâce, pour un bref séjour de repos.* »

*

**

Dans sa chambre hautement sécurisée, au dernier étage de l'hôpital militaire truffé d'agents du SDECE, le plus illustre des patients était allongé et somnolait. Devant sa porte, dans le couloir, deux policiers en faction se laissaient bercer par ses ronflements paisibles, quoique légèrement irréguliers, qui leur parvenaient assourdis.

Au même moment, à huit cents mètres de là, à l'extrémité du parking du Val-de-Grâce, un cercle de métal bouge au sol. Une espionne de nationalité danoise sort des égouts. La jeune femme enfle une blouse d'infirmière et abandonne sa combinaison en latex, soigneusement pliée, derrière un buisson. Ayant traversé le parking, elle franchit d'un pas décidé

le grand porche et pénètre dans la cour de l'hôpital. Ni vue ni connue, elle entre dans le troisième bâtiment, monte quatre à quatre les cinq étages, reprend son souffle et se refait une beauté. Les pommettes rosées, elle ouvre la porte sur le couloir, marche très calmement jusqu'à la chambre présidentielle. Parvenue à la porte, jouant de son visage d'ange, elle salue avec un doux sourire les deux officiers de police en faction qui ne se méfient pas, et referme délicatement derrière elle.

En parfaite professionnelle, Angelika Dreyer tend l'oreille. L'arrivée de ses yeux gris vert n'a inspiré nulle suspicion aux gorilles, qui échangent quelques réflexions sur la finale Reims-Saint-Étienne. Rassurée et déterminée, elle avance à pas de loup jusqu'au dormeur.

Le geste précis, elle tire de sa blouse une petite seringue en plastique jaunâtre, puis saisit sans bruit la plus grosse perfusion. Elle y injecte une forte dose de morphine. Alors qu'une deuxième dose, qui promet d'être fatale, vient d'être propulsée dans un second tuyau, la porte s'ouvre brutalement. Sur directive élyséenne, une douzaine d'officiers du SDECE sillonnaient l'hôpital en permanence et faisaient régulièrement irruption, sans frapper, dans la chambre présidentielle. Aussitôt, la fausse infirmière fait un bond de côté et, dans un fracas de verre brisé, se défenestre.

Cinq étages plus bas, malgré une triple fracture tibio-péroné-clavicule, la tueuse parvint à s'extraire de l'enceinte de l'hôpital. Lorsqu'une patrouille de CRS la repéra, elle claudiquait à toute allure rue de la Glacière. Elle fut ceinturée malgré ses cris.

Dans la chambre, le Président, inconscient, fut immédiatement débarrassé de ses perfusions mortelles. Sonné par la puissance du sédatif, De Gaulle était plongé dans un coma profond.

« *Victime d'un nouvel attentat, le Président entre la vie et la mort* » titra *France-Soir* dans son édition spéciale. *Ici Paris*, plus alarmiste et se prévalant d'indiscrétions « *de source sûre* », affirma « *De Gaulle en état de mort clinique* ».

*

**

Une torpeur inquiète s'abattit sur le pays. La tension dramatique s'accrut à mesure que se prolongeait l'état d'inconscience où se trouvait effectivement le Général, favorisant toutes les rumeurs et les affabulations les plus folles. Mais la Bourse tint bon, le Président aussi. Car au terme de l'insoutenable attente, le lendemain à midi précise, non seulement le « *malade imaginaire* » (*New York Times*) se réveilla sans la moindre séquelle, mais mieux encore... sa pneumonie était guérie ! Lorsqu'il apprit le détail des événements, le miraculé souffla, pince sans rire : « *Il faudra demander à cette bonne samaritaine la recette de son remède* », provoquant l'hilarité générale parmi les médecins, les infirmières et les officiers du SDECE présents à son chevet.

Bien connue pour être un agent de la CIA, la très blonde Angelika Dreyer nia toujours l'évidence, prétendant avoir agi sur l'instruction d'un obscur commanditaire biélorusse dont elle refusa obstinément de livrer le nom. Condamnée à mort, elle vit sa peine commuée en prison à perpétuité par grâce présidentielle. À la presse qui s'étonnait de son indulgence, le Général expliqua avec un petit sourire entendu :

« *Au médecin qui le soigna, le patient reconnaissant.* »

De Gaulle, Éros et Thanatos

Désormais protégé par quelque cent-cinquante agents en civil et soldats en arme, Charles de Gaulle terminait sa convalescence au Val de Grâce, lorsqu'il reçut une visite inattendue : celle de Jackie Kennedy.

L'ancienne première dame des États-Unis passait Noël en France, « *pour voir Paris sous ses magnifiques guirlandes, la Ville Lumière sous de petites lumières* ». Devant les galeries Lafayette, une toque de zibeline élégamment posée sur la tête,

elle déclara aux dizaines de micros qui se pressaient devant elle, dans un parfait français que rehaussaient son délicieux accent et ses délicats mouvements de cils, qu'après « *l'affreux complot dont a[vait] été victime M. le président de Gaulle dont [elle] conserv[ait] le meilleur souvenir, [elle] aurai[t] bien aimé se rendre à l'hôpital pour exprimer au Général, de vive voix, son plus grand soutien, en tant qu'Américaine et en tant qu'amie* ».

L'appel n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd, quoique l'intéressé n'eût plus depuis longtemps l'ouïe de ses vingt ans. Trois quarts d'heures après la diffusion de sa gracieuse déclaration, Jackie Kennedy reçut une non moins gracieuse invitation de l'Élysée, la conviant « *quand il [lui] plairait* » au chevet du Président qui, précisait l'aimable message, « *serait le plus heureux du monde de vous revoir après ces heures difficiles* ».

Quoique le service de sécurité fit la grimace, le président exigea de recevoir sa visiteuse seul à seul, dans l'intimité de sa chambre. Nul ne sait ce qui fut dit durant les cinq heures que durèrent leur entretien, tout l'étage ayant été évacué selon les directives du rescapé. Une seule certitude : deux semaines plus tard, les fiançailles de Charles de Gaulle et de Jacqueline Bouvier furent officiellement annoncées, et le mariage célébré en la cathédrale Notre-Dame d'Afrique, à Alger, le 13 mai 1968.

« *En ouverture des festivités qui commémoreront le dixième anniversaire du 13-Mai* », avait annoncé, en guise de faire-part, le cabinet du Premier ministre.

Tout un symbole, encore une fois...

PCG vs PCF

Sept années s'étaient écoulées depuis le quadruple assassinat du XVI^e congrès du PCF.

Peu à peu, Krasu était devenu une sorte de héros bizarre. Face au tribunal, les plaidoyers enflammés du « *gaulliste rouge* » tout à la gloire de la politique du Général, lui-même de plus en plus populaire, jouèrent indubitablement en sa faveur. Ils lui valurent, contre toute attente, en plus de l'indulgence du tribunal, le pardon collectif, et bientôt l'absolution. Assassin souillé du sang de quatre hommes qui furent longtemps, en particulier Maurice Thorez, des idoles adulées des masses communistes françaises, le « *justicier du 13 mai 1961* » (*L'Écho d'Alger*) parvint à s'attirer les faveurs et même la sympathie des foules, toutes tendances politiques confondues. Cerise sur le gâteau, il devint la coqueluche de la gent féminine et fit chavirer bien des cœurs.

Libéré en 1965, dodu après quatre ans de réclusion dans des conditions royales, Krasu n'eut aucun mal à trouver les financements nécessaires pour lancer le PCG, « *Parti Communiste Gaullien* », appelé aux plus hautes destinées. « *Je n'ai pas déposé de brevet* » jugea le Président de la République, coupant court à toute polémique.

Le PCG se réclamait du programme du PCF, mais en appuyant sans réserve la politique gaullienne outre-mer, en particulier en Algérie. En seulement trois ans (1965-1968), le nouveau parti tailla des croupières au PCF, dont il aspira l'essentiel de l'électorat, plus des quatre cinquièmes de la base militante, tout en agrégeant simultanément l'aile gauche de la SFIO. Laquelle s'en trouva, par l'effet des vases communicants, fort affaiblie. Entre-temps, le PCG fusionna, en 1967, avec la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand.

Comme l'a observé Emmanuel Le Roy Ladurie :

« Si le nouveau parti [PCG] ne put jamais faire d'ombre à l'UNR et au pouvoir en place, il ne fait guère de doute qu'en l'absence de cet adversaire géant, les années 1970 auraient été la décennie de son triomphe. Elle le fut d'ailleurs dans une large mesure, à travers la disparition de son parti-mère le PCF, le reversement des rapports soviétiques puis chinois, et l'expansion sans précédents des conquêtes sociales auxquelles il fut associé ».

« Craquelé comme une figue desséchée », selon le mot grinçant de Mitterrand, le PCF disparut en 1973, irrésistiblement supplanté par le PCG, nouveau parti communiste, nommé gaullien, dont le fondateur était aussi, par une terrible ironie de l'histoire, son bourreau en chair et en os...

« Pede poena claudo » (« Le châtiment suit le crime en boitant »), résuma De Gaulle, en inversant un peu les rôles...

Le tandem Krasucki-Mitterrand

Après la fusion avec la CIR, le PCG fut doté d'une direction bicéphale constituée d'Henri Krasucki et de François Mitterrand.

Dans ce tandem, le rôle du Secrétaire national, c'est-à-dire de la tête d'affiche, revint naturellement au « *beau François* », que De Gaulle surnommait « *l'Arsouille* ». Quant à Krasu, limité dans ses ambitions par son passé criminel, il assurait le rôle d'organisateur infatigable et de sextant politique du parti : *« Améliorer d'année en année, de façon palpable, le niveau de vie de tous et les droits sociaux, en particulier des plus défavorisés, tandis que le politique veille à l'entrée dans la modernité c'est-à-dire l'égalité politique et sociale pour tous les citoyens de la République, voilà un objectif marxiste parfaitement, et très rapidement, réalisable pour la France*

gaullienne. *À condition, bien sûr, de le vouloir* », répétait Krasu comme un leitmotiv.

Le théoricien du PCG, accusé par ses détracteurs trotskystes et staliniens de « *réformisme* » et de « *soumission à la ploutocratie gaullienne* », répliquait invariablement en se réaffirmant « *révolutionnaire d'une révolution douce et permanente qui, dans les faits, tend vers l'infini, n'en déplaie aux Pharisiens et à leurs molosses dûment stipendiés.* »

Marquant la montée en puissance du PCG, Claude Lévi-Strauss, sur le conseil du président de la République, l'associa au gouvernement à partir de 1967. Mitterrand fut ainsi nommé ministre de l'Industrie ; Henri Krasucki, quant à lui, reçut le portefeuille du Travail.

« *Approfondissant et développant* » la réflexion gaullienne sur l'association capital-travail, le nouveau ministre fit, en 1968, « *étendre et doubler* » l'intéressement et la participation des salariés. Selon une initiative plus personnelle, Henri Krasucki fit voter une allocation universelle, le « *labeur pour le bien commun* » (LPBC), payé pour 28 heures par semaines au prorata du SMIG (1971). Cette dernière mesure était, à vrai dire, plutôt symbolique, car le développement de l'Outre-Mer, qui connaissait depuis 1967 une croissance annuelle à deux chiffres, assurait à la France le plein emploi, avec un taux de chômage ne dépassant pas, en moyenne, les 2 %.

« *La République ne saurait encourager le parasitisme ni la confiscation de la plus-value* », tranchait Henri Krasucki, que ses détracteurs gauchistes accusèrent de « *dérive droitière* », tant au sujet du LPBC que du reste. En réplique, l'intéressé affirma que « *le droit à la paresse s'exerce pendant les vacances (...) que je veux nombreuses* », et qu'il servait « *non les idiots utiles du capitalisme, mais l'humanité. Car l'inactivité détruit l'homme, et sous la Ve République gaullienne, l'oisif ira loger ailleurs* », précisa-t-il.

Même si Krasu n'en faisait pas mention, au même moment, au nom du combat contre le « *parasitisme* », l'Union Soviétique appliquait un principe identique, la brutalité et l'Inquisition politique en plus. Une violence d'État que ne manquait pas, au demeurant, de fustiger le numéro 2 du PCG, soucieux de se démarquer des errements et des inféodations qui avaient caractérisé, naguère, le PCF à l'égard de Moscou. Cette attitude critique n'empêchait pas Krasu d'entretenir, paradoxalement, des liens étroits avec le Kremlin : « *Nous n'avons aucune leçon de communisme à recevoir de l'URSS, qui devrait plutôt suivre notre exemple, comme je le répète sans cesse au camarade Brejnev. Il m'a d'ailleurs dit qu'il y réfléchissait...* »

L'avenir ne tarderait pas à en administrer la preuve définitive.

Roosevelt selon De Gaulle

En dépit des flèches qu'il décochait à l'URSS, Henri Krasucki s'affirmait de jour en jour comme une courroie de transmission, un agent de contact d'une extrême efficacité entre Alger et Moscou. Krasu avait d'autant l'oreille des autorités soviétiques que le PCF ne l'avait plus. Ce rôle, c'est le Général qui en avait eu l'idée, au cours d'une de ces méditations historiques dont il était coutumier.

Dans l'esprit de De Gaulle, la vision selon laquelle Krasu était destiné à conduire des missions décisives avec les « *Russes* », se fondait sur « *l'évaluation des statuts des différents protagonistes, envisagés sous le rapport de l'idéologie, de la psychologie et de la force.* » La formule, dans son abstraction, résumait bien le bras-de-fer international doublé d'une entreprise de séduction à laquelle se livra la France au tournant des années 1970 à l'égard de l'Union Soviétique. « *Ce rapprochement répondait lui-même à de savants calculs,*

parfois non dénués d'arrière-fonds peu ragoutants, du moins touchant aux intrigues états-uniennes », comme le note Charles-Robert Ageron. D'après le Général, contrairement aux apparences, la Maison-Blanche avait longtemps constitué avec le Kremlin « une sorte d'axe ennemi, tout particulièrement contre l'outre-mer français et, partant, contre la France. C'était la trouvaille de Roosevelt. Ce n'était pas bon pour nous. »

Dans les jardins de l'Élysée, le président exposa à Krasu sa conception des relations intercontinentales et des intrigues qui les avaient sous-tendues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Mais laissons parler Henri Krasucki :

« Ce 4 août 1969, un puissant sirocco commençait de se lever sur Alger. L'air saturé de poussière orangée donnait au soleil des lueurs d'incendie. Face aux palmiers qui s'estompaient en teintes sombres et rougeâtres, subtilement mordorées, De Gaulle ralentit le pas et s'arrêta. Il se tut pendant de longues minutes puis, humant silencieusement le vent chargé d'effluves de sable, scrutant les arbres réduits à de vagues silhouettes, il contempla la montée du souffle d'Éole dans l'imperceptible évolution des couleurs qu'il engendrait. Soudain, le Général saisit doucement mon bras et dit : "Roosevelt était un pyromane. C'eût même sans doute été un incendiaire de génie, si je ne m'étais dressé sur la route de ses exécutants testamentaires. (...) Franklin Delano [Roosevelt] était ce qu'on appelle un wasp, un de ces âpres blancs anglo-saxons d'Amérique, vaguement hollandais, nettement plus allemands, dont l'horizon se réduit à une bande étroite et maigre, mais qui savent déployer à son service d'immenses machineries. (...) Évidemment, ce bon Germanique n'avait que mépris pour les Russes. Il les tenait pour des rustres, des demeurés, des semi-barbares. Oh, bien sûr, pas complètement incapables, non. Plutôt des petits bras, des laborieux sans envergure, des naïfs au front bas, des cosaques. Forts seulement de leur esprit servile et de leur vaste nombre. (...) Au début du XXe siècle,

dans cet imaginaire clos sur lui-même qu'est l'horizon des fils de la Nouvelle-Albion, les deux seuls peuples, les deux seules puissances, et par conséquent les deux seuls adversaires redoutés, leurs uniques rivaux sérieux à l'échelle mondiale, étaient la France et l'Allemagne. Que voulez-vous, mon cher Krasu, une grande partie de la structure mentale des treize colonies d'Amérique est héritée de leur mère, à laquelle ils sont d'ailleurs toujours restés intimement liés. Tandis que leur admiration va au sang de leurs pères, le sang allemand dont des torrents coulent depuis au moins deux siècles dans leurs veines d'enfants prodigues. Tout vient de là. (...) Mettre au pas la nation et la race teutoniques, ce qui est la même chose, constituait pour eux la première étape en forme de parricide. Une fois réglés les cas autrichien puis allemand, il ne restait plus, pour que le plan de Roosevelt fût achevé, qu'un adversaire à abattre : la France. Ici Roosevelt prolongeait Wilson et rejoignait Monroe. Car la France, c'était aussi le monde. L'en déposséder, c'était l'offrir aux États-Unis. La Russie étant dans ce jeu, comme je vous l'ai dit, tenue pour quantité négligeable. (...) Nous étions [la France] le dernier rempart à l'asservissement de l'Europe occidentale et, partant, à la domination de l'univers. Et puisque nous étions réputés coriaces, il fallait nous prendre en tenailles. Pour ce faire, Roosevelt eut l'idée du mirage soviétique. Le simplet Truman et l'insipide Eisenhower, et dans leur ombre les Dulles, se chargèrent d'exécuter ce testament. Ils se bornèrent à suivre le legs du maître. (...) À Yalta, Roosevelt agonisant, mais plus lucide que jamais, livra délibérément à Staline la moitié orientale de l'Europe – sa moitié la plus chétive, quand lui gardait à sa main la moitié occidentale, infiniment plus replète. Il fournit ainsi à cette nation qu'il tenait pour fruste, à cette race qu'il méprisait, à l'URSS et aux Russes, l'illusion de la superpuissance. À charge, pour ces mirlitons, de subjuguier, comme le paon fait sa roue, le reste de l'univers. Je parle de paon, mais je devrais dire baudruche. Suivez-moi bien : songez que l'empire des czars, dont l'industrie était balbutiante et l'immense territoire encore profondément arriéré en 1914, essuya à la suite, en l'espace de seulement trente ans et sans

interruption : les ravages de la Grande Guerre [1914-1917], la fratricide Révolution [russe], puis les affres des guerres civiles et de la famine [dans les années 1920 et 1930]. Suivirent les purges et la terreur staliniennes qui décimèrent les élites soviétiques [1929-1938]. Enfin, après tant de saignées et de destructions, la Seconde Guerre mondiale aux pharamineuses dévastations. En somme, trois décennies durant, la broyeuse de l'Histoire laboura inlassablement cet immense pays. Dans pareilles conditions, qui peut croire que la Russie de Nicolas II, puissance moyenne en retard dans presque tous les domaines sur la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, ait pu se transformer, pendant cette même et courte période, au fil d'un interminable chemin de croix, en quasi première puissance mondiale ? Cette baliverne, cette fable pour écoliers, c'est le tour de force des Amerloques [*sic*] et le trait de génie de Roosevelt, que d'être parvenus à la faire accroire. (...) D'évidence, l'URSS triomphante telle qu'on nous la présente aujourd'hui, n'est qu'un plat synthétique, une illusion politique, un mirage optique, un piège à c... fabriqué de toutes pièces par les Ricains [*sic*]. Avec, bien sûr, la complicité des comédiens du Kremlin, qui excellent en la matière, vous le savez aussi bien que mézigue. (...) Et puis, vous verrez, Krasu, (*il baisse la voix*) dès que ses comptes cesseront d'être truqués, dès que sa *propaganda* cessera de tenir lieu de vérité, dès que les contrées d'Europe centrale qui lui furent livrées à dessein et qu'elle vampirise cesseront d'être à sa main, la Russie apparaîtra pour ce qu'elle est : une immensité sous-peuplée, certes non dépourvue de génie mais encore largement balbutiante, un supergrand en toc, surtout soutenu par ses colossales ressources naturelles. En attendant, cette URSS ambitieuse autant que fantasmée, cette illusion cardinale jaillie d'un champ de ruine, ce miroir aux alouettes aura servi à prendre l'Europe occidentale à revers, pour mieux la jeter dans les bras de Washington, tout en faisant éclater la France, seule vraie cible, en fin de compte, de cette escroquerie majuscule. (...) Roosevelt était bien renseigné. Il savait que le parti communiste était influent chez nous. Il savait que les Cocos [*sic*] obéissaient au doigt et à l'œil de Moscou, et que les thèses

sécessionnistes avaient été encastrées dans la rhétorique marxiste par Lénine et Trotsky, aussi bien que dans la tradition anticolonialiste de la gauche française depuis au moins Clemenceau. Wilson l'avait déjà perçu. (...) Après la guerre, en érigeant l'URSS en superpuissance, la Maison-Blanche se dotait d'un allié de poids pour nous conduire, de l'intérieur comme par l'extérieur, sur le chemin de l'abandon de notre domaine colonial. Moscou regimba tant qu'il crut les communistes capables de s'emparer du pouvoir en métropole. Rappelez-vous, dans l'immédiat après-guerre, les positions du PCF, qui prônait à cor et à cris l'unité franco-ultramarine. Thorez en personne appuya la répression à Sétif et à Madagascar ! Mais lorsque s'évanouit l'espoir de devenir maître du Pays – là encore, à la faveur du jeu de Washington et de ses relais français, politiques ou syndicaux, à droite, au centre, et même à gauche, jusque dans les rangs de la SFIO –, alors Moscou se remit aussitôt à comploter contre la France d'outre-mer, et le PCF exécuta les ordres comme déjà dans l'entre-deux-guerres. De l'Indochine au Cameroun en passant par l'Algérie, le tour était joué. Roosevelt récoltait, d'outre-tombe, le fruit de ses semis de Yalta, effectués en liaison avec l'anglo-américain Winston Churchill, au plus grand plaisir de ce roublard de Staline à son insu manipulé. Et tout cela dans notre dos et sur notre dos. (...) Dans l'esprit du *Wasp*, après l'éviction de la race germanique, le casse-noix soviétique serait actionné pour disloquer la seule grande rivale encore debout, l'indestructible France. Alors on pourrait dégonfler la baudruche. La Russie reprendrait sagement la place qui lui est due dans le rang des nations, celle d'une puissance moyenne dont la vocation ne saurait être mondiale. Notre rôle est de prouver qu'avec la France, son allié naturel en Europe, qu'elles flanquent ensemble d'ouest en est, la Russie peut déjouer les mépris de ces zigomars, et tourner Roosevelt comme un toton dans sa tombe. " »

Krasu saurait faire son miel de la vision gaullienne. D'autant qu'il trouverait à Moscou, on s'en doute à ce stade, une oreille sensible à ces méditations...

Les « *Plus Grandes Commémorations* »

Vint enfin mai 68. Le dixième anniversaire de la Révolution dont Alger avait été le théâtre et le point de départ, avant son extension à toute la République. Pendant trois semaines, la nouvelle capitale fut le centre incandescent, le cœur battant des manifestations grandioses organisées à travers tout le Pays.

Sous le nom de « *Plus Grande Commémoration* » (PGC) sous-titré « *Fête de l'Empire Fraternel* », le Général avait voulu que « *ces célébrations laissent à jamais le souvenir de la joie de la France retrouvée, l'impérissable mémoire de notre Résurrection par la Révolution de Mai-58* ». Selon le souhait gaullien exprimé à la télévision lors des vœux du 31 décembre 1967, l'organisation en fut confiée à Jacques Soustelle, « *homme de la situation, aujourd'hui comme alors* ».

On lit dans une brochure de l'époque, distribuée à l'entrée d'un métingue de l'UNR en février 1968 : « *Avant d'être un homme politique de premier plan, M. Jacques Soustelle, chacun le sait, est un spécialiste mondialement reconnu des civilisations précolombiennes. En liaison avec M. le Premier ministre, lui aussi anthropologue de renommée internationale, il a été décidé qu'au vaste défilé militaire, à nos soldats dans leurs habits d'apparats, à nos cavaliers richement harnachés, à nos légionnaires, à nos parachutistes, à nos avions supersoniques, à nos chars couverts de fleurs, succédera un genre de riche ballet chorégraphié qui démontrera, en costumes, en chants, en musiques, la splendeur de la diversité des civilisations qui, mêlées et confondues, constituent organiquement la civilisation française. En écho à ces festivités dont Alger est naturellement le beau centre, de vastes*

fêtes seront organisées dans toutes les villes de France, y compris les plus petites. »

Pendant trois semaines, des défilés impressionnants furent ainsi tour à tour organisés dans les principales métropoles françaises, en particulier à Paris, Marseille, Dakar, Abidjan, Fort-Lamy, Brazzaville, Vientiane, Cayenne, Tananarive, Nouméa et Papeete. « *De sorte qu'au-delà de la capitale, tout le territoire de la République soit entièrement quadrillé par la fête* », avait précisé Jacques Soustelle.

La « *Plus Grande Commémoration* » fut vécue en France comme une apothéose du Président.

*

**

Arriva le grand jour, le « *13-Mai* ». Un communiqué avait annoncé que le Général, jeune marié, présiderait à Alger les cérémonies et les défilés en compagnie de Jacqueline De Gaulle, sa fraîche épouse. Comme prévu, en ouverture de ces trois semaines de commémorations (du 13 mai au 4 juin 1968), le mariage du couple présidentiel fut célébré en la cathédrale Notre-Dame d'Afrique, à Alger. Le communiqué avait précisé que « *selon le vœu de la Première dame qui y tenait beaucoup* », un office dans la plus stricte intimité aurait d'abord lieu en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le 11 mai. En Algérie, nul ne s'offusqua de ce qui semblait relever du bon sens. Il apparaissait bien normal que la Première dame de France souhaitât que son union avec le Général fût d'abord célébrée dans ce qui était, vu des États-Unis dont elle était originaire, l'incontestable capitale mondiale du romantisme. D'autant que dans l'esprit des Algérois comme de la plupart des Français, la Ville Lumière demeurait le cœur spirituel de la France.

Lorsque, le 13 mai 1968, la Caravelle élyséenne se posa à *Alger-Capitale*, c'est donc dans un esprit très bon-enfant qu'une immense foule s'était massée aux abords de l'aéroport.

Les « *Vive les mariés !* » et « *Bienvenue à Alger !* » accueillirent les époux De Gaulle. Les innombrables « *gaullolâtres* », agglutinés tout au long des vingt kilomètres qui séparent l'aéroport de la Ville blanche, reprirent et scandèrent tout au long du chemin ces cris enthousiastes, rappelant la marée humaine qui avait accueilli le Général dix ans plus tôt, au lendemain de son retour au pouvoir.

Le couple se rendit d'abord à l'Élysée, le temps de se préparer, puis gagna la chapelle du palais présidentiel, où les attendait le Bachaga Boualam, député-maire d'Alger depuis 1967. Si les consentements civils furent promptement échangés, ils ne le furent pas sans émotions.

C'est avec des yeux légèrement embués de larmes que quelques minutes plus tard, dans une somptueuse robe de mariée signée Christian Dior, Jacqueline de Gaulle descendit les marches du palais présidentiel sous les éclairs d'une nuée de photographes. Le Général, quant à lui, avait déjà pris le chemin de la cathédrale d'Alger, dans son traditionnel cortège de cinq DS, dont les carrosseries avaient revêtu pour l'occasion la couleur blanche. Avant l'arrivée de son épouse, le Président se recueillit au pied de l'autel de la Vierge noire, objet traditionnel d'un culte commun des chrétiens et des musulmans algérois.

Il ne fallut pas moins de trois quarts d'heure à Jacqueline de Gaulle pour parvenir à Notre-Dame d'Afrique, tant la foule était dense. Au moins deux millions de personnes avaient voulu être témoins de l'événement nuptial. Par son extraordinaire appareil, la cérémonie rappela à certains le sacre de Napoléon I^{er}. Détail étonnant : selon le vœu du président, à la bénédiction de l'archevêque, s'ajoutèrent celles du grand-imam et du grand-rabbin d'Alger, ce qui permit à *L'Humanité* de titrer : « *Charles XI foule triplement aux pieds la laïcité républicaine* ».

Après la cérémonie, les jeunes mariés descendirent les marches de la cathédrale devant un océan humain composé d'Algérois et d'autres citoyens venus de tous les horizons de la

France, que la vue du couple mit littéralement en transe. Au sortir de l'église, dans son costume noir et blanc, le Général prononça un vaste discours où il rappela « *l'épopée de mai 1958, le rôle crucial qu'y tint le peuple d'Alger; mais aussi mon Premier ministre, M. Claude Lévi-Strauss, et bien sûr M. Jacques Soustelle, pour la résurrection de la France* », déclenchant des ovations frénétiques.

Tout aussi frénétiques furent les festivités qui se déroulèrent dans la soirée et au cours des trois semaines qui suivirent, et qui s'achevèrent sur le « *Plus Grand Bal du 4 juin* ». Celui-ci, en closant la vaste fête, commémora le discours d'Alger du 4 juin 1958. Il fut marqué par l'apparition d'une Jacqueline De Gaulle en minijupe, qui ouvrit la soirée dansante dans les bras d'un Général manifestement aux anges.

Ruisselant de sueur après une danse endiablée avec Jacqueline sur *Gaston* et *Je veux être noir* de Nino Ferrer, le Président déclara aux journalistes :

« La jeunesse de France s'est engagée avec ferveur dans notre grande aventure. Dieu seul sait où l'aurait poussé le désespoir, si un monde de liberté, d'égalité et de fraternité lui avait été refusé. Dix ans jour pour jour après Mai 58, au lieu de fêter notre époque, quelles barricades n'eût-elle pas été contrainte de dresser contre un vieux monde sclérosé, comme elle le fait ailleurs, à l'instant même où je vous parle... »

Dans son inimitable modestie, le Général s'abstint de préciser qu'à Prague, à Rome ou à Chicago, parmi la jeunesse exaspérée qui déferlait dans les rues pour crier sa révolte, bien des émeutiers se réclamaient du nom de Charles de Gaulle et de l'exemple français...

De Gaulle vs Johnson

Pendant les festivités, sous les feux croisés des projecteurs du monde entier, la Première dame de France fut naturellement très sollicitée par la presse tant nationale qu'internationale.

Lors de chacun des entretiens qu'elle accorda de bonne grâce, Jacqueline de Gaulle eut soin de s'en tenir à des considérations exclusivement apolitiques. Avec le sens de l'émerveillement qui la caractérisait, elle raconta dans *Elle* et dans *Marie-Claire* sa « nouvelle vie » en « *ce séjour si agréable qu'est Alger, où l'air est toujours doux* ». Elle livra maints détails sur les dessous « délicieux » de la cérémonie et de la fête, « *ces magnifiques commémorations* » qui lui permettaient « *d'embrasser le peuple de France dans toute sa gentillesse et sa beauté, dont elle est très fière d'être issue* ». Parfaite dans son rôle, elle n'oublia jamais de rendre hommage à « *Charles, mon époux merveilleux, cet homme exquis, ce cœur d'or tellement attentionné et charmant, qui a transformé ma vie en un grand brocart de bonheur* ».

Jacqueline de Gaulle semblait vivre les Plus Grandes Commémorations sur un petit nuage rose. Pourtant, il n'en alla pas de même des conversations qu'elle eut sur l'oreiller, au cours de la même période, avec son président de mari. Alors que « *la Jénérale* », comme la surnommait à présent *Le Canard enchaîné*, se bornait à parler en public confettis et rubans, elle avait monté la tête de son époux. C'est en tout cas ce que beaucoup murmurèrent lorsqu'à l'occasion de la conférence de presse du 16 mai 1968, « *Charles* » lâcha comme un cheveu sur la soupe aux journalistes stupéfaits :

« *Jacqueline, mon épouse, m'a fait part des doutes que ne cessent de lui inspirer les circonstances dans lesquelles fut assassiné le président Kennedy, aussi bien que l'enquête qui en a résulté. Il est de mon devoir, non pas en tant que conjoint, mais en tant que président de la République française, c'est-à-*

dire en tant qu'ami du peuple américain et des États-Unis, de demander que toute la lumière soit faite sur les responsabilités de M. Johnson et de ses comparses dans la mort tragique de son regretté prédécesseur. »

Assailli de question, De Gaulle refusa d'en dire davantage. Ce mutisme accentua l'impression que la sortie présidentielle avait été totalement improvisée. Comme le releva le *Canard enchaîné*, il paraissait « *invraisemblable que sa sérénissime Majesté, d'ordinaire monomaniacque dans l'exercice du pouvoir, mouillât ainsi son épouse, si la métaphore est permise* ». La suite démontra pourtant le contraire. Le tempo de l'affaire suivit une partition à la précision millimétrique, voire micrométrique. Alors que la Maison-Blanche venait de s'indigner de la sortie élyséenne qu'elle qualifia d'« *ignominie* », elle dut faire face à une avalanche de révélations. Guidé par un mystérieux chorégraphe, un ballet compliqué s'anima en effet pendant plusieurs semaines, mettant en jeu tous les organes de la presse française, dont les titres s'étaient vu distribuer, un à un, rôles, morceaux de bravoure et entrechats.

Le soir même de la sortie gaullienne, c'est *Le Monde* qui ouvrit la danse. Parallèlement aux pleines pages illustrées de larges photographies en couleurs des « *Plus Grandes Commémorations de Mai aux quatre coins de France* » – petits enfants portant masques du Général et formant, à la queue leu-leu, des ribambelles de mini-De Gaulle de moins d'un mètre dans les rues de Conakry, couple présidentiel sous un déluge de confettis sur les marches de Notre-Dame d'Afrique, images multicolores des bals populaires aux milliers de danseurs à La Marsa, Bordeaux ou Port-Gentil –, le journal consacra un dossier bref mais explosif à la conférence de presse présidentielle. Rebondissant et spéculant sur les « *sous-entendus* » du chef de l'État, « *la Rédaction* » développait dans un long article d'analyse une thèse ébouriffante. « *Les éléments dont nous disposons dès à présent mais dont nous ne pouvons pour le moment révéler le détail* », expliqua le grand journal du soir, « *tendent à démontrer* » que l'assassinat de JF Kennedy à

Dallas ne pouvait « *en aucun cas* » être le fait « *d'un seul tireur* », « *contrairement aux conclusions par trop affirmatives de la commission [d'enquête] Warren* ». « *Plus grave encore* », affirmait le quotidien, l'enquête diligentée par le FBI et la CIA, avait « *manifestement fait en sorte (...) d'étouffer cette évidence* » Et d'interroger : « *Pourquoi ?* ».

On ne chasse bien qu'en meute. Dès le lendemain, une demi-douzaine de titres de la presse française emboîtèrent le pas au *Monde*, abreuvés de renseignements par la même mystérieuse source. Chacun y alla de ses révélations, éclairant tel ou tel aspect de l'affaire, depuis les « *zones d'ombres* » de l'attentat lui-même, du reste déjà en grande partie exposées par *Le Monde*, jusqu'aux conditions obscures dans lesquelles « *un lampiste prétendu seul coupable, M. Oswald, avait été à son tour éliminé, dans la plus typique tradition de la pègre, lorsqu'il s'agit de brouiller définitivement les pistes.* » (*Le Figaro*).

Malgré sa puissante mainmise sur la presse états-unienne, l'administration US ne parvint pas à bloquer la machine à détruire qui, depuis la France, s'était enclenchée de l'autre côté de l'Atlantique. D'Alger à Paris, les journalistes se livraient jour après jour à de nouvelles révélations. Les journaux allemands, italiens, belges, néerlandais et finalement anglais, eux aussi de mieux en mieux informés, les reprenaient à présent, et parfois même les amplifiaient.

Quinze jours après le début de la tempête, l'accusation se déplaça de l'administration et des services secrets à la personne du président lui-même. À partir du 1^{er} juin, la presse française subsaharienne, qui vouait une haine toute particulière à Lyndon Johnson, se mit à l'attaquer avec la plus extrême violence. Le présentant comme « *un rempart cynique du système ségrégationniste wasp, dont l'affirmative action, marque de sincérité sous le regretté John Fitzgerald Kennedy, n'est devenue qu'un méprisable subterfuge de la suprématie yankee sous le règne de l'infâme [Johnson]* », *Dakar-Matin* n'hésita pas à l'accuser d'être « *le cerveau* » de l'assassinat de Kennedy

et le « *dernier avatar du système Dulles* », tandis que *L'Écho de Brazzaville* qualifiait le président états-unien d'« *assassin cruel au regard faux et sanguinaire* », ouvrant ce qui deviendrait, deux mois durant, un concours de surenchères dont Johnson serait la tête de Turc dans les journaux français. En métropole, dans son édition du 1^{er} juin, *France Soir* lança une accusation qui fit l'effet d'une bombe : le quotidien affirma que « *Robert Kennedy, frère du président assassiné, [qui] brigue la magistrature suprême et ne cache pas sa résolution à rouvrir ce brûlant dossier, (...) sa vie serait, d'après nos renseignements, menacée de façon imminente* ».

Depuis le début de la campagne française contre Lyndon Johnson, Robert Kennedy s'était abstenu de prendre la parole. Contraint cette fois de réagir, il somma Lyndon Johnson de « *démentir cette accusation effrayante pour la démocratie* ». L'intéressé s'exécuta le jour même, qualifiant de « *nouvelle absurdité française* » l'accusation de *France-Soir*. Au demeurant, durant tout l'été 1968, les révélations se succédèrent. S'il ne fut pas démontré que l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy avait été commandité par Lyndon Johnson en personne, il apparut en tout cas, sans aucun doute possible, que la commission Warren, qu'on aurait mieux nommée la commission Dulles, avait amplement truqué l'enquête et occulté tout une série d'éléments cruciaux. En particulier l'existence de plusieurs tireurs à Dallas, le 22 novembre 1963.

Cette campagne de presse se solda, le 12 septembre 1968, par la démission du président Johnson, trois mois avant la fin de son second mandat, et par son inculpation pour « *atteinte à la sûreté de l'État* ». Quant à Allen Dulles, dénoncé par *Le Monde* comme « *le cerveau du complot de Dallas* », il échappa à la justice grâce à la mort que lui avait infligée Liza, laquelle apparut rétrospectivement comme celle qui avait, en vengeance l'Amérique noire, vengé également « *par anticipation* » Kennedy.

La chute de Lyndon Johnson, qui avait fini par apparaître, avec Allen Dulles, comme « *l'évident commanditaire* »

(*Le Monde*) de l'assassinat de JFK, profita sans surprise au sénateur Robert « *Bob* » Kennedy. Deux mois plus tard, ce dernier devint le 37^{ème} président des États-Unis, en écrasant son adversaire Richard Nixon avec 62% des voix. Il était aussi le « *beau-frère de Charles de Gaulle, par alliance et à titre posthume* », comme le nota, caricature à l'appui, *Hara-Kiri Hebdo*...

Le Général accueillit en ces termes la victoire du nouveau président : « *Sans l'action de la France, toujours au profit de la vérité, Bobby [Robert Kennedy] n'aurait sans doute guère survécu à juin 68. Il ne serait par conséquent jamais devenu président des États-Unis* ».

Assertion qui eût semblé totalement invraisemblable si elle n'était sortie de la bouche de l'oracle français. Elle restera probablement, au demeurant et à tout jamais, impossible à vérifier...

Métamorphose de l'Algérie

Le transfert des édifices politiques (Élysée, Assemblée nationale, Matignon, etc.) modifia sensiblement la physionomie de Paris et d'Alger.

À Paris, les édifices disparus firent place à autant de jardins publics. Le *Jardin de l'Élysée*, le *Jardin Bourbon*, le *Jardin de Matignon* surgirent de toute leur verdure parmi les pierres parisiennes, tandis que le Jardin du Luxembourg se vit augmenté d'un nouveau *Jardin du Sénat*.

À Alger, le Palais des sénateurs trouva place, comme l'Élysée, en lisière du Jardin d'essai, dont les palmiers élancés et immenses, les ficus colossaux, les dragonniers opulents côtoyaient les platanes et les marronniers centenaires spécialement importés du jardin du Luxembourg. Ces grands

arbres s'acclimatèrent, pour la plupart, fort bien à leur nouveau séjour.

Il fallut également doter la nouvelle capitale d'un aéroport international proportionné à ses besoins. Dès 1968, l'aéroport Alger-Capitale déploya ses pistes et ses lignes. Dans les spots publicitaires diffusés dans toute la France, une voix d'hôtesse de l'air expliquait suavement : « *Toutes les métropoles du monde sont desservies régulièrement en partance d'Alger-Capitale, à commencer par celles de toute la France, depuis le sud du Sahara jusqu'à Pointe-Noire et Madagascar, aussi bien qu'outre-Méditerranée, vers la métropole en Europe, ou encore en Asie, vers Pondichéry, le Laos et le Cambodge, jusqu'à Papeete et Nouméa, aussi bien que vers l'ouest, jusqu'aux Antilles et à l'Amérique continentale [la Guyane]... »*

Le port d'Alger connu, lui aussi, un essor spectaculaire. Au cours du deuxième septennat de Charles de Gaulle, entre 1966 et 1972, sous le triple effet de l'essor économique, du Transfert et de l'accroissement démographique qui en résulta, son tonnage global quintupla. Quoique de façon atténuée, tous les ports d'Algérie connurent un boum (Oran multiplié par trois, Bône et Bougie multiplié par deux). La population algérienne, et en particulier algéroise, s'accroissait d'autant plus rapidement que le pays recevait un flux constant d'immigrants métropolitains et ultramarins mais aussi européens, principalement portugais, espagnols, italiens, allemands et belges.

La population dite « *européenne* » d'Algérie, qui s'élevait à environ un million d'habitants en 1958, était ainsi passée à un million et demi en 1965. Sept ans plus tard, en 1972, les « *Européens* » étaient près de trois millions. Parallèlement, la population arabo-berbère connut un accroissement régulier, passant de neuf millions en 1958 à près de quinze millions en 1972.

En dépit de ces observations qui peuvent aujourd'hui paraître anecdotiques, il est à noter qu'à la fin du deuxième mandat de Charles de Gaulle, la distinction entre « *Arabo-*

Berbères » et « *Européens* » était en passe de tomber en désuétude. Les démographes constataient que le taux de natalité des Arabo-Berbères, entrés en transition démographique à la fin des années 1960, ne cessait de se rapprocher de celui des Européens. De même, les mariages intercommunautaires, rares avant 1958, se multiplièrent au tournant des années 1970, et se banalisèrent au cours de la décennie suivante. Le Général se montrait particulièrement attentif à cette dernière question.

En 1965, sous le gouvernement Lévi-Strauss, le Président avait personnellement recommandé au nouveau ministre de l'Éducation nationale, l'écrivain Mouloud Feraoun, de promouvoir dans les manuels scolaires l'image de couples mixtes, « *afin de briser les barrières des communautés dans l'esprit des enfants* ». La mesure fut dénoncée dans la presse d'extrême droite comme une « *propagande cosmopolite* » et dans la presse d'extrême gauche comme une « *manipulation oblique visant à détruire les racines des peuples colonisés* ». Le gouvernement, par la voix de Mouloud Feraoun appuyé par Claude Lévi-Strauss, répondit que la présentation de ces images de couples mixtes « *n'était pas systématique, puisque ces représentations côtoient celles de couple non mixtes, car la République n'entend pas sombrer dans l'écueil de la propagande raciale, quelle qu'elle soit, mais au contraire confronter les enfants au pluralisme des choix individuels* ».

Dans les faits, était enclenché le processus qui conduisit au cours des années 1970 au dépassement quasiment complet des tendances communautaires – la bête noire du Général –, non seulement en Algérie, mais aussi dans le reste de la France.

La sociologie algérienne selon Bourdieu

Le sociologue Pierre Bourdieu, dans *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de Trois études d'ethnologie arabo-berbère et européenne*, ouvrage qu'il consacra en 1973 à la sociologie algérienne, notait :

« Les populations arabo-berbères ont été frustrées pendant plus d'un siècle de la citoyenneté française. Sous l'influence des Oulémas, les chefs religieux, elles perçurent longtemps le Français comme un infidèle autant qu'un envahisseur. Elles l'identifièrent au 'roumi', c'est-à-dire à l'étranger solidement mais provisoirement établi ici, selon un atavisme mémoriel et culturel, et pour tout dire politique, remontant à l'empire romain et à sa chute. La frustration de ces populations fut d'abord celle de l'« envahi » davantage que celle du citoyen éconduit ou du "même" relégué. (...) Il ne faut jamais perdre de vue qu'avant d'être arabe et musulmane, l'Afrique du Nord fut berbère et phénicienne, et qu'elle résista longtemps à Rome. La résistance algérienne contre le Français plonge ses racines dans ce passé où le christianisme autant que l'islam étaient absents. L'islam, ou plutôt les potentats musulmans de l'Algérie nouvellement colonisée par la France, jouèrent sur cette fibre ancienne pour dissuader les populations autochtones, leurs ouailles, d'embrasser une civilisation qu'ils assimilaient à une religion dont ils redoutaient les velléités prosélytes. Le Français était, d'abord et avant tout, vu comme chrétien. (...) Ce n'est qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale que, progressivement, une évolution s'affirma, qui conduisit l'élite arabo-berbère à réclamer les droits civiques et à s'identifier à la France moderne et victorieuse. L'exemple des Jeunes-Turcs dès la fin du siècle précédent et celui, alors contemporain, du combat de Moustapha Kémal [Atatürk] en

Turquie, permet d'envisager le tropisme qui s'empara alors de certaines élites, puis, peu à peu, des masses arabo-berbères. Paradoxalement, la guerre d'Algérie accentua ce phénomène, par la haine que le FLN, du fait de ses méthodes extrêmement violentes, inspira de plus en plus à ses premières victimes, les masses musulmanes. De surcroît, le nationalisme arabe du même FLN jeta un nombre toujours croissant de Kabyles et de Berbères, qui représentaient un tiers de la population algérienne, dans les bras de la République [française]. La remarque vaut pour tout une frange de la population qui, quoique se considérant arabe, percevait avec méfiance ce nationalisme différentialiste, exacerbé et régressif du FLN. (...) L'ensemble de ces lignes de forces idéologiques explique l'explosion ou, pour mieux dire, l'éclosion de Mai et Juin 1958. Il explique aussi pourquoi de nombreuses femmes – car bien que souvent négligé, l'élément féminin joua un rôle éminent dans les événements de mai et la Révolution de 58 pour les milieux indigènes, en particulier dans les secteurs ruraux – marquèrent leur ralliement à l'Algérie française de l'Intégration prônée par Charles de Gaulle en brûlant leurs voiles. Pour la femme algérienne, devenir une Française, voter, et ainsi déjà s'émanciper, c'était renverser un ordre séculaire où, jusque-là, l'avantage était rarement de son côté. (...) Le transfert de la capitale de Paris à Alger, en 1967, s'ajoutant au puissant effort de scolarisation et de progrès social consenti et poursuivi par l'État, provoqua l'accélération du processus. En ce début des années 1970, cette phase d'intégration semble en passe d'être achevée, car les populations algériennes paraissent décidées à prendre définitivement leurs distances à l'égard du fait religieux dans sa dimension traditionnelle, c'est-à-dire rigoriste et clivante. À Alger comme dans le reste du pays, la multiplication de mariages mixtes, non seulement de jeunes gens arabo-berbères avec des Européennes, mais aussi, en nombre tout aussi important, de jeunes filles arabo-berbères avec des jeunes gens européens, témoigne de l'avancée de ce phénomène. De même, le déclin du jeûne annuel, qui n'est plus observé que par les vieilles générations. Enfin, le taux de fécondité des jeunes filles des deux communautés tend à

converger pour s'établir à un peu moins de trois enfants par femme. La propagande gouvernementale en faveur du contrôle des naissances, et le planning familial, y ont été pour beaucoup. »

Et Bourdieu d'ajouter, incisif :

« Il n'est pas inintéressant de noter que les jeunes Arabo-Berbères, garçons comme filles, lorsqu'ils contractent un mariage intercommunautaire, épousent plus volontiers de jeunes Pieds-Noirs. La réciproque, bien sûr, est vraie. Signe que le clivage qu'on croyait si profond entre les deux communautés a pu être dépassé en moins d'une génération. À vrai dire, cette surprise n'en est pas une, car les fraternisations de Mai 58 le préfiguraient largement, et témoignaient que si une réelle distance, tenant pour partie à l'héritage colonial, existait encore à cette époque entre les deux communautés, un certain point de vue métropolitain, c'est-à-dire un point de vue extérieur, sinon étranger, en exagérait la profondeur, la portée et, surtout, le caractère inexpugnable, selon une figure classique permettant au juge de se flatter lui-même à peu de frais. Au demeurant, nul doute que la politique conduite par l'État français, à partir de 1958-1959, puis plus encore après le Transfert de 1967, a accompagné favorablement la tendance au dépassement de cette dualité, et l'a même très certainement accéléré. On ne peut aujourd'hui qu'en constater les spectaculaires résultats. »

IV.

Quatrième mouvement de la Révolution (1969-1976) ou le ministère Abbas

*Tu infusais ton gai savoir
À Quinchassat, Saïgon, Rabat
Parfums choisis pour l'Azur voir
Sous l'Amour fou dont ta chair bat*

Georges Perec

L'ironie de Sirius

« *Après la capitale, le Premier ministre* », titra *Le Monde*, quatre colonnes à la Une !

Malgré onze ans de gaullisme en action, la gazette de Sirius peinait à se départir de ses vieux réflexes. Le maintien d'Hubert Beuve-Méry à sa tête relevait, d'après les mauvaises langues, du machiavélisme gaullien. Le pouvoir élyséen trouvait « *un avantage particulièrement controuvé* » à « *tolérer les petites nuisances de ce retardataire* » (Philibert Tsiranana).

Fidèle à lui-même, dans son éditorial, l'ancien de l'école d'Uriage s'interrogea sur l'« *algérianisation de la France* » : « *La capitale étant désormais sise à Alger, voici que le Pays se dote d'un chef du gouvernement né en terre algérienne, à la trajectoire pour le moins sinusoïdale* ». Et Sirius d'expliquer :

« M. Ferhat Abbas a beaucoup zigzagué au rythme du siècle, passant insensiblement, dans les années 30, du maurrassisme à l'assimilationnisme, dans les années 40, du maréchalisme à l'autonomisme, dans les années 50, de l'indépendantisme avec le FLN à l'association avec De Gaulle, jusqu'à devenir, dans les années 60, le chantre de l'unité et de l'expansion françaises. »

Questionné sur ce choix en conférence de presse, le Général assumait sans ambages le caractère symbolique de cette nomination :

« On ne dira jamais assez combien la page est tournée. M. Ferhat Abbas, dont les compétences ne sont plus à démontrer, me semble parfaitement qualifié pour exercer cette fonction et prouver ce qui doit toujours l'être. »

Par delà des habiletés de l'esprit, l'opération relevait, aussi et surtout, d'un calcul éminemment politique. Au cours des années qui suivirent le Transfert, l'Algérie avait connu un développement accéléré, plus encore que les autres provinces françaises. Cet essor, spectaculaire à tout point de vue, en amplifiant encore le phénomène observé depuis 1958, impressionna considérablement ses deux voisins, la petite Tunisie et le grand Maroc, en même temps que le reste du monde. Le ministère Abbas sut tirer le meilleur parti de ces circonstances favorables, prouvant du même coup qu'il était bien, comme l'avait pressenti De Gaulle, l'homme de la situation. Au rendez-vous de la géographie autant que de l'histoire...

L'Algérie poursuit son ascension

Comme Alger, siège du gouvernement et du Parlement, tout le reste de l'Algérie était entré dans une seconde phase de sa mutation. Selon un mouvement naturel, le géant du Maghreb entraîna dans son orbite toutes les régions voisines.

À soixante-dix ans, homme d'expérience respecté de tous depuis son ralliement au Général en 1960, Ferhat Abbas présentait la personnalité idéale pour tirer parti de cette phase historique avec le plus de profondeur. Le doigté dont le Président faisait preuve, une fois de plus, dans le choix de son Premier ministre, força l'admiration non seulement de la presse française, mais aussi, pour la première fois, des journaux russes et américains. Il est vrai qu'à l'Est comme à l'Ouest, le vent avait tourné. Le Kremlin, par la voix de Léonid Brejnev, et la Maison-Blanche, par celle de Bob Kennedy, avaient salué la nomination d'un « *homme compétent* » aux yeux de Washington, et un « *artisan de la paix* » selon Moscou. Du fond de leur cellule de Fresnes, seuls Jean-Paul Sartre et Raymond Aron se fendirent d'un communiqué commun, par lequel ils condamnèrent « *le choix obscène qui consiste à nommer Premier ministre un homme qui fut toute sa vie un apologiste du colonialisme, quand il n'agit pas en imposteur et en traître de la liberté* ». Ce que le Général commenta, en coulisses, reprenant à son compte un proverbe arabe :

« Le loucheur grimace et le grand truque, quand la caravane passe... »

Images indiscutablement saisissantes...

Écologie gaullienne : le discours de Tamanrasset

Le 20 mai 1969, trois jours après la nomination de Ferhat Abbas au poste de Premier ministre, le président De Gaulle se rendit accompagné du nouveau chef du gouvernement à Tamanrasset, dans le sud algérien. L'Élysée avait annoncé que « *le Général prononcera un grand discours qui marquera un tournant écologique pour la région et pour la France* ».

Le Général embarqua en milieu de matinée dans la Caravelle présidentielle, à l'aéroport flambant neuf d'Alger-Capitale, et posa le pied à Tamanrasset à midi pile.

Cinq cents cavaliers venus de toute la région s'étaient massés sur le tarmac pour l'acclamer. Les photographes immortalisèrent dans un cliché en couleurs devenu mythique le Général saluant au garde-à-vous, en haut de la passerelle, cette foule de cavaliers dans leurs costumes d'apparat, également au garde-à-vous.

Le grand homme quitta l'aérodrome et gagna Tamanrasset. Sur la grand-place, sous un soleil de plomb, dans son uniforme de général de brigade, le président de la République passa en revue quelque deux cents méharistes et leurs dromadaires, et assista à une fantasia qu'il jugea « *la plus fameuse* » qui lui avait été « *donné de voir* ».

Enfin, le Général monta sur le podium dressé à son intention et, devant une foule qui lui était entièrement acquise, il déclara :

« Merci, mes chers compatriotes, pour cet accueil que n'oubliera jamais mon vieux cœur de soldat ! Comme il n'oubliera jamais, aux temps anciens de la rébellion, le soutien que vous avez toujours témoigné à la France. (...) Et puisque vous savez tout ce que la France a fait pour qu'Alger trouve la place qu'elle mérite dans la République que j'ai restaurée, je suis venu vous dire que je ne vous ai pas oubliés. Il n'est pas bon que notre Sahara reste un espace où la vie, si précieuse, soit si rare. Je suis venu ici, à Tamanrasset, pour annoncer à ceux qui sont les premiers concernés, vous, les Français des horizons des sables infinis, qu'un grand canal va être creusé, depuis la côte algérienne, pour apporter la mer et ses bienfaits jusqu'aux confins de notre cher grand désert ».

À ces mots, la foule se mit à scander, pendant de longues minutes, à la fois enthousiaste et solennelle : « *Général ! Général ! Général !* »

De Gaulle reprenait un vieux projet datant du XIXe siècle utopiste. À l'époque, quelques esprits farfelus, constatant qu'une partie du Sahara forme de vastes cuvettes situées sous le niveau de la mer, avaient sérieusement envisagé de profiter de cette réalité géologique pour inonder ces terres arides, en y déversant l'eau des océans, afin de créer quatre petites mers intérieures au nord du Continent. Ce projet pharaonique resta, faute de crédits, dans les tiroirs à rêves des ingénieurs.

Le Général rappela au public cette genèse du projet qu'il entendait mener à bien, et expliqua :

« Les moyens modernes dont nous disposons à présent, les bouledozeurs, les grues, les excavateurs et autres engins qui décuplent prodigieusement les forces de l'homme, permettent de réaliser les ambitions impossibles du passé. L'énergie, sous forme de pétrole et de gaz, que recèle le sous-sol algérien, nous donne opportunément les moyens de notre entreprise. (...) Ces mers nouvelles, je veux qu'on les appelle les Mers Touarègues, en hommage à nos populations du désert qui, au plus fort de la crise qui secoua l'Algérie, sont toujours restées, aux côtés de la France, d'une fidélité exemplaire. »

Une nouvelle fois, la foule scanda : « Général ! Général ! Général ! »

Puis le Président annonça qu'un programme de recherche sur l'énergie solaire serait lancé :

« Il m'apparaît que notre Sahara, si sec, possède simultanément, dans son ciel, la source permanente de sa possible régénération. Les historiens nous racontent que jadis, ces vastes étendues de sables étaient verdoyantes. Et moi, je dis qu'il faut qu'elles le redeviennent ! La mer que nous allons y installer y contribuera. (...) Mais je veux aussi que nous utilisions le soleil pour disposer de l'eau douce dont ont besoin les plantes. Nous créerons des usines de dessalement de l'eau de mer dont nous aurons à foison. (...) Je demanderai aussi à nos ingénieurs de mettre au point des machines autonomes, alimentées par l'énergie solaire, qui tireront l'eau de l'air, selon le principe de la condensation dont suinte, lorsqu'il fait

chaud, une bouteille fraîche sortie de nos modernes réfrigérateurs. Je veux que d'autres machines encore récoltent la rosée nocturne et en abreuvant la végétation. Je veux abreuver les sables d'eau. De la sorte, le désert se couvrira, de loin en loin, de plantes, d'arbres et de fontaines pour les habitants et les voyageurs. Peu à peu, l'aridité reculera, remplacée par des jardins, berceaux de vie. (...) Que mille oasis fleurissent dans notre Sahara ! Vive Tamanrasset ! Vive le Sahara ! Vive la République ! Et vive la France ! »

« Général ! Général ! Général ! », répondit une fois encore la foule dont l'enthousiasme toucha au délire.

*

* *

Lancé au cours de l'été 1969, le projet « *Sahara-Méditerranée* » changea le plus grand désert français en jardin. Au cours des années et des décennies suivantes, grâce aux « *mers Touarègues* », quatre petites mers presque jumelles, les immenses champs de dunes se couvrirent de palmeraies, d'exploitations agricoles, de fleurs et de végétations diverses. Cette mue du paysage, avec ses mers perpétuellement azurées, ses plages de sable blanc à perte de vue, ses vallées de verdure côtoyant les régions laissées délibérément au désert, transformèrent le Sahara en destination touristique très à la mode, vantée par le célèbre slogan :

« *Océan de dunes et marée d'oasis* »

Avant de clore son discours, le Général eut à cœur de montrer qu'il n'oubliait pas les autres provinces de France. L'Algérie – dont le Sahara débordait, il est vrai, les frontières administratives – n'était pas sa seule « *chouchoute* », comme l'en soupçonnait, depuis 1966 et de façon récurrente, Sirius dans *Le Monde*.

« *Mais je pense aussi au reste de notre empire. Dans nos territoires d'Europe, d'Afrique et d'Asie, partout les moustiques sont un fléau. Au mieux ils nous enquiennent, mes*

chers compatriotes, au pire ils nous tuent, en transportant et propageant des maladies. J'entends donc que soient mis en place, définitivement, les moyens de circonvenir ce grave problème. Partout où c'est nécessaire, seront mis en place des foyers, fabriqués en bois imputrescible ou en béton, destinés à accueillir de vastes colonies de prédateurs des moustiques. Je songe, en particulier, aux chauves-souris, aux hirondelles et aux martinets, dont il s'agit de nous faire des alliés. »

Après son discours, le Général donna une conférence de presse. Interrogé par les journalistes sur la campagne que Brigitte Bardot venait de lancer en faveur des bébés phoques du Canada, le Général déclara :

« Mademoiselle Bardot a raison de se soucier de ces animaux qui sont bien mignons. (rires dans la salle) Ils sont mignons, c'est vrai. (nouveaux rires dans la salle) Mais point trop n'en faut. Devenus adultes, ces animaux sont bien moins mignons, et surtout dévorent beaucoup de poissons, de crustacés et autres mollusques. Or les poissons, les crustacés et les mollusques eux aussi, sont mignons. (éclats de rires dans la salle) Je ne crois pas que Mademoiselle Bardot me contredira sur ce point. Je crois aussi qu'il convient surtout de se garder, sous prétexte de protéger les créatures, d'assouvir je ne sais quelle misanthropie. Protéger les espèces menacées par l'activité humaine, la surexploitation du règne animal et du règne végétal, voilà chose juste autant que nécessaire. Mais non pas en harcelant l'homme ! En vérité, je vous le dis : aidons plutôt la nature à faire face au prédateur suprême que nous sommes. Le reste n'est qu'utopie. S'il faut, bien sûr, qu'il y ait des phoques et des bébés phoques, il ne faudrait point que ceux-ci devinssent trop nombreux et que leurs dévastations s'ajoutent aux nôtres. Veillons donc à ce qu'ils prospèrent, non à ce qu'ils prolifèrent. Sans quoi bien d'autres espèces paieraient, en plus de nos pêcheurs, un lourd tribut à cette mauvaise fantaisie. (...) Aidons la nature, ai-je dit. Favorisons donc, aussi, la reproduction des poissons et des autres créatures marines. Pour ce faire, multiplions leurs zones de frai. Nos mers Touarègues en sont, par elles-mêmes, le

meilleur exemple. (...) Pour les animaux marins, créons, partout où c'est possible, des récifs artificiels, des repaires, des girones, puisque le commandant Cousteau nous a appris que c'est dans les anfractuosités rocheuses que ces bêtes trouvent leurs pouponnières de prédilection. De même, je l'ai dit, nous bâtirons, dans les forêts, pour les chauves-souris et les hirondelles, près des lacs et des étangs, pour les batraciens, et dans les villes nous multiplierons les abris pour les oiseaux menacés. Je pense, en particulier, à nos chers moineaux. Qui sont bien mignons. (énormes éclats de rire dans la salle) »

Une dernière question porta sur « *les loups et les ours que certains voudraient protéger voire réintroduire dans les espaces montagneux, en métropole* ».

Le Général sourit et répondit :

« Les loups et les ours ne sont pas mignons. (rires dans la salle) Ces prédateurs redoutables n'auront leur place que dans des réserves rigoureusement closes. Nous veillerons à ce que ce principe soit strictement respecté, pour la tranquillité des promeneurs, des bergers et de leurs troupeaux. La remarque vaut, bien entendu, pour les fauves et les grands prédateurs de toutes nos provinces, lions, tigres, panthères, crocodiles et autres requins mangeurs d'homme. Il y a bien assez d'espèces à maintenir en liberté et même en vie. Rien ne justifie de s'obliger à en favoriser certaines sous prétexte que leurs allures inquiétantes fascinent, en frappant l'imagination, quelques imbéciles. Il n'est pas question que de malheureux innocents pâtissent du petit nombre d'entre elles qui pourraient faire de cette liberté un mauvais usage. Cette remarque vaut aussi pour les hommes, autre variété d'animal... (rires et applaudissements dans la salle) »

Alain Peyrefitte, commentant cette dernière assertion gaullienne, nota dans ses *Carnets* : « *Il doit penser à Debré* ».

Vers l'Afrique industrielle

Selon le vœu de Charles de Gaulle, François Mitterrand, reconduit lui aussi à son poste de ministre de l'Industrie, fit en sorte que la Régie Renault implantât deux usines en Algérie (Alger et Oran, 1972), et bientôt deux autres en Afrique subsaharienne, au Sénégal, dans la banlieue de Dakar (1973), et au Gabon, non loin de Libreville (1974). « *La proximité de la mer facilitera le transport* », avait expliqué le ministre, et « *la répartition des centres de production permettra de diffuser les savoir-faire aussi bien que les véhicules au profit de l'équipement des populations* ». Interrogé à l'Élysée sur ce vaste projet par des journalistes du *Figaro*, du *Nouvel Économiste* et du *Monde*, le Général argua, quant à lui, que « *l'automobile est un droit* » pour tous les Français, sachant que l'État veille, « *depuis bien des années déjà* », à « *la construction d'un vaste réseau routier qui trouvera ainsi sa pleine utilité* ». Le Président ajouta : « *Il ne vous échappe pas qu'il ne serait pas très rationnel de maintenir l'implantation exclusive, en métropole, d'une production qui intéresse toute la France, tandis que le manque de bras se fait cruellement sentir en Europe, tandis qu'ici, en Afrique, notre pays regorge d'énergies et de ressources, aussi bien en matières premières qu'en cerveaux et en bras, tout ce dont l'industrie est friande, en particulière l'industrie automobile* ».

Au cours des premières années de son installation en Afrique, la Régie Renault produisit seulement des 4L, véhicule bon marché, robuste et rustique particulièrement bien adapté au continent. Mais dès 1975, une berline « *de luxe* » baptisée la « *Tombouctou* » sortit des usines d'Alger et de Dakar, et trouva de nombreux adeptes, y compris au nord de la Méditerranée.

L'exemple de la Régie Renault fut bientôt suivi par Peugeot (1974), Citroën (1975) et Facel-Véga (1977), mais aussi par

bien d'autres industries (Péchiney, Usinor, Alsthom, etc.). Comme l'avait prévu le Général, les succès de Renault avaient décidé bien des capitaines d'industrie à franchir le pas, en démontrant la qualité des travailleurs africains, tout en prouvant la capacité d'absorption des marchés locaux. Visionnaire, une fois de plus, autant qu'habile stratège, De Gaulle avait, par l'automobile, ouvert la voie au déploiement et à l'essor industriel de l'Afrique entière.

Parallèlement, Krasu poursuivit son œuvre. La cinquième semaine de congés payés fut mise en place en 1974, l'intéressement et la participation furent à nouveau doublés en 1975. Bénéficiant à la totalité des travailleurs, ces mesures contribuèrent au décollage économique de l'ensemble des territoires de la République, en même temps qu'au progrès social aux quatre coins de France. « *À quoi bon devenir la première puissance économique mondiale, avait interrogé De Gaulle en conférence de presse, si l'on n'en devient pas la première puissance sociale ?* » Tout était dit.

Le cas Mobutu

De Gaulle déclara à la télévision, le 8 mars 1970 :

« Mobutu était fou. Il s'apprêtait à lancer son pays dans une sorte de révolution culturelle d'opérette parfaitement farfelue, et d'ailleurs servilement copiée sur celle de Mao. Un soi-disant retour aux sources africaines réduit, en réalité, à un simulacre de fabrication chinoise [sic], dont l'unique objet était, dans l'esprit de ce moule-à-gaufre, d'asseoir son pouvoir personnel et d'écrabouiller sa malheureuse population. Pris dans cette aventure toute de démesure et de démagogie, il ne fait aucun doute que ce petit bonhomme aurait tout mis en œuvre pour abrutir son peuple et dévaster le pays tout entier. Avec de telles méthodes, je ne donne pas cher de l'indépendance des Congolais, et même de la peau de beaucoup d'entre eux. Ils auraient fini, plus vite qu'on ne le croit, par s'entre-

tuer dans un bain de boue. (...) Heureusement, le peuple s'est soulevé et en a appelé à la France. Son excellence le Premier ministre congolais, son Assemblée nationale et son Armée, lui ont emboîté le pas. La France, en tant que grande voisine et cousine à tant de titres, je dirais même en tant que sœur de l'eau, puisque le fleuve Congo irrigue nos deux pays, a décidé de répondre à l'appel. (...) Pour l'heure, l'armée française stationne à Léopoldville, Mobutu est entre nos mains. Tout cela s'est passé sans aucun combat, pour ainsi dire sans effusion de sang, puisque c'est la garde présidentielle qui a capturé Mobutu et nous l'a livré dès notre arrivée. Le tyran déchu sera prochainement remis à la justice congolaise. Et pour clore ce processus rédempteur, dans deux mois exactement, tout le territoire ira aux élections. La France s'y engage. Et De Gaulle y veillera. »

Ce que le Général ne précisait pas, c'est que l'intervention française, si elle avait pour but bien concret de sauver les étudiants qui avaient brandi des drapeaux tricolores, n'avait attendu l'appel ni du Premier ministre, ni de l'armée congolaise. Ceux-ci ne la réclamèrent que lorsqu'elle fut déjà là, officiellement à la rescousse des étudiants menacés par la police. Au demeurant, il était parfaitement exact que le ralliement de l'armée puis du Premier ministre, enfin l'intervention de la garde présidentielle, s'étaient promptement produits, et avaient permis, tout à la fois, de prévenir toute réaction du pouvoir mobutien et de lever le siège de l'université. La police n'avait pas eu envie d'éprouver ses capacités face à l'armée congolaise qu'épaulait désormais l'armée française. Ce que De Gaulle ne précisait pas non plus, c'est que, deux mois plus tard, à l'occasion des élections, le Congo serait appelé à choisir son statut, comme l'avaient fait les territoires de l'AOF et de l'AÉF dix ans plus tôt...

Aux journalistes qui, lors de la conférence de presse du 5 mai 1970, s'étonnèrent de cette possibilité qui « *n'avait pas été mentionnée initialement* », De Gaulle répondit familièrement, un peu bourru : « *Que voulez-vous que je vous dise, le*

gouvernement provisoire du Congo réclamait que cette option fût proposée au peuple congolais qui depuis plus de dix ans, nous a-t-il dit, a manifesté de mille et une façons son désir que cette possibilité lui fût offerte. Et vous auriez voulu que la France refusât de donner la parole à des populations qui souhaitaient qu'on la leur donne ? C'est le vent de l'histoire qui souffle ici, Mesdames et Messieurs les journalistes, encore une fois, pour la France. Pas plus qu'hier, ce grand courant ne trouvera en moi un obstacle, mais bien plus, comme hier, un allié lucide et résolu. »

Cet argument démocratique ne suffit pas à convaincre tout le monde, en particulier parmi les représentants de la presse anglo-saxonne. Une journaliste du *New York Times*, le cheveu ras et le ton pincé, interrogea De Gaulle sur la « *légalité et la légitimité internationales* » d'un tel « *montage* ».

Le Général considéra quelques secondes la jeune femme d'un œil glacial, esquissa un léger sourire et siffla :

« Vous êtes sans doute trop jeune, Madame, et surtout pas assez française, pour vous rappeler les accords franco-belges de 1884, confirmés en 1908. Ces accords reconnaissent à la France un droit de préemption sur le Congo du roi Léopold, dans le cas où celui-ci eût renoncé à sa souveraineté sur ce vaste territoire. En février 1960, lorsque Bruxelles refusa absurdement d'accéder aux légitimes revendications égalitaires des Congolais et préféra leur accorder l'indépendance, j'ai bien sûr songé à faire valoir, en toute légalité et légitimité internationales, cet argument de droit. (Le Général laissa passer quelques secondes, avant de reprendre, débonnaire.) Mais à l'époque, après mûre réflexion, il m'a semblé judicieux de laisser aux populations du Congo la jouissance de leur liberté nouvelle. Aujourd'hui que celle-ci leur a été âprement confisquée et qu'elles ont décidé, pour sortir de la duperie mobutienne, de faire appel à la France, j'espère que ces traités auront l'heur de conférer la légalité et la légitimité qu'à vos

yeux, Madame, la volonté du peuple congolais ne possède en soi-même... »

Le décontenancement se lisait sur le visage de la journaliste. La malheureuse ignorait, à l'évidence, ce subtil point d'histoire. Et la réponse du Général, en un seul trait, avait démontré la navrante vacuité de son argument, tout en pointant le mépris dans lequel cette représentante de l'*establishment* états-unien tenait le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Chacun mesurant l'ampleur du camouflet, de petits rires parcoururent la salle. L'œil pétillant, le Général eut de la main un geste indulgent et lâcha, faussement bonhomme :

« Allons, allons, Mesdames et Messieurs, nul ne peut tout savoir ! Nobody's perfect... »

Deux mois plus tard, comme promis par l'Élysée, le peuple congolais s'exprima dans le cadre du référendum dûment organisé sous le double contrôle de l'administration et de l'armée. Sans surprise, le OUI à la départementalisation l'emporta largement, par 89% des suffrages exprimés. Dans la capitale sise sur l'autre rive du fleuve Congo en face de la française Brazzaville, dans Léopoldville récemment rebaptisée Kinshasa (aujourd'hui Quinchassat) par Mobutu avant sa chute, le score frôla les 100%.

Avec ses vingt millions d'habitants, son immense territoire de deux millions de kilomètres carrés et ses ressources colossales, notamment en diamants, en bois rares, en uranium, en or et autre métaux précieux, le moins que l'on puisse dire, c'était que le Congo anciennement belge était une prise de choix pour le régime gaullien.

Comme le nota Jean Lacouture, « *ce ralliement acheva de poser la France, et de loin, en première puissance africaine* »...

Razzia au Fezzan

Glorieuse conquête de Leclerc sur l'Italie mussolinienne en 1943, énième abandon de la IV^e République définitivement évacué en 1956, Eldorado pétrolier inlassablement défendu au prix de sa vie par l'archéologue visionnaire Conrad Kilian, dont la figure martyr avait présidé au retentissant procès Schuman...

Aux yeux du Général, le Fezzan revêtait, depuis près de trente ans, une importance capitale, à la fois symbolique et stratégique : « *Le Fezzan doit être la part de la France dans la bataille d'Afrique. C'est le lien géographique entre le Sud tunisien et le Tchad* », avait télégraphié le chef de la France libre au général Leclerc, le 2 décembre 1942.

Comme le note Marien-N'Gol Cissoux : « *L'ardente passion donna des ailes supplémentaires au Génie virevoltant. Le retour à la France de cette province aimée peut être à bon droit considéré comme l'un des sommets de la diplomatie gaullienne.* »

*

**

Le 1^{er} septembre 1969, le vieux roi de Libye, Idris I^{er}, âgé de quatre-vingts ans, était en séjour médical en Turquie lorsqu'il apprit qu'une junte militaire venait de faire un coup d'Etat à Tripoli. Immédiatement arrêté par les rebelles, son neveu Hassan Reda, prince héritier, fit savoir qu'il « *se démettait de ses pouvoirs, renonçait à ses droits et appuyait le nouveau régime* ».

Estimant que le prisonnier n'était « *évidemment pas libre de ses choix* », Idris I^{er} appela à l'aide les deux puissances auxquelles il devait son trône, l'Angleterre et des États-Unis.

Colonie italienne depuis 1912, la Libye (Tripolitaine et Cyrénaïque) était passée à la faveur de la Seconde Guerre mondiale sous l'influence de la Grande-Bretagne et des États-

Unis. Ces deux pays intriguèrent ensuite contre la France jusqu'à obtenir son départ du Fezzan.

Après un bref flottement, le Premier ministre Harold Wilson et le président Robert « Bob » Kennedy jugèrent la situation compromise. Surtout soucieux de préserver les intérêts de leurs compagnies pétrolières, ils refusèrent d'intervenir.

Le journaliste Béchir Ben Yahmed expliqua dans *Jeune Afrique* :

« Après deux longues journées d'hésitation qui ont semblé durer une éternité, Idris I^{er} s'est résolu à se tourner vers la France. Ses liens étroits avec Londres et Washington, sa qualité d'allié du FLN au temps de la guerre d'Algérie, ne le mettent pas en odeur de sainteté à Alger, et il le sait. Depuis dix ans, Charles de Gaulle entretient d'ailleurs avec le souverain sénoussi des relations aussi polies que froides et distendues. »

Appeler au secours le grand voisin français, c'était pour le roi de Libye aller à Canossa. Mais l'heure était grave et le temps pressait. Chaque jour effaçait sa légitimité tout en affermissant celle des putschistes...

Le 3 septembre 1969, un communiqué de l'Élysée tomba comme un météore dans la mare internationale : une « *rencontre au sommet* » réunissait « *en ce moment même* » au centre de commandement du port militaire de Mers el-Kébir, près d'Oran (Algérie) Charles de Gaulle et Idris I^{er}. Ce dernier était arrivé dans la nuit incognito, à bord d'un avion de l'armée de l'air tricolore spécialement affrété. La nouvelle n'avait pas fini d'étonner lorsqu'un second communiqué élyséen annonça que le président tunisien Habib Bourguiba, arrivé tout aussi secrètement, prenait part à la rencontre.

À l'issue de l'entretien, les trois dirigeants donnèrent une brève conférence de presse. S'exprimant le premier, Bourguiba déclara que « *le seul pouvoir légal en Libye, c'est Idris I^{er}* ». Prenant à son tour la parole, De Gaulle expliqua que « *la*

France ne saurait tolérer qu'un putsch renversât à son nez et à sa barbe un chef d'État légitime jouissant de la pleine reconnaissance internationale, au profit d'officiers séditieux dont, à l'heure qu'il est, on n'a même pas vu la tête ».

Par une habileté bien comprise, l'identité du chef des putschistes était tenue secrète. Personne ne savait qui dirigeait la « *révolution socialiste* » en cours depuis trois jours à Tripoli...

Pour clore la conférence de presse, Idris I^{er}, apparemment très fatigué, remercia « *chaudement* » ses nouveaux « *alliés* ». D'une voix éraillée et tremblante, il promit, dans un français prononcé avec un fort accent, puis en arabe, « *la clémence pour les innocents [qui le rallieraient] et le châtiment suprêmes aux félons qui n'osent pas dire leur nom.* »

Les trois hommes se congratulèrent sous les éclairs des photographes puis embarquèrent ensemble sur le *Nkoué Mbali*.

Léon Zitrone, commentant en direct l'événement sur toutes les ondes de l'ORTF, s'enthousiasma :

« Aujourd'hui, 3 septembre 1969, le vaisseau amiral de la Marine nationale accueille, fait exceptionnel, en tant que chef des Armées, le général de Gaulle qui a décidé de conduire lui-même cette opération. C'est donc avec à son bord des hôtes de marque exceptionnels que notre magnifique porte-avions Nkoué Mbali, transformé en palais de l'Élysée flottant, appareille en ce moment même, sous vos yeux, à onze heures précises, par temps clair, ici à Mers el-Kébir ! »

Dès sa sortie du port, le navire fut salué par le *Vercingétorix*, dont les puissantes cornes de brume bramèrent cinq fois dans la baie. Les deux porte-avions et leur impressionnante escorte, dont les quatre croiseurs *De Grasse*, *Colbert*, *Kahina* et *Jeanne d'Arc* (porte-hélicoptères), flanqués de cinq frégates lance-missiles, le *Suffren*, le *Malamine*, le *Bounkhong*, le *Duquesne* et l'*Archinard*, mirent le cap à l'Est.

L'appareillage de la Royale tétanisa les chancelleries près d'une heure entière. Au Caire, Gamal Abdel Nasser rompit le silence en premier. Le président égyptien se déclara « *gravement préoccupé* » mais afficha une prudente neutralité, appelant « *tous les protagonistes à faire preuve de responsabilité* ». Plus véhément, le Secrétaire d'État du Foreign Office britannique, Michael Stewart, stigmatisa « *une nouvelle manifestation du bellicisme français* », tandis que Robert « Bob » Kennedy, sans se prononcer sur le fond, annonça que le porte-avions *USS Saratoga*, qui croisait jusque-là au large de la Crète, faisait cap sur Tripoli pour « *observation* ». De leur côté, Soviétiques et Chinois montrèrent peu d'empressement à soutenir les putschistes libyens, quoique ceux-ci se réclamassent du socialisme. Moscou se contenta de mettre « *en garde Alger et Washington contre une étrange entreprise pleines de chances mauvaises* », tandis que Pékin enjoignit « *à chacun de rester dans la mesure et la raison* ». Sous le « *globe de porphyre de l'admirable jeu gaullien* » (André Malraux), ces remous ne ralentirent nullement l'armada française. Seize heures plus tard, elle fit sans encombres sa jonction avec les porte-avions *Faidherbe* et *Abd el-Kader* qui avaient quitté Bizerte en fin d'après-midi, aussitôt rejoints par trois frégates de la Marine tunisienne : Tripoli n'était plus qu'à dix heures de mer...

*

* *

À l'aube du 4 septembre 1969, la planète fixait le rivage des Syrtes en se demandant ce qu'il allait en surgir.

Sur le pont du *Nkoué Mbali*, l'air du large avait manifestement requinqué le petit roi libyen. Son *jard* traditionnel soulevé par le vent, Idris I^{er} répondit aux questions d'Emmanuel de La Taille. Au prix d'une véritable prouesse technique, depuis ce grand bateau qui cinglait en Méditerranée, l'ORTF diffusait l'entretien au même moment sur tous les écrans de France.

Invoquant « *la légalité internationale* », Idris I^{er} accusa Londres, sans le nommer, de « *soutenir l'insoutenable* ». Puis il approuva « *l'envoi du bâtiment américain* », ajoutant que « *mieux vaut tard que jamais* ». À l'adresse des Soviétiques et des Chinois, il souligna que cette opération était « *une belle entreprise remplie de chances magnifiques* » et qu'elle demeurait « *justement placée sous le signe de la mesure et de la raison, comme en attestent les bons offices de la France et de la Tunisie* ». Enfin, il lança « *un salut amical* » à « [son] *cher frère* » Nasser.

Autant de formules ciselées dans lesquelles certains crurent déceler « *la signature du ventriloque Charles de Gaulle* » (*Chicago Tribune*). Ce dernier et son homologue tunisien, côte à côte, très souriants et détendus, répondirent à leur tour aux questions du journaliste. Reprenant les mots du roi, ils se félicitèrent de « *l'arrivée de nos amis Américains, dont le soutien est bienvenu pour nous épauler dans cette démarche salubre* » (De Gaulle), tout en invitant « *chacun à prendre sereinement sa part dans le retour de la légalité internationale en Libye* » (Bourguiba).

Sous l'objectif des caméras et des appareils photos, ce « *grand Trio fraternel debout dans le Vent vivifiant de l'Histoire* » (*Le Matin de Dakar*) passa en revue les fusiliers marins au garde-à-vous devant d'impressionnants missiles « *avec une décontraction très bon enfant* » (*Paris-Match*).

*

* *

Dans le petit matin du 5 septembre, survolés de chasseurs Mirage et Etendard, les quatre porte-avions français et leur flottille marquèrent comme prévu la présence des Alliés devant Tripoli. Le lendemain, arrivés de Toulon, le *Foch* et le *Savorgnan de Brazza* mouillaient l'ancre à leur tour, cette fois devant Benghazi. Par un malencontreux hasard, l'*USS Saratoga*, victime d'une avarie d'hélice, fut contraint de faire escale à Malte.

Mais la mer n'était pas le seul théâtre d'opérations. Le ministère français de la Défense annonça « *d'importants mouvements de chars, d'hélicoptères, d'avions et de troupes franco-tunisiennes aux frontières est et sud du pays* » (AFP). Europe 1 et RTL avancèrent le chiffre stupéfiant – et sans doute un peu exagéré – de « *quelque 120 000 soldats français et tunisiens prêts à intervenir* » pour « *rendre force au droit* ». Avec leurs 7 000 hommes incomparablement moins entraînés et équipés, les troupes de la rébellion promettaient d'être rapidement écrasées. « *Peut-être même par leurs propres soins* », selon le mot du Général rapporté par *Le Figaro*.

Conformément à la loi gaullienne déjà énoncée lors de l'expédition du Deccan, ces grandes manœuvres suffirent à provoquer, en quelques heures, l'évaporation de la plupart des soutiens du chef du complot tripolitain. Son identité venait d'ailleurs d'être révélée : il répondait au nom de Mouammar Kadhafi, jeune capitaine de vingt-sept ans natif de Syrte (Cyrenaïque), mais originaire du Fezzan.

Le 6 septembre, tandis que les troupes alliées – fusiliers marins et Légion étrangère – prenaient possession de Tripoli, ville « *ouverte* » et « *immédiatement libérée* » (*Le Figaro*), on apprit que Mouammar Kadhafi, dont Idris I^{er} avait mis la tête à prix, s'était enfui dans la nuit.

Accompagné d'une poignée de fidèles, celui qu'on surnommerait bientôt « *l'Insaisissable* » avait réussi à passer entre les mailles du filet...

*

* *

S'ouvrit alors une chasse à l'homme effrénée et palpitante que maints films à grand spectacle et à grand succès ont depuis portée à l'écran.

Tout au long d'une incroyable équipée de plus de trois mille kilomètres, déjouant les pièges, volant dans les balles, déguisé en officier loyaliste, en marchand ambulancier, parfois même en femme entièrement voilée ou en palmier-dattier, en jeep, en

moto, en camion, parfois agrippé au ventre d'un chameau, Kadhafi parvint à échapper aux trois mille militaires, policiers et agents libyens lancés à sa poursuite et « *assoiffés de son sang* » (Idris I^{er})

Logiquement, c'est à Sebha, capitale traditionnelle du Fezzan, fief familial des « *Kadhafa* », que « *l'Insaisissable* » chercha son salut. Mais la « *ville-mère* », déjà retombée sous le joug des partisans d'Idris, l'accueillit à coups de lance-roquettes et d'obus de mortier.

Sa Peugeot 403 touchée par une dernière explosion de feu, c'est alors que le Fezzanais disparut des écrans radars. On sut plus tard qu'il avait poussé sa folle cavalcade jusqu'à Ghât, à 500 kilomètres de là. Cette modeste oasis aux murs de briques, selon la légende antique berceau de sa tribu, se trouvait à seulement quelques heures de marche de la frontière française...

*

* *

En ce début d'octobre 1969, moins de cinq semaines après son coup d'État avorté, Mouammar Kadhafi n'en menait pas large. Grâce au loyalisme instinctif des Bédouins, il était parvenu à sauver provisoirement sa peau et à établir son pouvoir sur le minuscule territoire de Ghât, qu'il s'était empressé de proclamer « *République populaire du Fezzan* ». Mais acculé aux confins sud-ouest du pays, dans ce réduit dérisoire, il avait beau répéter : « *D'une façon ou d'une autre, nous parviendrons à nous libérer du tyran Idris* », de tels espoirs pouvaient prêter à sourire. Car le « *Guide* » se trouvait totalement encerclé. À l'Est, la Libye d'Idris s'apprêtait à lancer l'assaut final et dressait déjà sa potence. À l'Ouest, l'immense France, superpuissance intercontinentale gouvernée par un homme d'exception, le « *grand Général de Gaulle* », le considérait d'un œil impavide, avec ses « *quelque cent trente mille hommes déployés du Fezzan à Tripoli et Benghazi* » (*L'Écho d'Oran*).

Par une « *ironie violacée de l'Histoire* » qu'il dégustait comme « *une potion de fiel* », c'est ce même Général de Gaulle dont il avait admiré la grandeur et envié la gloire durant toute sa jeunesse, c'est cet homme d'exception qui avait pesé de tout son poids pour contrecarrer son destin. Sans De Gaulle, le nom de Kadhafi aurait régné au moins un demi-siècle sur ce petit géant pétrolier et imprimé sa marque au reste du monde, comme un *autre* De Gaulle, baigné dans l'aube triomphante de « *l'ère des masses* », fort du pétrole à profusion qu'il sentait gronder sous ses pieds !

Vêtu du somptueux takakat indigo des marabouts de Ghât, Kadhafi se retira au désert. À l'heure où les troupes d'Idris I^{er} convergeaient pour « *écraser le petit serpent* », sous sa tente plantée dans les dunes, le fils du Fezzan entama une nuit de méditation. « *La plus importante de sa vie* », hallucinante expérience qui prit la forme d'une « *révélation* ». Vers quatre heures du matin, « *le ciel s'illumina d'un pur éclat d'or* » et la « *Vérité* » lui apparut sous la forme d'une « *merveilleuse musique céleste* ». La « *voix cristalline* » qui « *bruissait à [ses] oreilles comme le chant de mille anges* » lui expliqua que pour « *renverser la vapeur* », il devait « *en appeler à la Patrie de Robespierre et de Saint-Just, de Napoléon et de Charles de Gaulle* ».

*

* *

Au même moment, à l'Élysée, ce 5 octobre 1969, une rencontre de « *concertation sur la question libyenne* » réunissait De Gaulle et Bourguiba. Contre toute attente, elle donna corps au rêve kadhafien. Dans une déclaration donnée à deux voix sur le perron du palais, les deux chefs d'État appelèrent leur « *ami et allié Idris I^{er}, roi désormais incontestable de la Libye libre* », « *pour conjurer le pire* » (Bourguiba), à respecter « *la règle qui prévaut à l'ère de la décolonisation, c'est-à-dire le référendum d'autodétermination* » (De Gaulle).

Un mois plus tôt, c'est au nom de la « *légalité internationale* » que le Français et le Tunisien avaient soutenu sans

faiblir le régime chancelant du souverain sénoussi. Et c'est au nom de cette même « *légalité internationale* » qu'Alger et Tunis assumèrent à présent leur soutien au « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour le Fezzan* ». Les journaux états-uniens dénoncèrent une « *énième volte-face* » (*New York Times*, *Chicago Tribune*) tandis que les journaux français saluèrent une « *admirable constance* » (*L'Aurore*, *L'Écho d'Alger*).

La nouvelle cueillit le très pieux Mouammar de retour du désert. Il ne cacha pas l'émotion que lui inspirait le soutien de ses « *amies du Sud et de l'Ouest* ». Un soutien qui ne fut pas que politique. Selon le vœu du président De Gaulle, « *vivres, conseillers militaires et médicaments* » furent « *promptement acheminés* » à Ghât « *pour garantir le processus de sortie de crise* » (*La Voix de Vientiane*).

Cette aide se révéla précieuse. Au cours des mois suivants, elle permit à la « *République du Fezzan* » de résister aux menaces de Tripoli, en levant de fait le blocus dont elle était l'objet. Concrètement, la paix s'installa dans le réduit de Ghât et son autonomie, quoique « *non reconnue dans l'attente du référendum d'autodétermination* », fut désormais garantie par Alger et Tunis.

Mais la paix souvent prépare la guerre. À l'abri des menaces libyennes, le jeune « *président du Fezzan* » put, à partir de son bastion frontalier, procéder en seulement deux mois à une « *reconquista irrésistible* » (*Jeune Afrique*) de la totalité de « *son pays* » (*L'Écho de Ghât*).

Le 21 janvier 1970, les Forces franco-tunisiennes en Libye (FFTEL), avec leurs 130 000 hommes déployés à travers tout le pays, avaient été déclarées par Alger « *neutres* » et « *observatrices* ». Idris I^{er} ne pouvait donc plus compter que sur ses propres troupes. Celles-ci furent logiquement défaites par les armées fezzanaises suréquipées lors des batailles d'Al Aoueinat (25 janvier), de Mourzouk (14 février), Sebha (8 mars) et El Fogaha (4 avril). Sagement conseillé par les services français

(SDECE), Kadhafi laissa toujours autant que possible le temps à l'adversaire de se débander, et s'abstint de pousser son avantage au-delà du raisonnable. C'est-à-dire au-delà du grand tiers sud-ouest de la Libye, qui correspondaient aux limites officielles du Fezzan dans tous les atlas du monde. Légalité internationale oblige...

*

* *

L'indépendance du territoire fut reconnue par Tripoli en 1973, et sa départementalisation proclamée dès l'année suivante, sous l'égide des présidents De Gaulle, Bourguiba et Kadhafi. Ce dernier se félicita « *d'ainsi œuvrer, à [sa] modeste échelle, à la glorieuse marche de l'unité panafricaine* ».

Deux mois et demi seulement après le rattachement tunisien, le rattachement de la jeune République du Fezzan à la France fut approuvé par référendum le 13 mai 1974, avec un très absolu 100% de OUI. En Conseil des ministres, le Général conclut, très solennel :

« *Leclerc et Kilian sont maintenant vengés.* »

Par la suite, le trépidant et fantasque député puis sénateur de Sebha, Mouammar Kadhafi, dans ses splendides costumes Cerruti, Hugo Boss ou Castelbajac, toujours coiffé de ses fameuses toques bouffantes violet aubergine, jaune canari ou rose bonbon, invariablement accompagné de ses gardes du corps féminins ressemblant à s'y méprendre à des gravures de mode, l'imprévisible Colonel fit les beaux jours de l'Assemblée nationale, du Sénat et, dit-on, des nuits d'Alger, de Fort-Lamy et, bien sûr, de Paris...

La Tunisie rattachiste

L'extrême popularité dont Charles de Gaulle jouissait en France allait de pair avec le prestige grandissant qui auréolait le président français aux yeux des masses du monde entier.

La stature déjà immense de « *l'homme du 18 juin* » n'avait cessé de croître, au rythme des vastes chambardements sociaux, politiques et économiques que son art de gouverner avait entraînés. « *Quand elle est parfaitement tournée, la mayonnaise finit par déborder du seul mortier de la République* », expliqua le Général, en filant la métaphore culinaire, au maréchal Juin qui lui faisait remarquer que, selon un sondage récent, il était l'homme le plus populaire du monde. Un état de fait que vérifiait la Tunisie...

Dès le 31 décembre 1966, l'annonce du Transfert de la capitale à Alger avait provoqué des manifestations enthousiastes à Tunis, que le gouvernement de Habib Bourguiba n'essaya pas d'entraver.

Avec son acuité habituelle, le 27 juin 1967, De Gaulle l'avait annoncé à son homologue : « *Au train où vont les choses, vous ne serez pas longtemps sans voir se lever les rattachistes* ». Les partisans de la départementalisation firent, en effet, bientôt parler d'eux. La nomination de Ferhat Abbas au poste de Premier ministre, l'annonce retentissante du projet « *Sahara-Méditerranée* », enfin l'affaire du Fezzan qui vit la France et la Tunisie marcher main dans la main, mirent une série de coups d'accélérateur au phénomène.

À partir du 14 juillet 1970, des défilés furent organisés, encadrés pacifiquement par la police tunisienne, avec un succès populaire croissant. Trois ans plus tard, en juillet 1973, comme l'observait *Le Matin de Tunis*, « *les manifestations [en Tunisie] du 14-juillet relèvent du phénomène de société* ».

Ce 14 juillet 1973 au soir, après le défilé où les anciens combattants tunisiens de l'armée française marchaient en tête des cortèges en arborant leurs médailles et leurs drapeaux, des

milliers de manifestants allèrent danser dans des bals populaires, imités des bals populaires répandus en Algérie. Dans ces fêtes dansantes, hommes et femmes se mêlaient librement, quoique encore un peu timidement.

Le président Bourguiba avait bien sûr sa part dans cette évolution spectaculaire de la société tunisienne. L'ancien chef du très progressiste néo-Destour avait toujours œuvré pour l'émancipation de la femme, notamment en la gravant sur les tables de la Constitution de la jeune République, tout en s'affranchissant lui-même du carcan de la religion. L'homme avait défrayé la chronique, en plein ramadan 1964, en avalant d'un trait un verre de jus d'orange à la télévision. Sept ans plus tard, en cette année 1973, le phénomène généralisé des bals populaires était peut-être, selon le mot de Françoise Giroud, « *une dernière goutte de ce jus d'orange* ». En tout cas, cette mode festive revêtait l'allure d'une nouveauté pour la société tunisienne, en particulier dans les villes et villages de province. Davantage qu'un « *effet Bourguiba* », la plupart des observateurs y décelèrent l'influence moderniste qu'exerçait l'Algérie sur sa petite voisine.

C'est dans ce contexte que Habib Bourguiba, qui depuis 1967 se rendait chaque année en France à la fin du mois de juin, annonça que, pour la première fois, le Général lui rendrait visite à l'automne. Cette annonce de la venue du « *mythe vivant* » jeta le pays dans une joie stupéfaite.

Lors de ce voyage, les 21, 22 et 23 septembre 1973, la Tunisie offrit à De Gaulle le souvenir de ses périples en Algérie et en Afrique noire, quinze ans plus tôt, en 1958. Dès son arrivée à l'aéroport, des foules compactes lui firent cortège, en scandant la *Marseillaise* et en brandissant des drapeaux tricolores par milliers en même temps que des forêts de pancartes couvertes de slogans favorables à la France. Comme à l'habitude, les vieux soldats tunisiens, anciens de l'Armée d'Afrique et supplétifs en tout genre se tenaient au garde-à-vous, poitrines arborant médailles, au passage du grand homme. Mais ce qui frappa le plus, c'est qu'à Tunis les hommes comme les femmes et les enfants saluaient militairement le grand chef...

Au terme du séjour, après un entretien de trois heures au palais présidentiel de Carthage, l'annonce d'un référendum sur la départementalisation de la Tunisie fut vécue comme une délivrance par l'opinion tunisienne.

Le 20 février 1974, le rattachement recueillit 92% de OUI. Le 1^{er} mars de la même année, la Tunisie devint un département français. Maroc en ligne de mire.

Le dégel marocain

« *Jamais deux sans trois* », avait joyeusement observé De Gaulle, le 14 octobre 1974, en annonçant qu'à son tour, le Maroc rejoignait la « *famille française (...) à la faveur des tractations conduites sous la responsabilité du gouvernement de M. Abbas, que je tiens ici à féliciter, au nom de la France, pour la qualité de sa diplomatie* ».

On sait qu'au Maroc, selon les analyses du Général, les progrès du « *rattachisme* » avaient longtemps été bridés par les souvenirs désastreux qu'avait laissés « *la politique de Gribouille, et plus vraisemblablement d'Ubu de la IV^e République* » (De Gaulle).

Au demeurant, « *tout obstacle, aussi monumental soit-il, a ses limites* », avait insisté le Président. La poursuite opiniâtre de l'Intégration avec pour points d'orgue la scolarisation de masse (en 1975, la totalité des provinces françaises, Congo-Quinchassat compris, affichaient un taux de scolarisation de l'ordre de 100%), l'essor agricole et industriel, le choc du Transfert et la fabuleuse épopée du Fezzan, cette série ininterrompue de bonds politiques s'ajoutant au sidérant plan de Tamanrasset qui portait la mer dans le désert verdoyant, tout cela avait concouru à l'immense popularité du Général, lequel apparaissait désormais comme « *un nouvel Alexandre le Grand, un empereur bâtisseur, l'égal des plus grandes figures de l'Histoire* » (Jean d'Ormesson). Un phénomène que le

pouvoir français décuplait à grand renfort de propagande et de « *culte de la personnalité* » (Emmanuel Todd).

Les populations marocaines, selon un sondage, désiraient à une nette majorité réintégrer à leur tour l'ensemble français. Il est vrai que leur pays, s'il bénéficiait d'une large ouverture sur la mer et pouvait, contrairement à l'Algérie et à la plupart des départements, s'enorgueillir d'une histoire nationale antérieure à la colonisation, semblait à présent un îlot incongru dans l'océan français.

Insensiblement, comme en Tunisie, le glissement du peuple vers la sphère française emprunta la voie des bals populaires du 14 juillet, auxquels la Couronne jugea plus sage, à partir de 1974, de ne plus s'opposer.

On sut peu de chose des tractations secrètes qui réunirent les plus hautes autorités marocaines et le Premier ministre français, les 3, 4 et 5 avril 1975 à Tlemcen (Algérie). Il en ressortit que « *sa Majesté le roi [du Maroc] (...) soucieux de laisser son peuple choisir lui-même les destinées de la nation* » laisserait « *aux Marocains et aux Marocaines, mon cher peuple* » le soin de « *se prononcer par référendum* ». Sans que le mot fût prononcé, la départementalisation était bel et bien, désormais, une option. Au lendemain du triomphe attendu – 91% des électeurs marocains approuvèrent le rattachement à la France et la départementalisation – le roi annonça son abdication, tandis que le cabinet du Premier ministre, dans un communiqué, faisait savoir que « *M. Hassan Alaoui conserve le titre de commandeur des croyants* », tandis qu'était créé le titre de « *Grand Mouphti de France* », dont il assurerait désormais la charge.

Celui qu'on n'appelait déjà plus Hassan II avait abandonné au plan politique ce qu'il gagnait au plan spirituel : l'ancien souverain alaouite ne régnait plus sur les dix-sept millions de « *sujets* » marocains, mais veillait désormais sur les âmes de quatre-vingts millions de musulmans français. « *L'islam de France a désormais son Pape, et il a pour nom Hassan I^{er}* »,

titra *La Croix*. Fès, grande ville sainte du Maroc, en serait la Rome. Quant à sa doctrine, traversée comme un vitrail des Lumières de la France, elle allait rapidement éclairer le reste du monde musulman. Conformément aux vœux du Général. Et quelques coups de boutoir en sus...

Images de presse

Du côté du quatrième pouvoir, deux catégories de journaux s'étaient dessinées. Dans « *l'après 58* », seuls survécurent les titres qui avaient su épouser la « *mue gaullienne* » (Françoise Giroud). *France Observateur* ne tarissait pas d'éloges et de respectueuse considération à l'égard du Général sous la direction en chef de Jean Daniel et la plume acérée de Françoise Giroud, transfuges de *L'Express* ; après avoir longtemps ferrailé contre le régime, *Le Monde*, toujours tenu de main de maître par le très éclectique Hubert Beuve-Méry, louait, tout en accusant sa politique algérienne de favoritisme, l'« *évidence du bon sens et de la vision générale du Président* » ; *Le Figaro*, gaullolâtre devant l'Éternel, sous la houlette de Pierre Viansson-Ponté venu du *Monde*, avait dès l'origine voué au fondateur de la Ve République un culte absolu, lui valant le qualificatif d'« *organe central du fascismo-gaullisme* » dans *L'Humanité*.

A contrario, une seconde catégorie de titres avaient disparu. Tous ceux qui, faute d'avoir su accepter la nouvelle donne idéologique, avaient vu s'effondrer leurs ventes en même temps que disparaître tout soutien financier : *L'Express* (disparu en 1965), *Témoignage chrétien* (en 1966), et *Le Canard enchaîné* (1971).

La chute du journal satirique peut se résumer en quelques images qui se retournent contre lui. Depuis le début des années 60, sous le crayon dégoulinant ou torve de ses caricaturistes, *Le Canard enchaîné* ne représentait plus de Gaulle qu'en roi nègre, vêtu de plumes d'autruche, les oreilles percées de

pendeloques et le nez orné d'un os. Dans ce déguisement, le Président était toujours vissé sur un trône en défenses d'éléphant tendues de peau de zèbre ou de léopard, gouvernant à un globe miniature, à l'aide d'un sceptre d'ivoire gravé d'un énigmatique « *bouana-bouana* ». L'image céda le pas, selon les circonstances, à celle d'un interminable échalas en burnous, turban sur la tête et bâton de pèlerin à la main, voûté et psalmodiant d'imperceptibles « *Inch'Allah* ». Plus souvent, « *Dey Gaulle* » était figuré en calife à fleurs de lys obsédé par la conquête du monde, quelquefois en « *Gagastantin* » brûlant des icônes, dont celle du malheureux Michel Debré qui, du fond de sa cellule du fort de Pierre-Levée (île d'Yeu), était présenté, étrangement, en martyr. Lors du voyage du Général au Laos, en Une du journal, la caricature du plus illustre des Français adopta le costume traditionnel indochinois, chapeau conique en feuilles de latanier (appelé « *Nón lá* » comme l'indiquait une flèche sur le dessin), le visage révulsé en train de dévorer la terre. Autant de plaisanteries qui eurent pour effet de réduire drastiquement le nombre des lecteurs du journal, en particulier dans les régions d'outre-mer.

Marc Ferro note : « *Il semblait que le « Palmipède » fût incapable d'avalier le destin exotique du Général, et de s'apercevoir de la lassitude qui gagnait peu à peu ses lecteurs, y compris dans l'Hexagone.* »

L'érosion des ventes tout au long de la décennie 1960 tourna à la chute libre après l'éclatant succès du Transfert. En 1971, le « *Volatile* » ne tirait plus qu'à 10 000 exemplaires. C'est alors qu'une grave crise éclata au sein de la rédaction, qui opposa les tenants de la ligne « *gaullaphobe* » aux partisans d'un virage « *gaullophile* ». La scission était inévitable : les trois quarts des rédacteurs et des caricaturistes démissionnèrent en bloc, accusant la direction du « *Canard* » de « *rouler pour les États-Uniens et les Soviétiques qui n'y croient plus eux-mêmes, contre monnaie sonnante et trébuchante, surtout trébuchante, puisqu'à ce tarif, les ventes ne sont manifestement pas un problème* ».

Les démissionnaires fondèrent illico le *Canard Libéré*, « *organe satirique néanmoins décidé à renouer avec l'objectivité et la vérité* » selon les mots de l'éditorial du premier numéro. « *Comprendre voué au culte de Gagastantin en ses impériales carabistouilles et autres badingouines infamies* » répliqua le *Canard enchaîné*. Il est vrai que le nouvel hebdomadaire faisait maintenant rempart audit Gagastantin, se flattant de réserver ses flèches aux « *adversaires de tout poil* » du Général, et affublant *Le Canard enchaîné*, devenu logiquement son pire ennemi, de ce sobriquet : « *Le Canard enhainé* ».

Serge Bromberger note dans *D'un Canard l'autre* :

« *Henri Krasucki, encore lui, mais on ne l'apprit que bien plus tard, avait assuré le financement secret de la publication qui, très rapidement, grâce à son fulgurant succès – tiré dès mars 1972 à 500 000 exemplaires, atteignant le million six mois plus tard, à la faveur de l'élection présidentielle –, put voler de ses propres ailes. Et signer, entre-temps, l'arrêt de mort de son prédécesseur.* »

Relevant la disparition du confrère, le 14 avril 1971, *Le Monde* conclut simplement à l'« *obsolescence* » du défunt...

Vraie-fausse présidentielle

L'honnêteté impose de constater que l'élection présidentielle de décembre 1972 n'en fut pas vraiment une. Organisée autant que possible dans les règles, elle ressembla néanmoins davantage à une curieuse pièce de théâtre dont Charles de Gaulle était la vedette, et la bête noire Michel Debré. Véritable *Iago* shakespearien, ce dernier était d'ailleurs toujours incarcéré dans sa prison de l'île d'Yeu, « *moisissant au régime sec* » selon le mot du Général.

Au cours des semaines qui précédèrent l'élection, une rumeur relayée par la presse anglo-saxonne affirma que le

président français était atteint d'une « *longue maladie* ». Ferhat Abbas, Premier ministre, y mit rapidement un terme, en déclarant, bulletin de santé à l'appui, que « *le Général est en pleine forme, nul besoin d'avoir l'œil de Charcot pour s'en apercevoir...* »

Cela crevait en effet les yeux et chacun s'en émerveillait. Âgé de 82 ans, le Général en paraissait au bas mot quinze de moins. Son horloge biologique semblait s'être arrêtée en 1958, et même avoir un peu renversé le sens de ses aiguilles. Il avait à peine vieilli. Depuis son retour aux affaires, quatorze ans plus tôt, les outrages du temps avaient presque entièrement épargné Charles de Gaulle. Dans le film *Le Président*, Michel Audiard met dans la bouche de l'intéressé une amusante réplique – « *Les vieillards, c'est comme les bébés, ça change très vite* ». Année après année, la formule était pourtant démentie par l'allure pimpante du Général, hormis ses traits du visage de plus en plus chiffonnés.

Interrogé sur cet étrange phénomène, le professeur Jean Bernard expliqua à Jean-François Robinet, sur la première chaîne de l'ORTF, le 26 novembre 1972 :

« La psyché fait beaucoup pour la physiologie d'un individu, quel qu'il soit. Les succès, en stimulant le moral, assurent à son bénéficiaire une sorte de cure de jouvence permanente, qui se traduit généralement, chez le sujet mâle, par une suractivité libidinale, parfois libidineuse, tandis qu'à l'inverse, les échecs accélèrent, par quelque mystérieux mécanisme, l'oxydation des cellules, provoquant notamment impuissance et stérilité. Cet affaissement de la vitalité s'observe tout particulièrement pour les fonctions du cerveau. À l'évidence, la prodigieuse destinée du président de la République, le fleuve de réussite et de gloire où il se baigne chaque jour depuis une grosse décennie, lui assurent une santé magnifique, que j'avoue avoir rarement rencontrée dans ma longue carrière. »

Il est vrai qu'en matière de stimulants psychiques, De Gaulle était luxueusement doté. Depuis 1958, il profitait sans

discontinuer d'une pharmacopée dont peu d'hommes sur la Terre, tant en nombre qu'en intensité, avaient joui avant lui depuis l'aube des temps. Sur les couvertures de *Paris Match*, c'est un octogénaire à la fois svelte et joufflu, la physionomie élégamment burinée par le maillet du temps, extrêmement détendu et souriant, flanqué d'une Jacqueline éternellement comblée et rayonnante, qui annonça, le 4 octobre 1972, qu'il serait à nouveau candidat à sa propre succession.

Immédiatement, des comités de soutiens se constituèrent, en particulier en Algérie, en Afrique subsaharienne et en Asie, aussi bien que dans l'Hexagone. Avec d'autant plus d'enthousiasme qu'en dépit de sa santé de fer, l'âge du Général faisait planer un doute sur sa volonté de briguer un troisième mandat, et de se présenter pour la deuxième fois devant le suffrage universel direct.

*

* *

Il ne vint d'abord à l'idée de personne de se présenter contre le Président dont la popularité atteignait des sommets. Le Général était devenu, aux yeux de la quasi-totalité des Français, une sorte de double incarnation de la République et de la Nation. Comme l'avait bien dit le professeur Bernard, De Gaulle, bâtisseur de l'unité républicaine sur les cinq continents, récoltait le triomphe de son projet sous forme d'une gloire pour ainsi dire absolue et d'ampleur gigantesque, à l'image de l'idée qu'il s'était « *toujours fait de la France* ». D'ailleurs, le surgissement de cette espèce de Typhon moderne avait provoqué un souffle qui, outre la presse, avait laissé l'arène politique nettoyée. « *Tous les tenants d'une ligne idéologique gaullienne avaient été pulvérisés* » (Jean-François Kahn). Depuis l'élection de 1965, où il avait été réélu dès le premier tour par 80% des voix, le président caracolait en tête des sondages, ne laissant que des miettes à ses éventuels rivaux. Éventuels, car les semaines passaient sans qu'aucun candidat ne se déclarât. « *S'achemine-t-on vers un candidat unique ?* », s'interrogea *Paris-Jour*.

En réalité, aux yeux des partisans du Général, toute candidature concurrente eût relevé du « sacrilège », selon le mot conjoint de Félix Houphouët-Boigny et d'André Malraux. Dès l'annonce de la candidature du Général, on vit ainsi tous les barons gaullistes expliquer, les uns après les autres, que « *le Général dépasse de très loin, par sa stature, tout candidat, même imaginaire* » (Ferhat Abbas) ou que « *se présenter contre Charles de Gaulle reviendrait à se jeter du haut de la tour Eiffel sans parachute* » (Léopold Sédar Senghor).

À l'Élysée, dégustant en compagnie de Jacqueline un jus de figue et d'orange à la fleur de citron, « *pétri d'amour pour la démocratie et le droit de vote* » (Pierre Mendès France), le Général voyait d'un mauvais œil cette situation. Aussi se décida-t-il à prendre la parole publiquement, pour « *encourager personnellement, et chaudement, au nom de la République, les uns et les autres à entrer en lice, dans l'esprit de Coubertin qui disait que l'essentiel est de participer* ».

L'appel du président ne suscita aucune candidature africaine ni asiatique, terres où le Général jouissait d'un prestige et d'un crédit sans limite. Mais elle décida en revanche trois individus hexagonaux à franchir le pas : Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et un jeune encore peu connu, encore la veille aide de camp du Général, Jacques Chirac. Sans doute, comme ne manquèrent pas de le noter sardoniquement plusieurs éditorialistes, ces trois-là saisirent-ils l'occasion du blanc-seing donné par De Gaulle en personne pour se faire connaître, en prévision des élections futures. Une grande naïveté, en somme.

Lors de la campagne, les trois « *mannequins* », tel que les surnommait en coulisses le Président, rivalisèrent dans la revendication de l'héritage gaullien. C'était à qui serait le plus gaulliste. La France était entrée en mouvement, et connaissait depuis bientôt quinze ans une montée en puissance, une métamorphose qui englobait tout et refaçonnait l'humanité. Il paraissait donc tout naturel que De Gaulle et son héritage fussent au cœur des professions de foi des candidats. Plus

incongrue sans doute fut la façon dont Michel Debré suscita les attentions des trois larrons en foire, au point de devenir à la fois leur « *bête noire obsessionnelle et souffre-douleur un peu maladif quoique légitime* » (Alain Duhamel). La presse anglo-saxonne souligna l'incongruité d'une campagne consistant pour les trois uniques « *challengers* » à faire l'éloge du président sortant et à s'acharner sur une « *victime antédiluvienne de sa dictature* » (*Washington Post*). Giscard, Mitterrand et Chirac étaient traités tour à tour de « *vrai-faux adversaires du tyran* » (*The Guardian*), de « *consternants faire-valoir* » (*Newsweek*) ou encore de « *sparring partners d'un candidat réélu d'avance* » (*The Australian*). C'est dans cette étrange course à l'échalote que, par un singulier phénomène, Michel Debré, le « *pénitent de l'île d'Yeu* » (selon le mot du Général), se retrouva malgré lui au centre de la campagne, à mi-chemin entre la tête de Turc et l'Antéchrist.

Valéry Giscard d'Estaing, crédité de 0,02 % d'intentions de vote dans les sondages, prit l'initiative de flétrir le malheureux Debré pour justifier sa candidature, non d'ailleurs sans céder à quelque vantardise. Ainsi, Giscard déclara que de 1959 à 1960, jeune secrétaire d'État aux Finances, « [il] *n'aurai[t] pas hésité à [s']opposer par tous les moyens à la politique gouvernementale si, par malheur, le Premier ministre félon était parvenu à ses fins, c'est-à-dire si le Général n'avait pas eu la grandeur de le démasquer et de le mettre hors d'état de nuire.* » Très en verve, le candidat Giscard ajouta : « *Si Debré avait réussi, malgré tout, à entraîner le Général dans ses ténébreux projets, je n'aurais pas hésité à renseigner les défenseurs de l'unité franco-algérienne et franco-africaine pour les aider dans leur lutte de salut public, en jouant de ma position au sein du Conseil des ministres... Au péril de ma carrière* ».

Son principal adversaire à droite, le jeune Jacques Chirac, crédité quant à lui de 0,001 % des voix, y alla lui aussi de son couplet au vitriol contre celui qu'il appelait exclusivement, reprenant la fameuse formule gaullienne, « *le rat Micquet* ». Mais finement, il commença par mettre en doute la probité

morale de Giscard, avant de s'en prendre aux États-Unis, dont le polytechnicien était réputé avoir été longtemps proche :

« Ce que prétend M. Giscard d'Estaing, tout le monde l'aurait fait. C'est bien pour cela que le Général a chassé le rat Micquet et que la Haute Cour a justement condamné ce grelin à la peine capitale. Reste que M. Giscard d'Estaing ne nous dit pas s'il eût fait preuve d'autant de courage si le rat Micquet avait réussi à se débarrasser du Président avec l'aide de ses amis américains, et à appliquer ses vues diaboliques. Mais j'entends déjà M. Giscard d'Estaing qui saute sur sa chaise comme un cabri, pour jurer qu'il aurait, sans hésité, renoncé à sa carrière politique plutôt que de suivre le félon ! Laissons-lui la responsabilité de ses serments... Pour ma part, comme le Général, et comme la plupart des Français, j'étais profondément convaincu à l'époque qu'il n'y avait qu'une seule voie possible pour la France : l'Algérie de la fraternité et de l'égalité, dans une République franco-ultramarine une et indivisible. Jeune conscrit, j'avais découvert l'Algérie et j'en étais tombé éperdument amoureux. Depuis, elle m'est restée chevillée au corps et à l'âme comme à tous les Français. Et bien sûr, en tant que patriote et en tant qu'homme politique, je serais passé sans hésiter dans la clandestinité plutôt que d'accepter le sacrilège que mijotait le rat Micquet dans ses marmites états-uniennes. »

Flanquant Chirac et Giscard, François Mitterrand, ministre de l'Industrie, incarnait l'aile gauche du « *trio burlesque* » (De Gaulle). Crédité d'un très absolu 0,00 % d'intentions de vote, il tira à boulets rouges sur les deux autres, tout en sacrifiant comme eux au culte gaullien. Un rictus carnassier aux lèvres, il déclara à la télévision :

« Il est permis de sourire quand un tel s'arroe, à quinze ans de distance, le mérite d'actions totalement secrètes dont, par définition, personne ne peut vérifier la réalité. Et que dire de tel autre, qui se prête à lui-même des actes héroïques qui forcent l'admiration de tous, quand ces actes se limitent à des paroles verbales ? Pour ma part, je préfère m'en tenir aux faits. Chacun peut le vérifier dans sa mémoire : aussi loin que

remonte mon action politique, je suis allé répétant que la France du XXI^e siècle serait africaine ou ne serait pas. J'ai toujours expliqué que seul une vaste politique d'égalité, fidèle à l'héritage de 1789, nous permettrait de garantir l'avenir du Pays, des plaines des Flandres jusqu'aux bouches du Congo. Dès les années 50, avec Pierre Mendès France, nous avons appliqué cette grande idée, en nommant Jacques Soustelle gouverneur général d'Algérie. Dois-je rappeler que nous avons demandé à M. Soustelle de lancer, sur place, les transformations indispensables ? Et Dieu sait combien, à l'époque, il y avait de forces rétives, et de toute part ! (...) Somme toute, le Général doit être salué pour avoir appliqué, avec le brio et la grandeur que chacun lui connaît, notre programme à Pierre Mendès France et moi-même. Mais – et j'insiste sur ce point – son mérite personnel est, sans aucun doute, d'avoir débarrassé la République du fourbe Debré. »

Enfin, seul Jacques Duclos, ancien membre d'un Parti Communiste Français désormais disparu, et qui nourrissait toujours à l'endroit du Général une haine farouche, décida de se présenter *contre* le président sortant. Toute la campagne de Duclos consista à accuser De Gaulle d'avoir « *du sang sur les mains* », puisqu'il avait nommé ministre « *le criminel Krasucki* ». On apprendrait bien plus tard que, constatant l'absence de candidats anti-gaullistes, le Général avait fait discrètement encourager Duclos à se présenter, tout en veillant à ce que son adversaire bénéficiât bien des cent signatures requises. Sans l'intervention du Président, ces parrainages lui auraient certainement fait défaut, comme ils auraient du reste fait défaut à Giscard, Chirac et Mitterrand...

Ce fut donc un bien étrange premier tour qui eut lieu ce 20 décembre 1972, puisque trois candidats sur cinq se réclamaient d'un quatrième, de Gaulle, et passaient leur temps à « *se tirer dans les pattes* », comme le releva pour s'en amuser le Général lui-même.

Sans surprise, et en dépit de la facon de Jacques Duclos, Charles de Gaulle fut réélu dès le premier tour de scrutin, avec un score effarant de 99,89% des voix. Comme le releva *Le*

Figaro en enfonçant une porte ouverte : « *Tout indique que personne, en France, n'aurait pu mettre le Général en ballottage.* » De son côté, *Le Monde* titra d'ailleurs : « *Réélection sans surprise du Général avec presque 100% des voix* », Sirius ajoutant, un brin provocateur : « *Charles de Gaulle ne devrait-il pas mieux être désigné président à vie, voire roi des Français, voire plus simplement encore, roi de France ?* »

Interrogé en conférence de presse sur ces différentes éventualités, le Président plaisanta : « *Ce Monsieur Sirius est bien aimable, mais je reste démocrate et républicain de stricte obédience...* »

Sitôt réélu, De Gaulle annonça que son Premier ministre restait en place, « *puisque M. Ferhat Abbas assume parfaitement sa fonction, et qu'il n'est pas question de changer pour changer* ». « *Car, ajouta-t-il, si chacun constate que je suis resté fort jeune d'esprit malgré mes quatre-vingt deux ans, je ne suis pas pour autant demeuré un Zébulon* » – allusion au personnage « *tournicotant* » de l'émission pour enfants *Le Manège enchanté*. Une référence qui acheva d'asseoir la cote déjà insolente dont jouissait le Général chez les citoyens de moins de sept ans...

(à suivre...)

ANNEXES

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle, Alger, 4 juin 1958.

« Je vous ai compris ! Je sais ce qui s'est passé ici... Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité...

Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement, vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà...

Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main...

Eh bien ! De tout cela je prends acte au nom de la France... et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants... il n'y a que des Français à part entière... des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...

Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui jusqu'à présent étaient fermées devant beaucoup.

Cela signifie qu'il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas...

Cela signifie qu'il faut reconnaître la dignité de ceux à qui on la contestait...

Cela veut dire qu'il faut assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d'en avoir une.

L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée, sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'en a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification, l'armée française a été sur cette terre le ferment, le témoin, et elle est le garant du mouvement qui s'y est développé. Elle a su endiguer le torrent pour en capter l'énergie. Je lui rends hommage. Je lui exprime ma confiance. Je compte sur elle pour aujourd'hui et pour demain.

Français à part entière dans un seul et même collège, nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider... auront à décider de leur propre destin...

Pour ces dix millions de Français-là, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres... Ils auront à désigner, à élire, je le répète en un seul collège, leurs représentants pour les Pouvoirs publics, comme le feront tous les autres Français...

Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration, tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels.

Puissent-ils même y participer ceux-là, qui par désespoir ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux, car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie... qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.

Moi, de Gaulle, à ceux-là j'ouvre la porte de la réconciliation...

Jamais plus qu'ici et plus que ce soir; je n'ai senti combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux la France ! Vive la République ! Vive la France ! »

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle, Mostaganem, 6 juin 1958. Face au Général, une foule à majorité arabo-berbère.

« La France entière, le monde entier, sont témoins de la preuve que Mostaganem apporte aujourd'hui que tous les Français d'Algérie sont les mêmes Français. Dix millions d'entre eux sont pareils, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Il est parti de cette terre magnifique d'Algérie un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité. Il s'est élevé de cette terre éprouvée et meurtrie un souffle admirable qui, par-dessus la mer, est venu passer sur la France entière pour lui rappeler quelle était sa vocation ici et ailleurs.

C'est grâce à cela que la France a renoncé à un système qui ne convenait ni à sa vocation, ni à son devoir, ni à sa grandeur. C'est à cause de cela, c'est d'abord à cause de vous qu'elle m'a mandaté pour renouveler ses institutions et pour l'entraîner, corps et âme, non plus vers les abîmes où elle courait mais vers les sommets du monde.

Mais, à ce que vous avez fait pour elle, elle doit répondre en faisant ici ce qui est son devoir, c'est-à-dire considérer qu'elle n'a, d'un bout à l'autre de l'Algérie, dans toutes les catégories, dans toutes les communautés qui peuplent cette terre, qu'une seule espèce d'enfants.

Il n'y a plus ici, je le proclame en son nom et je vous en donne ma parole, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères qui marchent désormais dans la vie en se tenant par la main.

Une preuve va être fournie par l'Algérie tout entière que c'est cela qu'elle veut car, d'ici trois mois, tous les Français d'ici, les dix millions de Français d'ici, vont participer, au même titre, à l'expression de la volonté nationale par laquelle, à mon appel, la France fera connaître ce qu'elle veut pour renouveler ses institutions. Et puis ici, comme ailleurs, ses représentants seront librement élus et, avec ceux qui viendront ici, nous examinerons en concitoyens, en compatriotes, en frères, tout ce qu'il y a lieu de faire pour que l'avenir de l'Algérie soit, pour tous les enfants de France qui y vivent, ce qu'il doit être, c'est-à-dire prospère, heureux, pacifique et fraternel.

À ceux, en particulier qui, par désespoir, ont cru devoir ouvrir le combat, je demande de revenir parmi les leurs, de prendre part librement, comme les autres, à l'expression de la volonté de tous ceux qui sont ici. Je leur garantis qu'ils peuvent le faire sans risque, honorablement.

Mostaganem, merci ! Merci du fond de mon cœur, c'est-à-dire du cœur d'un homme qui sait qu'il porte une des plus lourdes responsabilités de l'Histoire. Merci, merci, d'avoir témoigné pour moi en même temps que pour la France ! Vive Mostaganem ! Vive l'Algérie ! Vive la République ! Vive la France ! »

Le Général s'éloigne du micro.

La foule scande : « *Algérie française* ».

Le Général revient au micro et dit :

« *Vive l'Algérie française !* »

Annexe III

Extraits de « Propositions de mesures immédiates pour le département de la France d'outre-mer. (Possessions assimilées au territoire métropolitain, colonies, pays de protectorat). Le but : unité de la plus grande France. », publié dans Au service de la renaissance française, sous-titré Propositions du Parti communiste français relatives aux premières mesures à prendre lors de la libération par les différents départements ministériels. L'ouvrage, d'abord paru dans la clandestinité, fut publié aux Éditions du Parti communiste français en 1944.

On peut y lire, aux pages 104-113 :

« Il y a sans doute peu de domaines de l'activité nationale où la nécessité de réformes profondes se fasse autant sentir que dans les choses de la France d'outre-mer. Le but à atteindre est clair : unité et intégrité de la plus grande France, des Antilles à Madagascar, de Dakar et de Casablanca à l'Indochine et à l'Océanie. Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses, en consentant soit à des détournements politiques, soit à de trop grandes concessions économiques. (...) Demain, l'idée de la grandeur française sortira renouvelée de ces six années d'abaissement qui ont commencé aux sombres jours de Munich ; notre peuple prendra conscience de l'étendue de ses responsabilités sur toute la surface du globe comme il ne l'avait jamais fait dans le passé ; les choses d'outre-mer cesseront d'être le monopole de groupes de fonctionnaires et de soldats, sinon la proie d'une clique d'affairistes. La nation dans sa totalité sentira que son autorité sur le continent européen – autorité dont ne dépendent rien de moins que sa sécurité et sa vie – est liée à la grandeur de son rôle mondial. (...) Étude de la participation des populations d'outre-mer (colons français et populations

indigènes) à la représentation nationale ; possibilité d'un corps représentatif spécial (Chambre de la France d'outre-mer) : électorat, éligibilité, compétence, rapport avec le parlement métropolitain, etc. Le mot d'ordre du régime de Pétain a été l'inverse : c'était la « décentralisation de l'Empire », et cette consigne soi-disant réaliste couvrait le refus d'une politique d'association véritable et d'assimilation progressive des populations d'outre-mer, refus qui conduisait à son tour au démembrement de « l'Empire » par les chemins, d'une part, de l'autonomie chère aux grands intérêts capitalistes et, d'autre part, du séparatisme indigène favorisé par l'évolution des indigènes dans une sphère fermée. (...) La question du statut politique futur des populations de nos territoires d'outre-mer n'est pas l'affaire des bureaux. C'est l'affaire de tout le pays, parce que les destinées du pays en dépendent littéralement. (...) Qu'il faille profiter du sens ravivé de la grandeur française dans l'opinion nationale pour recruter au lendemain de la guerre de jeunes hommes d'élite au service des fonctions coloniales, cela n'a guère besoin d'être démontré, mais cela est plus essentiel que tout ce qui précède. Du crédit renouvelé de l'idée de civilisation, de la ferveur qui l'entourera, il peut naître une vocation missionnaire, épurée chez des milliers d'hommes neufs, capables de réaliser avec foi, avec enthousiasme, la transformation grandiose et nécessaire que décrètera la Constituante. Cette élite du dévouement et de la conviction est pour une grande part dans l'armée en uniforme et sans uniforme, dans toutes les couches de cette double armée, y compris les plus populaires ; il faudra aller l'y chercher, donner à ceux de ses membres qui n'ont pas pu pousser leur instruction les moyens de le faire, montrer à la jeunesse, au moment où elle posera les armes, la beauté d'une œuvre qui consiste à briser les chaînes en scellant l'union des cœurs, à aider à relever la condition humaine de soixante-dix millions d'êtres, tout en fortifiant la France, lui faire entendre, à cette jeunesse triomphante, l'appel à une autre lutte et à une autre victoire pour la Patrie. La réorganisation de la France d'outre-mer vaudra, avant tout, ce que vaudront ses artisans, et il s'agit de choisir ceux qui y verront moins une carrière avec ses avantages qu'un apostolat exaltant, ceux qui regarderont vraiment comme des frères le docker de Dakar et le paysan d'Annam, ceux qui aimeront ces peuples, qui prendront la peine

d'apprendre la langue indigène et de se familiariser avec les coutumes locales, qui sauront vraiment rendre indestructibles l'unité de la plus grande France. »

Pourtant, moins de quinze ans plus tard, le 17 juillet 1958, à propos du référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution auquel devaient participer toutes les populations d'outre-mer en même temps que celles de métropole, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déclara :

« (...) Nous ne parlons même pas des conditions bien particulières dans lesquelles le plébiscite doit se dérouler. Pourquoi, par exemple, quatre millions de musulmans d'Algérie, auxquels on refuse le droit de régler leurs propres affaires, doivent-ils déterminer le sort de la France ? Encore ne s'agira-t-il que d'une fiction, personne ne croyant à la sincérité d'un vote émis dans les conditions de l'état de siège, avec la suppression de toutes les libertés et sous le contrôle de la force armée. Bien plus : on annonce que tous les peuples d'outre-mer participeront au référendum. C'est la peur du peuple français qui a dicté cette décision. De toute façon, on ne réussira pas à intimider par de telles méthodes les masses républicaines de notre pays. Même si le général-président devait fabriquer une majorité avec les suffrages d'outre-mer tandis que le peuple français dirait non, ce ne sont pas les millions de voix rassemblées par les parachutistes et les gouverneurs des colonies qui pourraient décider du sort de la France ! (...) »

Rapport prononcé lors de la Conférence nationale du Parti communiste français, et paru dans « L'Humanité » le 18 juillet 1958.

Annexe IV

Extrait de *Les Deux Sources de la morale et de la religion* (1932) d'Henri Bergson, rééd. PUF, coll. « Quadrige », 1984, p. 329-331.

« L'homme ne se soulèvera au-dessus de terre que si un outillage puissant lui fournit le point d'appui. Il devra peser sur la matière s'il veut se détacher d'elle. En d'autres termes, la mystique appelle la mécanique. On ne l'a pas assez remarqué, parce que la mécanique, par un accident d'aiguillage a été lancée sur une voie au bout de laquelle étaient le bien-être exagéré et le luxe pour un certain nombre, plutôt que la libération pour tous. Nous sommes frappés du résultat accidentel, nous ne voyons pas le machinisme dans ce qu'il devrait être, dans ce qui en fait l'essence.

Allons plus loin. Si nos organes sont des instruments naturels, nos instruments sont par là même des organes artificiels. L'outil de l'ouvrier continue son bras ; l'outillage de l'humanité est donc un prolongement de son corps. La nature, en nous dotant d'une intelligence essentiellement fabricatrice, avait ainsi préparé pour nous un certain agrandissement. Mais des machines qui marchent au pétrole, au charbon, à la « houille blanche » et qui convertissent en mouvement des énergies potentielles accumulées pendant des millions d'années, sont venues donner à notre organisme une extension si vaste et une puissance si formidable, si disproportionnée à sa dimension et à sa force, que sûrement il n'en avait rien été prévu dans le plan de structure de notre espèce : ce fut une chance unique, la plus grande réussite matérielle de l'homme sur la planète. Une impulsion spirituelle avait peut-être été imprimée au début : l'extension s'était faite automatiquement, servie par le coup de pioche accidentel qui heurta sous terre un trésor miraculeux.

Or, dans ce corps démesurément grossi, l'âme reste ce qu'elle était, trop petite maintenant pour le remplir, trop faible pour le diriger. D'où le vide entre lui et elle. D'où les redoutables problèmes sociaux, politiques, internationaux, qui sont autant de définitions de ce vide et qui, pour le combler, provoquent aujourd'hui tant d'efforts désordonnés et inefficaces : il y faudrait de nouvelles réserves d'énergie potentielle, cette fois morale.

Ne nous bornons donc pas à dire, comme nous le faisons plus haut, que la mystique appelle la mécanique. Ajoutons que le corps agrandi attend un supplément d'âme, et que la mécanique exigerait une mystique. Les origines de cette mécanique sont peut-être plus mystiques qu'on ne le croirait ; elle ne retrouvera sa direction vraie, elle ne rendra des services proportionnés à sa puissance, que si l'humanité qu'elle a courbée encore davantage vers la terre arrive par elle à se redresser, et à regarder le ciel. »

TABLE

Prologue

I.

Prémices de la Révolution ou le temps des dupes

Mémoires trahis – De Sud en Nord – De Nord en Sud – D’Est en Ouest – Le masque et les « *cacahuètes* » de l’*Intégration* – Anthropologie et Intégration – L’Intégration selon Soustelle – Les ennemis de l’Intégration – Le bébé et l’eau du bain – Le micmac de Mai – La « *Révolution de 58* » – « *À nous deux, Alger !* » – Le Plan de Constantine – Scolarité, santé, égalité – le « *miracle* » algérien – Vraies et fausses bannières – Le « *chemin de croix* » de Michel Debré – « *Un rocher de cristal surplombant les nuages* » – « *Ici et ailleurs* » – Afrique subsaharienne : la tournée triomphale – « *N’Gol* » à Dakar – L’expérience gabonaise – La « *Glorieuse de Soixante* » – La citerne de Pontarlier – « *Le monstre paiera* » – Rebiha Khebtani parle – L’« *Opération Tilsitt* » – La grue du *France* – Debré implose – Le Grand-Croix Si Salah – Le Général et l’espace – Dulles vs De Gaulle – Vastes chambardements – L’affaire Elizabeth Law-Higgins – L’opposition à De Gaulle : URSS et PCF, Mendès France et Mitterrand – L’amertume des « *Dindons* ».

II.

Deuxième mouvement de la Révolution ou le ministère Senghor

Le « *grand tournant* » – Le gouvernement Senghor : Départements en cascade – L'abbé Youlou s'enflamme, Senghor réagit – Réaction en chaîne – Le Plan Senghor-Bidault pour l'Éducation – Le ralliement de Ruben Um Nyobè – La « *French-African fever* » (« *fièvre franco-africaine* ») – Liza Liberty – L'affaire Dulles (suite) – L'hommage de la République à « *Liza* » – L'affaire Spellini – Robert Schuman dans le box – De Gaulle l'Allemand – « *Plusieurs générations l'auraient peut-être permis...* » – Senghor vs USA – L'Amérique nègre se soulève – « *Dixie* » s'embrase à son tour – Divinations élyséennes – Retour du Laos – Tournée fraternelle en Indochine – De Gaulle et l'espace – « *Ce Johnson est un plaffieux* » – Les lataniers du Sikorsky – Le « *dossier du Deccan* » – La théorie gaullienne des « *agglomérations* » – L'affaire Krasucki – Le procès de Krasu – L'affaire La Boisserie.

III.

Troisième mouvement de la Révolution ou le ministère Lévi-Strauss

« *Mademoiselle Lama* » – La présidentielle de 1965 – L'anthropologie à Matignon – Le souper de Versailles – La nouvelle capitale – Le réveil tunisien – Maroc, chat échaudé – « *Vive le Québec libre !* » – « *La question cruciale de la religion* » – Protection des cultures, « *ICF* » et « *CUI* » – La piqûre du Val-de-Grâce – De

Gaulle, Éros et Thanatos – PCG vs PCF – Le tandem Krasucki-Mitterrand – Roosevelt selon De Gaulle – Les « *Plus Grandes Commémorations* » – De Gaulle vs Johnson – Métamorphose de l'Algérie – La sociologie algérienne selon Bourdieu.

IV.

Quatrième mouvement de la Révolution ou le ministère Abbas

L'ironie de Sirius – L'Algérie poursuit son ascension – Écologie gaullienne : le discours de Tamanrasset – Vers l'Afrique industrielle – Le cas Mobutu – Razzia au Fezzan – La Tunisie rattachiste – Le dégel marocain – Images de presse – Vraie-fausse présidentielle – Le triomphe de Bourgault – De Dixie en Washingtonie – « *Krasu-le-Rouge* » – Art : le « *Réalisme gaullien* » – L'« *Opération Séoud* » – « *Le malheur qui nous fut épargné* ».

V.

Cinquième mouvement de la Révolution ou le ministère Phouma

Les « *provinces d'Asie* » au pouvoir – « *Cet étrange pays qu'est la France* » – Les espiègleries de Senghor – Ralliement du Viêt-Nam – Krasu toujours à l'œuvre – Le cas portugais – Le « *casus belli* » canadien – Le cas « *Albion* » – Le « *plan Cyrano* » – « *Le Péron français* » – « *Maturité de la démocratie* » – Les « *agglomérations* » selon Phouma... et Boganda – Surenchère dans la

francophilie – La parabole de la tarente – De Gaulle
eschatologue – « *Dans l'eau vivante de ses rivières...* » –
Le caprice du Général – « *Saint-Gors* » et la mode de la
« *poétisation* » des noms – Le drame intérieur.

Épilogue

« *La mort de la France* »

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle,
Alger, 4 juin 1958.

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle,
Mostaganem, 6 juin 1958.

Annexe III

Extraits de

« *Propositions de mesures immédiates pour
le département de la France d'outre-mer.* »
Éditions du Parti communiste français, 1944.

Annexe IV

Henri Bergson

*Les Deux Sources de la morale
et de la religion (1932)*